

**La hausse
du dollar
s'accélère :
près de 7,95 F**

LIRE PAGE 22

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA : Maroc, 3,80 dr. : Tunisie, 300 m. : Allemagne, 1,80 DM : Autriche, 18 sch. : Belgique, 28 fr. : Canada, 1,10 \$: Côte d'Ivoire, 240 F CFA : Danemark, 6,80 kr. : Espagne, 100 pes. : E.-U., 95 c. : Grèce, 80 dr. : Irlande, 80 p. : Italie, 1.200 L. : Japon, 360 p. : Liban, 0,300 Li. : Luxembourg, 27 s. : Pays-Bas, 2,60 fl. : Portugal, 175 R. : Royaume-Uni, 90 p. : Suède, 340 F CFA : Suisse, 7,75 fr. : Thaïlande, 1 baht : Venezuela, 123 ml.

Tarif des abonnements page 2
S. R. DES ITALIENS
PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 25 PARIS
Tél. 246-72-23

Davantage de blé américain pour les Soviétiques

Les agriculteurs américains sautent sans doute gré à M. Reagan, lors des élections de novembre 1984, du nouvel accord sur les ventes de céréales à l'Union soviétique conclu à Vienne le 28 juillet : il leur rapportera près de 2 milliards de dollars par an. On comprend que le négociateur de Washington se soit exilé : « C'est un bien beau jour pour l'agriculture américaine ».

Dès sa campagne électorale, l'actuel président avait dénoncé l'utilisation de l'arme des céréales par M. Carter. L'embargo décrété en janvier 1980 par ce dernier sur les ventes de blé à Moscou, au lendemain de l'invasion de l'Afghanistan, avait surtout causé de graves dommages aux fermiers américains, comme le soulignait malicieusement l'agence l'Ass lors de la levée de cette mesure en avril 1981.

M. Reagan avait certes maintenu les apparences. Le contrat sur les céréales de 1975, venu à échéance en 1981, n'avait pas été renoué : il s'agissait de protester contre l'état de guerre en Pologne. En réalité, c'était la simple hypocrisie. Il était prouvé d'un an en avril 1981, puis d'une nouvelle année en 1982, au moment même où Washington prétendait interdire à ses alliés européens et japonais de vendre à l'U.R.S.S. pour le gazoduc euro-sibérien leur technologie d'origine américaine.

« Agrobusiness is business », les agriculteurs du Midwest, appuyés par leurs élus, n'ont cessé de le rappeler. Avec les récoltes exceptionnelles de 1981 et 1982, les prix des céréales ont chuté et les stocks ont atteint des niveaux records aux Etats-Unis. Même si la moisson est moins bonne en 1983, les excédents mettront des années à être résorbés.

Washington s'est donc lancé dans une politique agressive d'exportation, venant notamment concurrencer la Communauté européenne sur certains de ses marchés traditionnels (Egypte, Maroc). Mais le principal débouché, c'est bien sûr l'U.R.S.S., qui doit importer plus de 40 millions de tonnes par an, soit près du quart de ses besoins. Il fallait donc reprendre la place de principal fournisseur des Soviétiques à des pays comme l'Argentine, le Canada et quelques autres. Face aux intérêts du puissant lobby agricole, l'indignation de M. Patrick Moynihan, sénateur démocrate de New-York, apparaît, alors, de peu de poids : « Mais qui sommes-nous donc ? Interrogerait-il le 28 juillet. Nous accusons les Soviétiques de nous menacer en Amérique centrale et nous leur vendons de quoi se nourrir pour cinq ans. »

Le nouvel accord - qui sera signé à la fin du mois d'août - assure, en effet, la livraison pour cinq ans d'un minimum annuel de 9 millions de tonnes et d'un maximum de 12 millions de tonnes de blé et de froment (contre 6 et 8 en 1975).

« Il ne faut attacher à ce contrat aucune signification politique particulière », a dit M. William Brock, représentant spécial du président Reagan pour le commerce. Politique intérieure exclue, évidemment. Les moins pessimistes trouveront quand même que les deux grandes puissances continuent de s'envoyer de petits signes. Accord à la conférence de Madrid, droit de sortie pour les pentecôtistes réfugiés à l'ambassade américaine de Moscou, assouplissement de la position russe dans les négociations de Vienne sur les forces conventionnelles, et maintenant ventes de blé.

Sans doute faut-il y voir, au-delà de l'obstacle majeur des euro-missiles, une volonté de, tant bien que mal, vivre ensemble.

La politique centraméricaine de M. Reagan en échec

**Le vote de la Chambre des représentants
pour l'arrêt de l'aide
aux insurgés antisandinistes
illustre l'inquiétude croissante du Congrès**

La Chambre des représentants a infligé un net revers à M. Reagan, le jeudi 28 juillet à Washington, en se prononçant pour l'arrêt de toute assistance américaine aux groupes armés antisandinistes installés au Honduras et qui tentent de renverser le gouvernement nicaraguayen.

Ce vote, qui a eu lieu après une intense campagne de la Maison Blanche en faveur des opérations clandestines contre le Nicaragua, est un succès pour les adversaires de la politique de M. Reagan en Amérique centrale. M. Boland, représentant du Massachusetts, auteur d'un amendement condamnant ces opérations clandestines, a déclaré : « Nous courons à un nouveau Vietnam », pour confirmer son hostilité aux plans de la Maison Blanche. Le vote de la Chambre est intervenu à l'issue de deux jours de débats particulièrement houleux.

Cette décision de la Chambre, à majorité démocrate, a peu de chances d'être suivie d'effet dans la mesure où il est peu probable que le Sénat, à majorité républicaine, aille dans le même sens. En outre, M. Reagan peut opposer son veto. La Maison Blanche s'est refusée à

commenter le vote de jeudi, mais M. Reagan avait déclaré qu'un arrêt de l'aide aux insurgés antisandinistes serait « une grave erreur ».

Deux jours après la conférence de presse de M. Reagan consacrée à l'Amérique centrale, la décision de la Chambre illustre l'inquiétude croissante d'une partie du Congrès face à l'escalade militaire en Amérique centrale. Le texte adopté par la Chambre prévoit que l'aide aux insurgés serait remplacée par une assistance de 80 millions de dollars fournie aux alliés des Etats-Unis dans la région pour leur permettre de mettre fin au ravitaillement en armes des mouvements de guérilla. En outre, aucune date n'a été fixée pour l'arrêt de l'aide financière aux insurgés. Avant le vote final, les représentants s'étaient prononcés sur une série d'amendements. Par 214 voix contre 213, la Chambre avait adopté une proposition, républicaine, visant à lier l'arrêt de l'aide aux opérations clandestines à un arrêt de l'aide nicaraguayenne aux insurgés salvadoriens.

(Lire la suite page 4.)

Compromis dans la bataille autour de la Générale des eaux

**La B.N.P. reprend une partie
des actions détenues par
la Compagnie générale d'électricité**

C'est la Banque nationale de Paris (B.N.P.) qui a finalement repris la participation de 6,2 % du capital de la Générale des eaux que détenait la Compagnie générale d'électricité. Ainsi, ni Saint-Gobain ni le syndicat de défense créé pour préserver l'indépendance de la Compagnie générale des eaux n'auront - pour le moment - de position dominante.

Il n'aura pas fallu moins d'une quinzaine de jours pour que les pouvoirs publics et les divers protagonistes d'une affaire digne de leurs romans feuilletons politico-industriels de ces dernières années, trouvent un compromis qui permette à chacun de sauver la face et à tous d'afficher une satisfaction de commande, dont les arrières-pensées ne sont pas absentes.

Pour comprendre le ballet qui s'est joué depuis un mois autour de la Générale des eaux, il faut tenter de discerner le jeu de chacun des acteurs. Tout commence, en fait, lorsque Saint-Gobain, soucieux de se diversifier, prend langue avec une autre nationalisée, la Compagnie générale d'électricité, qui souhaite au contraire se recentrer.

L'une a un petit trésor de guerre qu'elle veut investir, cette fois, dans des activités complémentaires de ses secteurs traditionnels. L'autre a besoin d'argent frais pour renforcer ses points forts : télécommunication,

énergie. Très vite, les dirigeants des deux groupes croisent deux domaines : le bâtiment et les travaux publics, dont la C.G.E. est un des grands européens à travers sa filiale, la Société générale d'entreprise ; les services où elle détient un paquet d'actions de la Générale des eaux. Directement 6,2 %, en fait 13 % car elle a en quelque sorte la tutelle des 7 % détenus par le C.C.F. et le groupe TAG de M. Akram Ojeh. Ce paquet avait été acquis au début de 1981 à l'initiative de M. Ambroise Roux, alors P.-D.G. de la C.G.E., pour épauler M. Dejonny, le patron de la Générale des eaux, qui craignait une attaque boursière contre sa société.

Si Saint-Gobain fait la fine bouche en ce qui concerne la Générale d'entreprise jugée trop chère, le paquet de la Générale des eaux l'intéresse au plus haut point. Voilà un groupe de taille mondiale, rentable, au capital très dispersé, dont une fraction importante est entre les mains d'investisseurs publics. Il y a des synergies industrielles évidentes. Saint-Gobain va alors faire la tournée des institutions pour les inciter à lui céder tout ou partie de leurs participations dans la Générale des eaux.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.
(Lire la suite page 18.)

Un nouveau statut pour les élus locaux

**La réforme coûterait
500 millions de francs**

Le quatrième train de la décentralisation est en marche. Après la suppression des tutelles et le changement de titulaires du pouvoir exécutif (loi du 2 mars 1982), après le transfert des compétences (lois du 7 janvier 1983 et du 22 juillet 1983) et la création de la fonction publique territoriale (le débat commencera à l'Assemblée nationale en octobre), le gouvernement met la dernière main au statut des élus locaux. C'est la conséquence logique et nécessaire de l'accroissement de leurs pouvoirs et de leurs responsabilités. « Il faut que les élus aient désormais les moyens - juridiques, financiers, techniques et en matière de formation professionnelle - d'exercer leurs nouveaux mandats », dit-on dans l'entourage de M. Gaston Deferre, qui va présenter prochainement au conseil des ministres une communication à ce sujet avant d'ouvrir une vaste consultation auprès des associations d'élus locaux.

Remis au premier ministre le 22 janvier 1982, le rapport de M. Marcel Debarge, sénateur socialiste de Seine-Saint-Denis, avait énoncé plusieurs propositions, mais le gouvernement a voulu prendre son temps avant de mettre au point son propre projet.

FRANÇOIS GROSCHARD.
(Lire la suite page 6.)

Été rouge pour la forêt

**Les dispositifs de prévention
et de lutte contre le feu sont multipliés**

Plus de 22000 hectares détruits en 1980, 28000 en 1981, 53000 en 1982. Malgré les campagnes de sensibilisation du public et le déploiement de moyens matériels importants, le feu fait chaque année davantage de ravages dans la forêt méditerranéenne. Cette année, grâce à un printemps particulièrement humide sur l'Europe, pinèdes et garrigues n'ont pas encore trop souffert : 2800 hectares brûlés en janvier sous l'effet du mistral et de la tramontane, moins de 900 hectares en juin, pendant une brève période de canicule.

Mais, avec l'été, nous voilà dans la période « rouge », qui coïncide avec l'ardeur du soleil, l'afflux des estivants - campeurs, pique-niqueurs ou fumeurs souvent négligents - et la sécheresse accrue par un mistral parfois violent. Pour parer au risque d'incendie, les pouvoirs publics multiplient les dispositifs de prévention et de lutte. Le ministère de l'Intérieur et de la

décentralisation, qui « coiffe » la protection civile, dépense, à lui seul, 160 millions de francs cette année pour la lutte contre les feux de forêt. Une flotte aérienne importante est en place : douze Canadair (22000 F l'heure de vol), quatre D.C.-6, six Tracker (trois de plus qu'en 1982, année de leur première utilisation en France), auxquels s'ajoutent neuf hélicoptères (6000 F l'heure) et quatre avions de reconnaissance. Ces moyens aériens permettent de repérer les feux naissants, de les bombarder d'eau et, le cas échéant, de déposer des équipes de lutte contre l'incendie dans des terrains inaccessibles par voie terrestre (grâce aux hélicoptères de type Puma ou Dauphin prêts par l'armée de l'air et la gendarmerie). Certains départements se sont dotés d'avions légers de type agricole, capables de larguer 1500 litres d'eau par passage sur les feux naissants.

S'agissant des personnels, outre les deux cents hommes affectés à la

lutte aérienne, on compte environ vingt mille sapeurs-pompiers, dont dix-sept mille volontaires dans les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon, et le département de l'Ardèche. A ce corps de bataille principal s'ajoutent les unités d'instruction de la sécurité civile (deux cent soixante-dix hommes), les forestiers-sapeurs, chargés de l'établissement et de l'entretien des tranchées pare-feu (trois cents trente), et environ un millier d'hommes appartenant aux quatorze unités militaires spécialisées. Viennent en renfort, depuis plusieurs années, des groupes de jeunes volontaires, comme les Pionniers, appartenant aux Scouts de France. L'an dernier, six cent cinquante d'entre eux ont participé au « guet » en juillet et en août dans les Bouches-du-Rhône.

ROGER CANS.

(Lire la suite page 7.)

L'An II de la communication audiovisuelle

Liberté conditionnelle

Il y a un an, le 29 juillet 1982, paraissait au Journal officiel la nouvelle loi sur la communication audiovisuelle. Critiquée, vilipendée, parfois même par ceux à qui elle ouvrait les grilles de la liberté, cette loi n'en marquera pas moins une étape décisive de l'histoire de la communication en France, que seul le recul du temps permettra de juger.

La loi du 29 juillet 1981 qui ouvrait la voie à la liberté d'expression déclarée en son article premier : « L'imprimerie et la librairie sont libres. » Un siècle plus tard, l'article 10 de la loi sur la radio-télévision affirmait : « La communication audiovisuelle est libre. » Ce principe posé, les conditions d'accès à l'exercice de cette liberté sont beaucoup plus limitées que celles de la presse écrite. La nature du service rendu conditionne, aux yeux du gouvernement, la réponse aux demandes d'autorisations faites par les particuliers, cela afin de s'épargner une situation anarchique dite « à l'italienne ».

Le nombre limité des fréquences, dans certaines régions, renforce encore ce caractère sélectif. Au 30 juin dernier, plus de cinquante décrets et plus de vingt arrêtés relatifs à la nouvelle loi ont paru au Journal officiel (1). Travail important accompli en onze mois, même s'il manque encore les textes d'application relatifs à la télématique et à la télédiffusion, qui devraient être prêts avant la fin de l'année 1983.

Ce qui constitue la pierre angulaire de la loi du 29 juillet 1982, c'est la fin du monopole de la radio-télévision et ses prolongements multiples dans un nouveau concept de service public.

CLAUDE DURIEX
et ANNICK COJEAN

(Lire la suite page 15.)

(1) Ces textes sont publiés en volume (55 F) par la direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix 75727 Paris Cedex 15.

AU JOUR LE JOUR

Calibre

En recherchant dans une cité de Saint-Denis l'individu qui a blessé un enfant de huit ans d'un coup de 22 long rifle, les enquêteurs ont récupéré une dizaine d'armes de ce calibre. Prêtes à servir.

On possède aujourd'hui des armes comme des cannes à pêche. Mercredi à Paris, un paisible retraité, pêcheur à la ligne, a tué d'un coup de fusil un voisin noir dont la vue avait fini par l'indisposer.

En d'autres temps, on se serait contenté, dans les deux cas, d'un bon coup de gueule et d'une bordée d'injures. Maintenant, on tire à vue car la peur est armée.

BRUNO FRAPPAT.

Pourquoi je suis musulman

par ROGER GARAUDY

J'ai choisi, à vingt ans, de devenir chrétien et d'adhérer au parti communiste français. C'était en 1933. Un moment tragique du siècle : celui du déferlement en Europe de la grande crise économique ; celui de l'arrivée de Hitler au pouvoir.

Ce double choix ne me paraissait nullement contradictoire, mais nécessaire, et complémentaire : dans un monde de l'absurde et de l'horreur, retrouver un sens à ma vie et à l'histoire en me branchant sur la foi abrahamique, sur le message chrétien. Et, en même temps, en l'absence d'une véritable doctrine sociale chrétienne et d'une politique chrétienne permettant de lutter contre le chaos, chercher, dans le marxisme, une méthodologie de l'initiative historique pour un projet capable de surmonter les contradictions morales du système. Le parti communiste était alors l'adversaire le plus résolu du capitalisme et du nazisme.

Je ne regrette nullement ce double choix et je n'en ai honte devant personne : dans les grands problèmes du siècle il m'a mis, pour l'essentiel, du côté de ceux qui luttent pour l'avenir et pour l'espérance : contre Munich, pour les républicains dans la guerre d'Espagne ; dans la lutte contre Hitler où, arrêté en septembre 1940, ce choix me valut trois ans de prisons et de camps ; dans l'effort pour la renaissance française, après la guerre, et l'opposition aux guerres coloniales.

D'autres se contentaient de refléter le chaos du siècle et de conclure que la vie n'a pas de sens : « La vie est une passion inutile », disait Sartre, ajoutant : « L'enfer, c'est les autres. » Chrétien, je n'ai jamais cru inutile cette « passion » : communiste, les autres n'étaient pas pour moi « l'enfer ». Monod, extrapolant à toute la vie une hypothèse qui

s'était révélée féconde au niveau biologique, voulait réduire l'épopée humaine à la « nécessité » et au « hasard ». Défendant contre lui et Marx et Teilhard de Chardin, nous n'avons cessé d'affirmer que la vie et l'histoire étaient un dessein volontaire, qu'elles avaient un sens.

Nous avons lutté pour ce dessein et ce sens. Camus se faisait le prophète de cette absence de sens, de « l'absurde », nous proposant cette seule perspective désolée : concevoir « Sisyphes heureux ». Nous avons préféré Don Quichotte à Sisyphes, et nous poursuivions, contre vents et marées, le dialogue entre chrétiens et marxistes, avec la certitude qu'il n'y a pas de socialisme ni de communauté humaine véritable si l'on fait abstraction de la dimension transcendante de l'homme, et, pas davantage, si la foi abandonne à César la politique, on ne parvient pas à assigner des fins humaines au pouvoir merveilleux et redoutable de nos sciences et de nos techniques.

(Lire la suite page 2.)

Un entretien avec M. Le Garrec

**« Un plan
ne peut vivre
que s'il y a
mobilisation
des acteurs
économiques
et sociaux »**

LIRE PAGE 18 L'ARTICLE
DE FRANÇOIS SIMON

Le Monde

étranger

EUROPE

APRÈS LE COUP DE FORCE ARMÉNIEN

M. Mario Soares décide la création d'un service de renseignements portugais

De notre correspondant

Lisbonne. - Le cabinet de M. Mario Soares a annoncé jeudi 28 juillet la constitution d'une commission chargée de mener une étude préalable à la création d'un service de renseignements. De son côté, le ministre de l'Intérieur, M. Pereira, prépare un projet de loi destiné à coordonner l'action des différents services de police ainsi que d'autres organismes publics en cas d'attentats terroristes.

Le gouvernement P.S.-P.S.D. cherche ainsi à monter une structure capable d'exercer une partie des

fonctions auparavant attribuées à la PIDE (police internationale de défense de l'Etat). Démantelée après la révolution du 25 avril 1974, la PIDE est associée par les démocrates portugais aux tortures pratiquées pendant le régime de Salazar. Aussi l'éventuelle constitution d'un nouveau service de renseignements ne manque-t-elle pas de provoquer des craintes, en particulier dans les milieux proches du parti communiste portugais.

L'incapacité et même la négligence déjà manifestées par la police portugaise, notamment lors de l'assassinat en avril dernier du dirigeant de l'O.L.P. Issam Sartoussi ont été une fois de plus mises en évidence à propos de l'attentat contre la représentation diplomatique de la Turquie.

Quelques jours avant l'opération revendiquée par l'Armée révolutionnaire arménienne, une voiture suspecte avait été signalée aux abords de l'ambassade. Par la même occasion, deux des membres du commando s'étaient présentés à la chancellerie pour demander des visas. Leur comportement avait intrigué les fonctionnaires turcs qui en ont informé la police. Mercredi matin, deux heures avant l'attentat, la police communiquait qu'elle poursuivait les recherches afin de localiser la voiture ainsi que les deux individus repérés. Pourtant, aucune décision n'a été prise dans le sens de renforcer la sécurité de l'ambassade : au moment où le commando est arrivé, il n'y avait qu'un agent de police dans les jardins et un autre à l'intérieur de la chancellerie. Le premier est immédiatement tombé, blessé par balle et le second a donné l'alarme, permettant ainsi à un membre de la sécurité turque de tuer un des assaillants.

Peu de temps après l'attentat, un groupe réunit de policiers a monté la garde à l'ambassade de France. Mais ce groupe s'est retiré vers 19 h 30. Le lendemain, les services de l'ambassade ont insisté auprès du ministre portugais des affaires étrangères sur la nécessité de renforcer la sécurité des lieux. Apparemment, aucune mesure supplémentaire n'a été adoptée.

JOSÉ REBELO.

UN COMMANDO ARMÉNIEN PRÉPARE UNE AUTRE ACTION A LISBONNE

Lisbonne. - Deux commandos sont arrivés en Portugal « pour venger nos frères morts dans l'ambassade fasciste de Turquie », a annoncé, le 28 juillet par téléphone à l'Agence France-Presse à Lisbonne, un interlocuteur anonyme se réclamant de l'armée révolutionnaire arménienne.

« Nous sommes arrivés aujourd'hui et nous sommes en train de préparer une action de grande envergure », a-t-il ajouté. S'exprimant dans un portugais très imparfait, l'interlocuteur s'est présenté comme étant le meurtrier de l'ambassadeur turc.

« Nous ne pardonnerons pas au gouvernement socialiste, à la police terroriste portugaise et à l'alliance démocratique (la précédente majorité de centre droit), qui ont été les responsables de la mort de nos frères », a-t-il dit.

Il a également tenu à remercier les membres des « Forces populaires de 25 avril » et ceux de « Commando de défense de la civilisation occidentale » (CODECO) pour toute l'aide « qu'ils ont apportée à nos frères au Portugal ».

Les Forces populaires du 25 avril sont un groupe d'extrême gauche qui a revendiqué plusieurs attentats au Portugal ces dernières années. Le CODECO est une organisation d'extrême droite qui a été particulièrement active en 1975, menant des actions anticommunistes. (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

États-Unis

LE PRÉSIDENT REAGAN RENFORCE LA LUTTE CONTRE LA MAFIA. - Une commission spéciale présidée par M. Irving Kaufman, juge à la cour d'appel de New-York, a été nommée, le 28 juillet, pour faire la lumière sur le crime organisé, dont la recrudescence est une des principales préoccupations de l'électorat. (A.F.P.)

UN « RÉEXAMEN APPROFONDI » DE LA PARTICIPATION AMÉRICAINE À L'UNESCO a été annoncé par le département d'État, le 28 juillet. Un certain nombre de problèmes avaient surgi entre l'UNESCO et les États-Unis, notamment en ce qui concerne la liberté de la presse. La contribution américaine représente environ le quart du budget de l'organisation internationale. (A.F.P., A.P., Reuter.)

Grande-Bretagne

LES CONSERVATEURS ONT GAGNÉ LEUR SIÈGE à la suite de l'élection partielle qui a eu lieu jeudi 28 juillet dans la circonscription de Penrith (nord-ouest de l'Angleterre), mais avec une majorité (552 voix) considérablement plus faible que celle qu'ils avaient obtenue le 9 juin (15 000 voix). Par contraste, l'Alliance centriste, représentée par un libéral venu du parti conservateur, a amélioré son score de près de 17 % et revendique « un triomphe moral ». Quant au candidat travailliste, il a subi le sort de tant de ses amis politiques lors des élections générales : il a perdu sa caution. (Corresp.)

Guatemala

DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES SE TIENDRONT AU DÉBUT DU MOIS DE JUILLET 1984, a annoncé un communiqué gouvernemental, le 28 juillet. Les partis politiques, à

l'exception du parti national de rénovation, ont accepté le calendrier électoral qui fixe le début de la campagne au 23 mars prochain. (A.F.P.)

Maroc

ADOPTION DES MESURES D'AUSTÉRITÉ. - La Chambre marocaine des représentants a adopté mercredi soir 27 juillet à Rabat, par 117 voix contre 7 et une abstention, le projet de loi modificative de la loi de finances pour 1983 qui contient les mesures d'austérité proposées par le gouvernement (le Monde du 28 juillet) pour tenter de redresser la grave situation économique et financière du pays. (A.F.P.)

Pérou

L'ÉTAT D'URGENCE A ÉTÉ PROLONGÉ POUR SOIXANTE JOURS le 28 juillet. Le gouvernement avait suspendu les libertés constitutionnelles pour deux mois le 30 mai dernier pour combattre le terrorisme, dont les activités se sont encore multipliées ces derniers jours. Le président Belaunde Terry a d'autre part demandé au Congrès national de rétablir la peine de mort pour les terroristes. (A.F.P.)

U.R.S.S.

M. SEMION KOZYREV, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, a été libéré de ses fonctions et mis à la retraite, selon un décret en date du 6 mai dernier rendu public le 28 juillet. Le départ de M. Kozyrev, qui est âgé de soixante-seize ans, fait pendant à la nomination récente au poste de vice-ministre de M. Boris Aristov, ancien ambassadeur d'U.R.S.S. en Pologne. Le ministre des affaires étrangères compte ainsi deux vice-premiers ministres et sept vice-ministres. (A.F.P.)

SELON LE QUAI D'ORSAY

Il n'y a pas d'« initiative nouvelle » de la France pour la reconnaissance du génocide arménien

Le ministre français des relations extérieures a indiqué, jeudi 28 juillet, qu'il n'y avait pas d'initiative nouvelle de la part de la France auprès des organisations internationales sur la question de la reconnaissance du génocide arménien de 1915.

Voici la déclaration du porte-parole :

« Le ministère des relations extérieures, à la suite de certaines informations de presse faisant référence à une action en cours à l'ONU, confirme qu'il n'est exact que l'expert français à la sous-commission (de l'ONU) contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, avait bien été délégué

français à la commission des droits de l'homme, se sont prononcés en faveur de la mise à jour du rapport sur le génocide.

Toutefois, ces prises de position sont bien antérieures aux derniers événements. La France se détermine conformément à des principes et non pas en fonction d'événements, aussi fréquents soient-ils. Il n'y a pas d'initiative nouvelle de sa part.

On indique encore que le 11 juillet, soit cinq jours avant l'attentat d'Orly, M. Claude Cheysson avait rappelé la position française dans une réponse écrite à la question d'un parlementaire.

« Le refus du gouvernement turc de reconnaître la qualification de génocide aux déportations et aux massacres infligés à la communauté arménienne de l'Empire ottoman a été à plusieurs reprises regretté (...) par les ministres (français) des relations extérieures et de l'intérieur, indiquant M. Cheysson. Le ministre des relations extérieures tient toutefois à souligner de nouveau (...) que la Turquie actuelle ne saurait être considérée comme responsable des agissements du gouvernement de l'Empire ottoman contre la communauté arménienne.

« Cette mise au point du Quai d'Orsay vise notre article du 23 juillet indiquant que « la France soutient la reconnaissance par l'ONU du génocide arménien », ce que le Quai d'Orsay, on le voit, ne conteste pas. En fait, notre article ne fait pas état d'initiative nouvelle de la part de la France, il rappelle les positions passées du gouvernement, notamment de MM. Cheysson et Defferre, et faisait état de la volonté française - sur laquelle on tient à insister en tant que de droit les attentats récents - de faire aboutir rapidement à l'ONU la mise à jour du rapport sur le génocide. Une première version de ce rapport, en 1973, mentionnait le massacre des Arméniens « comme le premier génocide de l'histoire récente ». L'expert français à la sous-commission contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, M. Louis Jolivet, ainsi que le délégué français à la Commission des droits de l'homme, le doyen Claude-Albert Colliard, ont, jeudi, depuis 1981, mis cette détermination dans la « réactivation » de ce rapport, qui vient seulement d'être en 1983 c'est-à-dire le 15 août et le 9 septembre que sera déposé un nouveau rapport. Affaires de « principes », mais aussi d'« événements » : nombreux sont les responsables qui pensent que l'insistance du terrorisme arménien passe par la satisfaction de la reconnaissance de la communauté arménienne à l'égard de l'histoire et du génocide de 1915.]

LE SORT DES « EXPLUSÉS-ASSIGNÉS »

Quel sera le sort final des dix Arméniens de nationalité turque ou irakienne - dont six réfugiés politiques en France - assignés à résidence depuis le mercredi 27 juillet ? De source bien informée, on laisse entendre qu'il devrait être connu dans deux semaines. Ils sont, en effet, dans une situation transitoire : la mesure d'assignation à résidence n'annule pas en effet l'arrêté d'expulsion pris à leur égard par M. Gaston Defferre le 20 juillet. L'un ne va pas sans l'autre : ils sont assignés à résidence dans l'attente d'une décision définitive les expulsant ou les maintenant en France.

D'ores et déjà, il est certain qu'ils ne seront pas tous expulsés. Outre l'étude de leurs cas individuels, ce choix s'explique par une double raison, qui mériterait d'être approfondie et posée de principe. D'une part, les développements ultérieurs de l'instruction sur l'attentat d'Orly-Sud peuvent nécessiter le témoignage ou la confrontation de certains des assignés à résidence. D'autre part, l'expulsion suppose un pays d'accueil qui soit « preneur ». Or la France se refuse à expulser des Arméniens vers un pays qu'ils n'auraient pas accepté eux-mêmes. Il est donc exclu de les expulser vers la Turquie.

Pologne

« Une censure sévère favorise la révolution », déclare un député devant la Diète

Varsovie (A.F.P., UPI-A.F.P.). - « Une censure sévère favorise la révolution », a déclaré, jeudi 28 juillet devant la Diète, le professeur Jan Szczepanski, député non inscrit, président du conseil socio-économique du Parlement, en rappelant que la censure sévère de l'époque n'avait guère aidé le gouvernement à résoudre les crises politiques de 1956 à 1980. « Les époques du roi de France Louis XIV et du tsar de toutes les Russies, Nicolas II, en sont la preuve. Lorsque l'on ferme les soupapes, la pression augmente dans la chaudière. Et une censure préventive à caractère répressif ne fait qu'accroître cette pression », a-t-il ajouté.

Néanmoins, l'extension des pouvoirs de l'office de la censure a été adoptée. Mais sur les quatre cent cinquante députés, neuf ont voté contre et dix-neuf se sont abstenus (pour la plupart des députés catholiques proches de l'épiscopat, des sans-parti et des députés démocrates).

Les amendements au code pénal destinés à prévenir et à juguler toute renaissance des activités de l'opposition (le Monde des 28 et 29 juillet) ont été adoptés, mais dix députés ont voté contre, dont M. Halina Skibniewska, non inscrite, vice-présidente de la Chambre. Ces dispositions restreignent les libertés civiles et étendent l'arsenal de répression à la moindre manifestation de non-conformisme. Elles ne s'appliquent pas seulement jusqu'à la fin de 1985, comme les dispositions de la « loi sur l'état de crise » adoptée il y a une semaine, juste avant la levée de la loi martiale.

Le député non inscrit Karol Malczewski (l'un des trois à avoir voté

contre la loi « sur l'état de crise » n'a dit des amendements au code pénal qu'ils « renforcent la législation restrictive, réduisent la plate-forme d'émancipation nationale, la liberté de parole, de publication et de recherche scientifique », et, en conséquence, « ne servent pas la cause de la normalisation » de la situation prévue par les autorités.

Il faudra attendre la publication des amendements au code pénal au journal officiel pour connaître la portée exacte des légères modifications introduites en dernière minute par le gouvernement, notamment en ce qui concerne le deuxième alinéa de l'article 271. Cet article sanctionnait à l'origine la diffusion de « fausses nouvelles » de cinq ans de prison et devait s'appliquer, éventuellement, aux journalistes étrangers.

La nouvelle politique fiscale du gouvernement, qui allourdit les impôts frappant le secteur privé de l'artisanat et du commerce - l'un des plus efficaces de l'économie, - a donné lieu aussi à une vive polémique. Un député communiste est venu affirmer qu'elle devait « encourager la production et non pas démolir les gens ». Il s'agit d'un impôt progressif qui s'appliquera à tout salaire mensuel supérieur à 25 000 zlotys (270 dollars environ), c'est-à-dire un peu plus d'une fois le double du salaire moyen. Ceux dont les gains ou les émoluments se situent entre cinq et six fois le salaire moyen paieront 75 % d'impôt. M. Stanislaw Nielarz, ministre des finances, a déclaré qu'il entendait destiner ces rentrées à la protection sociale et aux dépenses d'éducation et de culture.

R.F.A.

Les « impressions de voyage »

de M. Strauss en R.D.A.

lui valent d'acribes critiques à droite

M. Franz-Josef Strauss, ministre, président de Bavière, est rentré à Munich, le mercredi 27 juillet, à l'issue de sa visite de quatre jours en R.D.A. Ce voyage du chef de file des chrétiens-sociaux avait été précédé d'un séjour en Tchécoslovaquie et en Pologne (le Monde du 26 juillet). A Berlin-Est, M. Strauss a été reçu par M. Honecker, chef de l'Etat et du parti communiste est-allemand.

De notre correspondant

Bonn. - De son voyage en R.D.A., M. Strauss rapporte l'impression que les « gens de la bar » se sont faits à l'idée du déploiement des Pershing-II et des missiles de croisière en R.F.A., n'attendant aucun miracle des pourparlers américano-soviétiques de Genève. Mais il a aussi entendu parler de « représailles » au cas où l'OTAN irait de l'avant dans ses projets. M. Strauss s'est déclaré fermement partisan de la paix en Europe et espère qu'un jour les rapports entre les deux Allemagnes ressembleront à ceux de la France et de l'Allemagne.

Durant leur entretien, MM. Honecker et Strauss ont abordé la question du chantage obligatoire (25 Deutschmarks, soit 75 francs, par jour passé en R.D.A.), ainsi que celle des tirs automatiques le long de la frontière entre les deux Allemagnes (1). M. Honecker ne se serait engagé à rien de précis, mais aurait pris conscience du fait que ces deux mesures empoisonnaient les relations interallemandes. Il s'est montré en tout cas fort conciliant sur la question des rapprochements familiaux, notamment en ce qui concerne les fiancés. Il a été, d'autre part, convenu que des contacts seraient pris entre les autorités chargées de la protection de l'environnement. On attend à Munich la visite prochaine de M. Reichelt, responsable est-allemand de la défense de l'environnement et des votes d'eau. Il s'agit en priorité de dépolluer la petite rivière Röder, qui sert de frontière dans la région de Cobourg. De même, des experts seraient à l'œuvre pour détecter et combattre « la mort de la forêt », problème qui commence à ébranler les autorités polonaises, tchécoslovaques et est-allemandes. D'une manière ou d'une autre, la République fédérale s'associera à ces travaux. Il y a, en effet, urgence : d'après les dernières estimations du ministère fédéral de l'Agriculture, un quart de la forêt al-

lemande serait dans un état de dépérissement irréversible.

D'une façon générale, M. Franz Josef Strauss était manifestement soulagé de n'avoir plus à jouer le rôle de saint Sébastien de la détente qui reçoit toutes les flèches, tandis que d'autres, dans leur coin, font tranquillement mijoter leur Ostpolitik. L'accueil très chaleureux qu'il a reçu de la population l'a beaucoup étonné. Il revient avec un paquet de demandes de visas de sortie comme avec le sentiment qu'il faut intensifier les rapports entre les deux Allemagnes et débattre très ouvertement de leurs problèmes.

La R.D.A. reste terre allemande, il se faut ni l'oublier ni la aggraver. Ces impressions toutes fraîches que rapporte le ministre bavarois relèguent dans le passé ses redoutables anticomunistes. Il en devient suspect pour ses anciens fidèles. Un journal de droite comme Die Welt (qui s'obstine à imprimer R.D.A. entre guillemets) le salue, dans son éditorial de jeudi, à un véritable interrogatoire qui conclut ainsi : « Bien des gens qui avaient donné en 1980 leur voix au candidat-président Strauss ne s'en font pas gloire aujourd'hui ».

Mais il n'y a pas que la presse conservatrice à être ulcérée. La représentation permanente du gouvernement ouest-allemand à Berlin-Est a été constamment tenue à l'écart de la visite de M. Strauss, ce qui froisse sa susceptibilité, mais renforce l'autonomie de vol (M. Strauss est rentré d'Erfurt à Munich dans son avion particulier) de celui qui se considère à la fois comme l'ange et le lion de la politique allemande.

ALAIN CLÉMENT.

(1) Les autorités est-allemandes ont installé des mitrailleuses complètes à des cellules photo-électriques et qui se mettent à tirer automatiquement sur quiconque tente de franchir la ligne de démarcation.

Italie

Les secrets militaires en vente dans les kiosques à journaux

De notre correspondant.

Rome. - Chez les marchands de journaux italiens, on trouve un nouveau guide pour l'été. Certes, son prix ne le destine qu'aux vrais amateurs : 50 000 livres (environ 250 F.). Mais il est vrai que son contenu est original : sous le titre floquent « Ce que les Russes savent déjà et que les Italiens ne doivent pas savoir », le parti radical vient de publier un petit livre illustré d'une grande carte en couleurs, véritable guide des installations militaires en Italie, qu'il s'agit d'armements conventionnels ou nucléaires, relevant du commandement italien ou de celui de l'OTAN.

Les radicaux se défendent d'avoir violé des secrets militaires : « Il s'agit d'un travail patient de synthèse à partir des documents existants ». Un sujet brûlant en tout cas, dont les hebdomadaires, pourtant friands de dossiers de toutes sortes, n'ont pas voulu. Le parquet de Rome, pour sa part, a ouvert une enquête sur les sources des informations rendues publiques par les radicaux.

En ce qui concerne les armes nucléaires, les radicaux, précisant qu'il s'agit d'estimations, avancent le chiffre de 1 166 têtes nucléaires, auxquelles il faut ajouter celles de la VI^e flotte américaine reléguée à Maddalena ou à Sigonella. Déjà à la fin des années 50, 30 missiles Jupiter à moyenne portée avaient été installés en Italie : ils furent retirés par John Kennedy. Depuis, la péninsule a accueilli des missiles Nike Hercules et, bientôt, 112 missiles de croisière seront installés à Comiso.

Les armes atomiques sont concentrées dans le nord-est du pays. L'armée dispose de 130 têtes nucléaires pour missiles Lance (puissance en-

tre 10 et 100 kilotonnes), de 730 charges pour des canons de 155 à 230 mm et de 50 mines atomiques. L'aviation est dotée de 170 bombes destinées aux appareils F-104 et Tornado MRCA et de 96 têtes nucléaires pour les missiles Nike Hercules. Cet arsenal se trouve dans la plaine du Po : entre Brescia, Pordenone, Vérone, Vicence et Padoue. Un autre dépôt existe à Rimini. Certains sont gardés par les Américains, d'autres par les Italiens et les Américains. L'artillerie lourde italienne dispose de 180 canons pouvant tirer des obus conventionnels ou atomiques. En ce qui concerne les mines, les forces américaines ont en Italie une compagnie de génie. Il existe en outre huit bases de missiles Nike Hercules campant au total 72 rampes de lancement.

Les forces américaines stationnées en Italie représentent 12 071 hommes (soit 900 de plus qu'en 1981). La U.S. Navy, avec 4 160 hommes, a la moitié de ses effectifs européens sur la péninsule (si l'on exclut ceux qui sont embarqués sur la VI^e flotte). Les deux grandes bases sont Livourne et Vieste, où est situé le commandement de la Task Force des États-Unis pour l'Europe du Sud, couvrant la Grèce et la Turquie. Près de Livourne se trouve le camp Darby, qui garantit le support logistique à toutes les forces américaines opérant au sud du Po et qui a la responsabilité du Bassin méditerranéen. In U.S. Navy a trois bases importantes : Sigonella, près de Catania, Maddalena, base des sous-marins, et Naples où réside une unité de soutien à la VI^e flotte.

PHILIPPE PONS.

Corée du Sud : trente ans de paix armée

III. - Une bonne année économique

Trente ans après la fin de la guerre, la Corée du Sud est dans une situation bien meilleure que dans le domaine politique (le Monde des 28 et 29 juillet). Après une année très difficile en 1982, Séoul a repris sa marche en avant, conditionnée toutefois par l'ampleur de la « reprise » américaine.

Séoul. - Dominant le quartier d'affaires de Yodo, le squelette d'acier d'un gratte-ciel n'en finit pas de grimper vers son sixième étage. Propriété d'une compagnie d'assurances, il sera bientôt « le plus haut de toute l'Asie », disent fièrement les habitants de Séoul. Et ils ajoutent, souvent avec des accents coquardiers : « Plus haut que le Sunshine Building de Tokyo ». L'obsession reste toujours de faire mieux que le Japon.

Dans le centre, des tours commerciales rivalisent de hauteur à qui mieux mieux. Au sud de la rivière Han, les H.L.M. se suivent et se ressemblent comme dans tant d'autres cités-dortoirs ; partout les maisons montent à l'assaut des collines. Pour couronner le tout, un imposant complexe sportif sort de terre et dévore des tonnes de béton pour recevoir les Jeux asiatiques (1986), puis les Jeux olympiques, suprême construction internationale.

A 30 kilomètres de la « ligne de front », Séoul est saisie par une fièvre de construction qui reflète simultanément les nécessités urbaines et humaines du moment et la volonté de grandeur et de puissance. Dévastée par la guerre il y a trente ans, puis longtemps confinée au ras du sol dans le démantèlement du sous-développement, la capitale du Sud est devenue, avec près de neuf millions d'habitants, l'une des métropoles les plus peuplées et les plus denses de la planète : 36 000 habitants au kilomètre carré, soit trois fois plus qu'à Londres, par exemple. Bruyante, rugueuse et affairée, tour à tour paysanne ou moderne, opulente ou misérable, c'est une ville en ébullition, débordante d'ambitions, qui n'a pas fini de grandir.

En attendant

la « reprise » américaine

Le « boom » de la construction, qui n'est pas sans rappeler celui de Tokyo à la veille des Jeux olympiques (1964), est venu à point nommé depuis l'an dernier pour fournir à l'économie un moteur de croissance auxiliaire. Dans le secteur privé, après avoir chuté de 30 % en 1981, la construction a enregistré en une poussée de 50 %. La cadence a doublé au cours des premiers mois de 1983. Avec la consommation des ménages et les investissements, la construction a été le moteur essentiel de la croissance du P.N.B. enregistré au premier trimestre : 9,3 %. Progression remarquable, dans un environnement international défavorable, pour un pays dont la croissance a traditionnellement reposé sur les exportations de produits manufacturés. Mais les planificateurs américains, peu soucieux de favoriser les importations de biens de consommation ou de risquer une relance de l'inflation, préféreraient voir cette progression soutenue par les exportations. Cela faciliterait aussi le remboursement de leurs dettes en dollars.

Les performances enregistrées depuis le début de l'année sont à ce point encourageantes qu'elles ont

De notre envoyé spécial
R.-P. PARINGAUX

conduit par deux fois l'Institut coréen de développement à réviser en hausse ses prévisions de croissance qui étaient déjà de 7,5 %. Aux dernières nouvelles on s'acheminerait, sauf dérapage, vers un accroissement de 8,1 % (5,4 % en 1982) avec une inflation sans doute contenue aux alentours de 5 %. Cependant, contrairement aux espoirs du gouvernement, cette croissance de vrait rester plus fondée sur la vigueur de la demande intérieure que sur une relance des exportations. Certains spécialistes étrangers estiment que, dans ces conditions, l'objectif des 8 % tient de la gageure.

De part et d'autre, on reste, malgré tout, confiant. Les performances du secteur agricole (20 % du P.N.B.) s'annoncent bonnes. L'industrie manufacturière augmente sa production, et ses stocks, en attendant la reprise internationale. L'industrie lourde, dont la mise sur pied et la surcapacité avaient coûté fort cher, semble sur la voie du redressement, en particulier dans les secteurs de la sidérurgie et de la construction navale, deux domaines où la compétitivité de Séoul crée quelques problèmes aux producteurs japonais. Sous l'impulsion de grands conglomérats industriels organisés à la façon japonaise (Hyundai, Daewoo, Samsung...). La Corée du Sud se lance également dans un ambitieux programme de production de composants électroniques, et, demain, d'ordinateurs.

Ces mutations structurelles et la recherche de l'avantage comparatif dans de nouveaux secteurs, lourds ou de pointe, sont d'autant plus nécessaires que les exportations de produits de consommation (textiles, vêtements, chaussures...) stagnent ou progressent peu. Ces « spécialités » sont aussi menacées par le déclin de leur compétitivité face aux nouveaux concurrents que sont les pays du Sud-Est asiatique et la Chine populaire. Dans tous les cas, la performance de ces secteurs, et plus globalement celles de l'économie sud-coréenne, restent tributaires de la reprise internationale et tout particulièrement américaine. Les États-Unis absorbent près du tiers des exportations de Séoul. Le marasme persistant affecte également les investissements étrangers qui restent cette année encore assez inférieurs aux prévisions officielles.

Après une année 1982 qui avait été la plus mauvaise depuis 1958 pour la progression des exportations (+ 2,8 %), on espère cette année les voir augmenter en valeur de 7,5 %, soit très légèrement plus que les importations. Mais on est loin de la croissance moyenne de 20 % réalisée entre 1971 et 1981. Cependant, le déficit de la balance commerciale devrait être réduit de 2,4 (1982) à 1,3 milliards de dollars cette année et celui des comptes courants de 2,5 à 1,5 milliards.

Progrès économiques retards sociaux

Le succès dont les autorités se félicitent le plus, à juste titre, a été enregistré dans la lutte contre l'inflation. Elle dépassait 30 % en 1980 ; ramenée l'an dernier à 7,5 %, elle devrait cette année tourner autour de 5 %. Outre la mise en place d'une politique économique rigoureuse et pragmatique, cette réussite est due à la baisse des prix à l'importation, à la faible progression des salaires et aux bonnes récoltes.

Obtenus dans une conjoncture internationale défavorable, mais dans un environnement national plus propice (fait de rigueur budgétaire, de souplesse dans les mesures de stimulation, de réduction de la facture pétrolière et de travail acharné dans un contexte dirigiste et fermement protectionniste), ces bons résultats ne sont pas sans contreparties financières et sociales. C'est là, dans l'endettement et dans les désordres du système financier, ainsi que dans les inégalités, que réside une certaine fragilité.

La dette extérieure était de 37 milliards de dollars l'an dernier et pourrait être à la fin de 1983 de 40 milliards. Son service représente environ 16 % du montant des exportations. Ce lourd endettement d'est cependant pas jugé alarmant par les responsables locaux ou par les financiers internationaux, contrairement à ce qui se passe, pour le Brésil, l'Argentine ou le Mexique. « Il n'y a pas lieu de s'inquiéter, notre économie est saine, son potentiel est grand, la reprise du commerce international est amorcée et nous pouvons payer », nous disait M. Sang Mok-suh, conseiller du ministre de l'économie et du Plan. Que la situation s'améliore dans les pays industrialisés et il semble bien, en effet, que Séoul sera en bonne position pour en profiter plus que d'autres.

Sri-Lanka

Les mouvements séparatistes tamouls sont interdits

Le président de Sri-Lanka, M. J. Jayewardene, a annoncé jeudi 28 juillet qu'il avait décidé d'interdire tous les mouvements tamouls afin de sauvegarder l'unité du pays, menacée par les affrontements interethniques qui ont fait une centaine de morts depuis samedi.

Le président a fait part de sa décision dans un message radiodiffusé à la nation, alors que venait d'être révoqué officiellement un nouveau massacre de prisonniers tamouls dans la prison Welikada de Colombo, où trente-cinq détenus avaient été tués lundi. Ce sont dix-sept prisonniers qui ont cette fois été massacrés par des codétenus, dont le chef du Front de libération tamoul (TELEF).

M. Somasunderam Rajasunderam, un septuagénaire arrêté à Jaffna le 1^{er} juillet pour avoir organisé une manifestation interdite.

Les membres de partis prônant le séparatisme ne seront plus autorisés à siéger au Parlement, et ceux qui resteront dans ces formations seront déshabillés de leurs droits civiques et ne pourront plus exercer leur profession, a également annoncé le président Jayewardene, indiquant qu'une loi en ce sens serait examinée le 4 août.

Un nouveau couvre-feu de soixante-trois heures a été décrété par le gouvernement pour tous le pays, de vendredi après-midi jusqu'à

lundi matin. Avant qu'il ne prenne effet, la population se pressait jeudi dans les magasins pour se ravitailler. Les prix des aliments de base ont quadruplé.

La presse norvégienne vient de publier le témoignage d'une touriste revenue de Colombo qui donne une idée de l'ampleur des massacres.

« Un mini-bus, plein de Tamouls, a été obligé de s'arrêter devant nous à Colombo », a raconté au journal Verdens Gang cette touriste.

« Une foule cinghalaise a arrêté le véhicule d'essence, puis y a mis le feu. La foule a bloqué les portes pour empêcher les Tamouls de sortir. Des centaines de spectateurs ont assisté à la mort par le feu d'une vingtaine de Tamouls. Nous ne pouvons croire le chiffre officiel des victimes annoncé ici, qui ne donne que soixante ou soixante-dix tués. Des centaines, peut-être des milliers de gens doivent déjà avoir été tués. Les maisons, les magasins et les usines appartenant à des Tamouls ont été incendiés par la foule.

« Colombo brûlait lorsque nous sommes partis. Le chemin jusqu'à l'aéroport a été six heures de brouillard. Des bandes de jeunes arrêtaient toutes les voitures et incendiaient celles qui appartenaient à des Tamouls. Les étrangers blancs n'étaient, cependant, ni menacés ni molestés.

« Un groupe de Suédois que nous avons rencontrés nous ont dit qu'ils avaient vu des gens arroser des Tamouls d'essence sur la route et y mettre le feu. Il n'y avait pas de pitié. Des femmes, des enfants et des vieillards ont été massacrés, la police et les soldats n'ont rien fait pour arrêter le génocide. » - (A.F.P., A.P.)

Le ministre indien des affaires étrangères se rend à Colombo

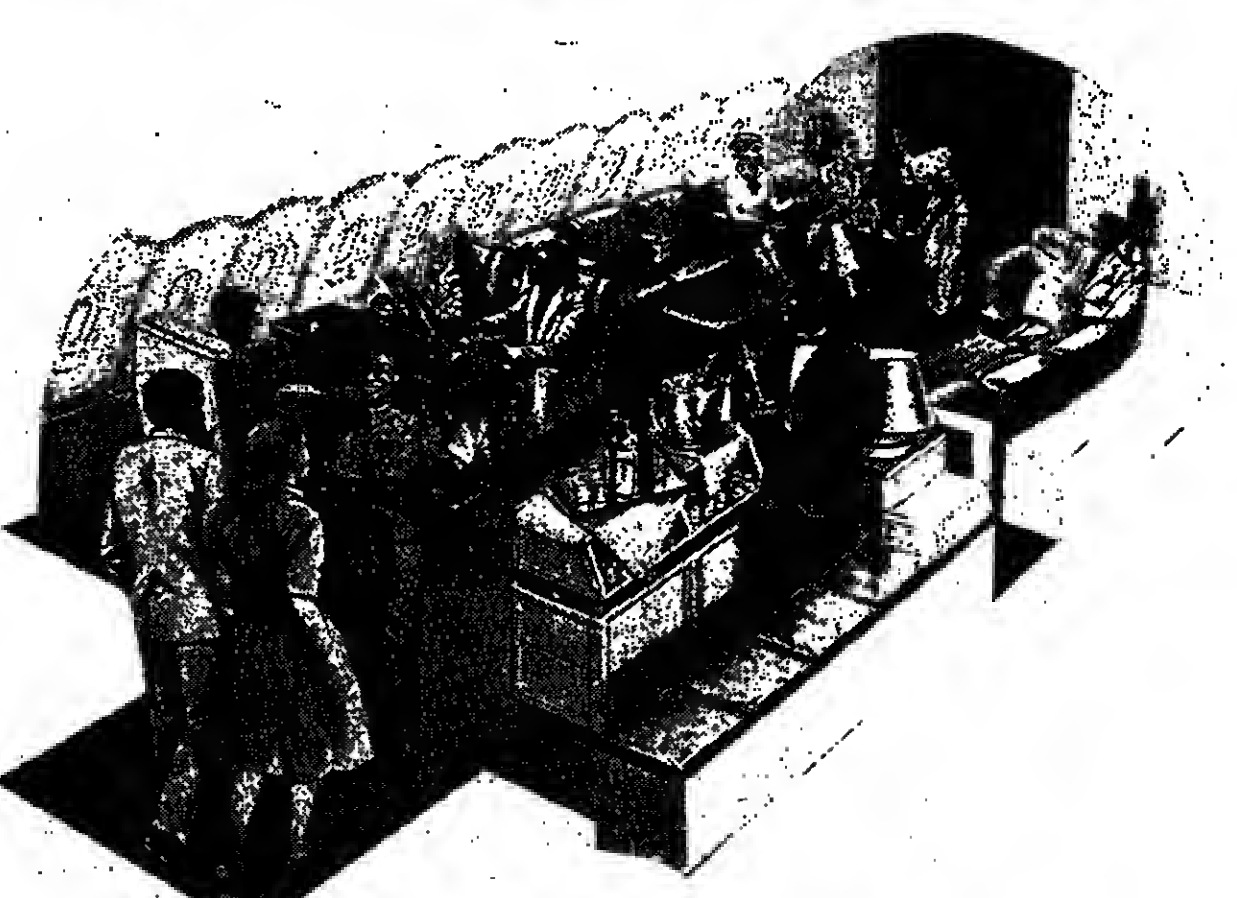
New-Delhi. - Face à une Assemblée parlementaire passablement houleuse, jeudi 28 juillet, le premier ministre indien, M^{re} Indira Gandhi, a répondu aux vœux exprimés la veille par l'ensemble de l'opposition en annonçant le départ dans la soirée du ministre des affaires étrangères, M. P. V. Narasimha Rao, pour Colombo (par avion spécial). Au moment de son départ, pour une durée indéterminée, M. Rao a déclaré qu'il allait rencontrer le président ceylanais, M. J. Jayewardene, afin de « faire le tour de la situation ».

Le gouvernement indien a, par ailleurs, réaffirmé sa vive préoccupation quant à la sécurité physique du personnel de son corps diplomatique, à présent logé dans divers hôtels de la capitale ceylanaise. Il se félicite toutefois de l'efficacité de la protection accordée à ses ressortissants par la police ceylanaise. Déjà, une trentaine de touristes indiens ont été rapatriés sur la ville de Madras.

Plusieurs milliers de militaires du Parti du Congrès (I) ont manifesté, jeudi, devant l'ambassade de Sri-Lanka à New-Delhi en scandant des slogans violemment hostiles au président Jayewardene (« A mort, Jayewardene ! »). Le gouvernement, pour sa part, a réaffirmé sa confiance dans la capacité des autorités ceylanaises à rétablir une situation de paix et d'ordre, mais en soulignant que, à ses yeux, la crise dans l'île risque fort de déborder du simple cadre des affaires intérieures du Sri-Lanka. Sur place, après des informations parvenues à New-Delhi, un calme tendu aurait été rétabli dans la capitale, mais d'autres informations font état d'une dégradation inquiétante de la situation dans le port oriental de Trincomalee.

(Interim.)

Bienvenue au Cameroun, avec Cameroon Airlines



Au Cameroun, l'hospitalité est une tradition. Pour Cameroon Airlines, « Bienvenue à Bord » n'est pas une formule de politesse. Nous mettons tout en œuvre pour que votre voyage soit excellent. Nous sommes la seule compagnie reliant l'Europe au Cameroun à offrir, à nos passagers de 1^{re} classe, le confort d'un salon de détente luxueusement aménagé au pont supérieur de notre Boeing 747. Le confort indiscutable du 747, associé à la prévenance et à la gentillesse de nos équipages vous garantiront un voyage encore plus agréable.



BOEING 747
• Paris-Orly-Budapest-Londres-Jeddah-Madras
161 742 78 17
• Genève-Londres
161 36 16 00 / 96 32 43
BOEING 707
• Londres-Geddes - Cameroun
161 373 29 81
• Rome - Cameroun
161 474 51 33

CAMEROON AIRLINES

Nous vous ouvrons les portes du Cameroun et de l'Afrique.

Afghanistan

« Kaboul a été plongée dans l'obscurité par une attaque de missiles contre la centrale électrique alimentant la capitale, dans la nuit du mardi 26 au mercredi 27 juillet. Des résistants auraient aussi attaqué l'aéroport de Jalalabad, ville située non-loin de la frontière pakistanaise. - (A.F.P.)

Centre Culturel
International de
Cergy-la-Salle

RÉSURRECTION D'ANDRÉ SUARÈS

Longtemps menacé d'oubli, l'œuvre considérable d'André SUARÈS (1882-1948) est en voie d'être redécouverte. Plusieurs éditions de titres majeurs, épuisés depuis des dizaines d'années, sont prévues - comme le fameux « Voyage du Condottiere ». De son côté le Centre culturel international de Cergy-la-Salle organise un colloque Suarès (joint à un colloque V. Larbaud), du 3 au 9 septembre 1983. Seront réunis, autour d'Yves-Alain FAVRE, de fervents suarésiens : J.-M. BARNAUD, P. BESNIER, M. DROUIN, C. LIGER. Les communications seront suivies d'une Table Ronde, avec M. DECAUDIN, F.-X. JALLARD, Y. LEROUX.

Tous renseignements et inscriptions au C.C.I.C., 27, rue de Boulevards, PARIS 75018.

LA PARTICIPATION DES COMMUNISTES AU GOUVERNEMENT

Les accusations de M. Chirac contre le P.C.F. continuent de susciter de nombreux commentaires

L'entretien que M. Jacques Chirac nous a accordé sur l'«équivoque» qui entoure, selon lui, la présence des ministres communistes au gouvernement (le Monde du 28 juillet) continue de provoquer réactions et commentaires.

Ainsi, M. Philippe Malaud, président du Centre national des indépendants et paysans (CNIP), a-t-il affirmé, jeudi 28 juillet : « Les communistes ne sont pas au gouvernement par la volonté des Français, mais par une escroquerie électorale, contrairement aux affirmations mensongères de M. Mauroy. Les socialistes s'étaient bien gardés de les introduire avant les élections législatives et nombre d'électeurs avaient cru les écartés définitivement en donnant la majorité absolue au parti socialiste ».

Le président du CNIP « estime que cette présence d'agents de l'étranger suffit à jeter une suspicion légitime sur l'ensemble de la politique extérieure et rend dérisoires les expulsions d'espions soviétiques du niveau de lampistes ».

Dans l'organe du R.P.R., la Lettre de la nation du 29 juillet, Pierre Charpy répond à l'éditorial de M. Georges Marchais dans l'Humanité de la veille en écrivant : « S'il y a quelqu'un en

France qui s'est rangé derrière le président des Etats-Unis, c'est plutôt le président de la République que le président du R.P.R. » M. Marchais ayant qualifié M. Chirac de « chef de l'opposition réaganienne en France » et ayant reproché au maire de Paris d'être lié aux « chefs d'Etat les plus réactionnaires », Pierre Charpy lui répond : « Il oublie simplement que le gouvernement qu'il prétend soutenir est lui aussi lié » avec ces mêmes chefs d'Etat, tant au sein de la Communauté européenne que de l'alliance atlantique. »

L'éditorialiste de la Lettre de la nation conclut : « Au fond, ce qui est curieux est qu'il suffit de constater une vérité d'évidence, comme l'a fait M. Jacques Chirac, pour déclencher un tel vacarme. »

« Pourtant, la vérité est si simple. Le parti communiste a, depuis juin 1965, une égrégance sur M. François Mitterrand, que celui-ci ne finira jamais de payer puisqu'elle est le prix de sa résurrection politique. »

Plusieurs journaux commentent la réaction de M. Georges Marchais. Dans le Muth de Paris, Hervé Algarrondo écrit : « Les

dirigeants communistes ne sont pas mécontents des attaques de Jacques Chirac contre eux. D'abord parce qu'ils estiment qu'il est toujours bon d'être sur le devant de l'actualité et parce que cela a permis à Georges Marchais de revenir sur un voyage à Moscou dont les médias, selon le P.C.F., auraient travesti la signification. (...) Plus que jamais, les communistes Français endendent affirmer qu'ils prennent leurs positions en toute indépendance. Même si beaucoup de ces positions rejoignent celles du parti communiste d'Union soviétique. La riche histoire entre les deux partis suffirait à expliquer aujourd'hui ces larges convergences qui pourraient mettre le P.C.F. en porte à faux vis-à-vis du gouvernement à l'autonomie. »

Dans le Quotidien de Paris, Paul Gribbert estime : « Personne n'arrive plus à se cacher, le dehors ou au-dedans, que c'est le crédit même de la force nucléaire qui se trouve directement entamé par rupture de consentement au sein de la majorité présidentielle. Ainsi, notre force de frappe se change-t-elle aux yeux du monde en faiblesse de frappe. (...) Il est maintenant avéré que le pouvoir de la gauche, après deux ans de mandat, doit payer le silence pro-

blématique du P.C. sur une politique économique et sociale contestée, au prix d'une attaque en règle de notre système de défense jusqu'ici à peu près incontesté. »

Dans le Républicain lorrain, Georges Suffert assure que « chacun au sein du parti socialiste s'interroge : pendant combien de temps le P.C. acceptera-t-il la politique de rigueur de Jacques Delors, la monnaie du chômage et les euromissiles ? Les paris sont ouverts. Certains estiment que le parti avalera toutes les couleurs, d'autres, au jour où l'astre, la crise s'ouvrira publiquement. (...) Or cette crise, Jacques Chirac ne la souhaite peut-être pas. Au fond, la présence des communistes au sein du gouvernement facilite grandement le jeu des processus de rapprochement des oppositions. »

Pour l'éditorialiste de la Montagne, qui reprend la phrase du premier ministre sur la présence « voulue par les Français » des communistes au gouvernement, il s'agit là « d'une parole dont Pierre Mauroy n'a peut-être pas mesuré toute la charge explosive qu'elle pourrait révéler si un jour devait se poser le problème du départ, voire du renvoi de ces ministres... »

La gauche et ses intellectuels

Jean-Edern 1 - Max 0

Il y a du scout chez Jean-Edern Hallier. L'ancien directeur de l'Idiot international répond toujours « prêt » dès qu'une perche passe à sa portée, même — et surtout — si elle ne lui est pas particulièrement adressée, à partir du moment où il est assuré de faire l'essentiel du spectacle.

Comment donc s'agit-on de rester silencieux alors que Max Gallo s'interroge sur le silence des intellectuels de gauche et les invite à faire en sorte, dans les colonnes du Monde du 26 juillet, que « ce pays retrouve un lieu de formation d'idées » ? Les fermentations de Jean-Edern Hallier sont entrées aussitôt en ébullition. Et que je le laisse filer un peu, au moins, pour le moment où il se dit que c'est ainsi que l'activisme de la place des Vosges s'est employé à joindre au téléphone, le mercredi 27 juillet, l'écritain officiel de la rue de Varenne pour lui proposer un débat public en n'importe quel lieu mais le plus tôt possible.

Max Gallo, pris au dépourvu, semble-t-il, a fait le mort. Ce qui lui valut de recevoir, le lendemain matin, un télégramme lui disant notamment : « Tout simplement idiot, que vous cherchez à vous débiter, démontrant par là que vous séparez les bons des mauvais intellectuels. Il est vrai que d'avoir été traité de plus grand dévot de ma génération par le président Mitterrand, Chevènement, Jobert et de nombreux personnalités de gauche constitue pour moi-même un

handicap difficile à remonter dans la désaffection actuelle de l'opinion publique envers la gauche. Il est vrai que d'être sacré largement en tête par le milieu culturel peut vous faire craindre de ne pas être à la hauteur. N'ayez pas peur, l'homme de gauche que je suis ne tient pas à accabler le pouvoir mais à lui rendre un peu de cette imagination qui lui fait tant défaut. »

La secrétaire d'Etat a fait recevoir son interpellateur par son chef de cabinet, jeudi après-midi, mais on ne se débarrasse pas si facilement de Jean-Edern Hallier. L'écritain, maintenant, menace : il va écrire au premier ministre et si le mardi 2 août Max Gallo n'a toujours pas accepté un débat « court, élevé, sur les intellectuels et le pouvoir » — ou affirmé que son article au Monde fut une « maladresse » — il se rendra le lendemain à l'Elysée pour prendre le conseil des ministres à témoin de cette « débauche ». Mais il ne doute pas que son ultimatum soit vain : « Il est important que l'on sache que la gauche, tout en prétendant vouloir le débat, ne veut rien d'autre que continuer tranquillement sa course à la soupe. »

Selon certains observateurs neutres, Jean-Edern Hallier aurait d'ores et déjà, dans cet hypothétique face-à-face, marqué un point. C'est la première fois, en effet, qu'un hâbleur laisse la porte-parole sans voix.

A.R.

DÉCENTRALISATION ET PROTOCOLE

Une protestation du président du conseil général du Val-d'Oise

M. Pierre Salvi, président (U.D.F.-C.D.S.) du conseil général du Val-d'Oise, s'étonne, dans une déclaration qu'il nous a adressée, de ne voir jamais être associé aux manifestations qui ont marqué la venue de membres du gouvernement dans son département (1) : « La décentralisation voulue par le gouvernement ne semble décidément pas s'appliquer au protocole. Les nouveaux pouvoirs attribués aux présidents des conseils généraux et faisant d'eux les « patrons » des départements, comme se sont plu à le souligner certains journaux, devraient avoir pour conséquence logique de les associer à toutes les manifestations marquantes de la vie départementale. C'est d'ailleurs vrai dans de nombreux cas sauf, et l'exception est de taille, pour ce qui concerne la venue des membres du gouvernement dans le Val-d'Oise. »

« En effet, depuis seize mois que, en tant que président du conseil général, je suis chargé de l'exécutif départemental je n'ai été invité à participer à aucune visite ministérielle. »

« Voilà un paradoxe qui ne manque pas de faire ressortir un certain changement dans la tradition républicaine depuis le 10 mai 1981. »

« Le gouvernement qui a voulu et qui commence à mettre en place la décentralisation en affirmant haut et fort que les élus devaient présider

aux destinées des collectivités locales ignore aujourd'hui certains élus responsables. Cela est-il la conséquence du fait qu'ils appartiennent à l'opposition ? »

« Les ministres, avant l'avènement de la gauche, reconnaissaient aux élus, même s'ils avaient moins de pouvoirs, leur caractère représentatif à tous égards, quelle que soit leur famille politique. »

« L'actuel président de la République, M. François Mitterrand, avait, au cours de sa campagne présidentielle, exprimé son désir d'instaurer de nouveaux rapports dans la vie politique française. Il n'apparaît pas, au vu de ce qui se passe dans le Val-d'Oise, qu'il ait été entendu par les membres de son gouvernement qui visent notre département. »

« Quel qu'il en soit, le président du conseil général que je suis se fera toujours un devoir d'accueillir les ministres qui viendront dans le Val-d'Oise, avec toute la courtoisie et toute la considération qui leur sont dues, pour peu que les cabinets ministériels prennent le soin de l'en aviser. »

(1) M. Salvi fait allusion à de récentes visites dans le département de MM. Jean Auroux, Anicet Le Pors, Jack Ralhe, Michel Rocard, Joseph Franceschini et M^{me} Edwige Avice, Yvesse Roudy, Hugues Bouchardreau.

LA FIN DU VOYAGE DE M. LEMOINE AUX ANTILLES

« Plus de politique d'assistance forcée » déclare le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM

De notre correspondant

Pointe-à-Pitre. — « Plus de politique d'assistance forcée », malgré les difficultés économiques actuelles, M. Georges Lemoine fait confiance aux Guadeloupéens pour la gestion de leurs affaires dans le cadre de la décentralisation. Ils disposeront désormais de deux assemblées aux finalités complémentaires : à la région, le développement économique et la planification ; au département, la gestion de la vie quotidienne. Telle est la philosophie de l'avant-projet de loi présenté aux élus antillais par le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM et dont la pierre angulaire est le droit commun, invoqué par l'opposition et le Conseil constitutionnel pour rejeter en 1982 le projet d'assemblée unique axé sur le respect des spécificités.

Le voyage de M. Lemoine en Martinique et en Guadeloupe, qui s'est terminé lundi 25 juillet, a ainsi permis de clarifier les choses. Désormais les conseils généraux seront chargés de la gestion du quotidien et des affaires sociales et disposeront pour ce faire d'un budget de fonctionnement, tandis que la région, à qui reviendra la préparation de l'avenir, la planification économique, sociale et culturelle, aura, elle, un budget d'investissement et d'initiation.

En Guadeloupe, le président du conseil général, M^{me} Lacotte Michaux Chevry (mod.), a toutefois manifesté son désaccord en se plaçant sur le terrain juridique : à propos de la notion de droit commun, ici, a-t-elle expliqué, le droit commun n'est pas le même que celui d'un département métropolitain car il inclut les prérogatives acquises par les décrets de 1960-1961, à savoir la gestion de certains fonds d'investissement, de l'entretien de mer, le droit à la proposition de loi, le droit d'avis sur tout projet législatif concernait les départements d'outre-mer.

Autrement dit, sans le nommer clairement, c'est plutôt à un véritable droit commun que se réfèrent les élus de l'opposition, majoritaires dans les deux assemblées locales et qui estiment que le gouvernement n'a fait que « déshabiller Paul pour habiller Pierre », sans que la Guadeloupe ne gagne rien en prérogatives ni ressources nouvelles.

Refusant ce débat juridique, M. Lemoine a insisté sur la complémentarité des deux assemblées et réaffirmé qu'il sera tenu compte des

remarques faites lors de la rédaction définitive du projet de loi. S'agissant des antillais qui se sont produits avant et pendant son séjour (l'incendie d'un supermarché dans la zone industrielle de Jarry, l'explosion d'un engin dans une autre grande surface à Basse-Terre et la découverte en extrême d'un dispositif explosif dans un troisième magasin à Gosier, attentats revendiqués mercredi 27 juillet dans une lettre adressée à un poste de radio péloponnésique par l'Alliance révolutionnaire caribéenne), le secrétaire d'Etat a réaffirmé qu'il n'y a pas de dialogue possible avec les partisans de l'illégalité et de la violence.

SODEG : bouche cousue

Au plan économique, pas question pour le gouvernement d'abandonner ni même de négliger l'intérêt porté à la poursuite de l'exploitation de la zone à sacre. M. Lemoine a annoncé une enveloppe de 30 millions de francs que l'Etat a déboursés au titre de la réforme foncière, à charge pour les assemblées locales de compléter cet apport à concurrence de 15 millions de francs. En outre, une prime d'incitation allant de 6000 à 23600 francs devrait permettre l'accolation du processus de libération des quelque sept mille hectares de terres qui sont en portefeuille à la SAFER.

On attendait du secrétaire d'Etat des précisions sur le dossier de la SODEG (le Monde du 21 juillet), mais là, bouche et bouche cousue. Invoquant la séparation des pouvoirs, M. Lemoine a dissocié l'affaire pénale, qui fait encore l'objet d'une procédure d'instruction, et le problème financier soulevé par les élus pour la remise à niveau de la société d'équipement, dont les opérations sont actuellement gelées. Il faudra attendre le mois prochain la réunion du comité interministériel qui prendra à charge ce dossier.

Enfin, il était un des aspects importants de la décentralisation, le rôle des élus dans l'environnement caribéen, renforcé et complété par le préfet commissaire de la République. Des personnalités compétentes, antillaises et guyanaises pourraient faire partie de la délégation française qui devra discuter les prochains accords de Lomé III.

ERIC REMÉ.

A LA RÉUNION

La gauche réaffirme sa volonté de voir l'assemblée régionale dotée de larges pouvoirs

De notre correspondant

Saint-Denis-de la Réunion. — Tandis que le nouveau secrétaire d'Etat aux DOM-TOM poursuit ses prises de contact avec les hommes et les réalités de l'outre-mer, les deux principaux représentants de la gauche réunionnaise, M. Paul Vergès, secrétaire général du parti communiste réunionnais (P.C.R.), conseiller régional, maire du Port, membre de l'Assemblée européenne, et M. Wilfrid Berrille, député socialiste de l'île, maire de Saint-Philippe, conseiller général, viennent de réaffirmer leur volonté de voir le conseil régional doté de larges compétences qui lui permettent de faire face aux défis économiques et sociaux du développement de l'île.

MM. Berrille et Vergès, tout en développant les analyses qui sont propres à chacune de leurs formations, se rejoignent sur un point essentiel : il est plus que temps, après deux ans écoulés de pouvoir de gauche, de donner aux élus de la Réunion assez de pouvoirs pour mettre en œuvre une politique de développement de l'île.

Le député socialiste redonne que les compétences qui seront attribuées au conseil régional, et qui d'ont pas encore été définies avec précision, ne soient trop réduites. « Dès juillet 1981, j'avais demandé que l'on applique le statut de la Corse à la Réunion. On s'est engagé sur la voie de l'assemblée unique, qui s'est révélée être une impasse. On en revient au simple statut régional, comme en métropole. A trop avoir voulu on aura moins », dit M. Wilfrid Berrille.

Pour sa part, le secrétaire général du P.C.R., tout en réaffirmant son soutien à la politique du gouvernement, entend bien que l'on donne à l'île plus de moyens politiques et financiers. Analysant la situation économique et sociale du département, le maire du Port considère que, si rien ne change, l'explosion

sociale sera inévitable. « Nous sommes au moment du choix, a-t-il commenté. Les six prochains mois seront décisifs dans la prise de position des formations politiques. »

Les moyens d'action du conseil régional élu au scrutin proportionnel de liste, le 20 février dernier, présidé par un communiste, M. Mario Hozau, mais où l'opposition détiendait une majorité d'une voix, sont à l'heure actuelle, sans comparaison avec ceux du conseil général. Les 60 millions du budget du conseil régional ont des allures de portion congrue par rapport aux 2,4 milliards de francs du budget de l'Assemblée départementale.

Signe de mécontentement : les élus de gauche se sont abstenus, le 21 juillet, de voter les crédits du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM), d'un montant de près de 35 millions de francs, dont la répartition et grande masse revient au conseil régional, le détail des actions étant décidé par le conseil général.

Les représentants de la majorité présidentielle ont considéré que les orientations du FIDOM 1983 ne marquaient pas une rupture par rapport à la politique suivie dans l'île les années précédentes et que le conseil régional actuel ne pouvait s'engager sur un programme à l'élaboration duquel il n'a pas participé. Les crédits ont toutefois pu être adoptés par le vote des élus de l'opposition. C'est même l'opposition qui, le lendemain, un projet destiné à mettre en place, à l'université de la Réunion, dès la rentrée prochaine, une unité d'enseignement de langue et de culture créoles. Les élus de droite manifestaient ainsi leurs craintes de voir trop mises en relief des spécificités de l'île.

Le débat sur les compétences du conseil régional promet d'être rude.

HUBERT BRUYÈRE.

Un nouveau statut pour les élus locaux

(Suite de la première page.)

Les orientations de M. Debarge, si elles avaient été appliquées dans leurs grandes lignes, auraient conduit fort cher aux collectivités locales. D'autre part, une sorte de consensus semble s'être dégagé, assez bien dans les rangs de l'opposition que de la majorité, pour ne pas aborder pour l'instant le très épineux dossier du cumul des mandats électifs, sinon par le biais du cumul des indemnités reçues par les élus.

Long de quarante et six articles l'avant-projet de loi place en tête la formation des élus, ce qui illustre la volonté des pouvoirs publics de montrer que la décentralisation ne peut réussir qu'avec, à la tête des communes, des départements et des régions, des hommes et des femmes préparés à des tâches accrues, à même de prendre des responsabilités dans tous les domaines.

Le droit à la formation gratuite sera donné à tous les élus locaux (vingt heures par an au maximum) et pas seulement à ceux qui exercent des fonctions exécutives. L'employeur sera averti suffisamment à l'avance de ces congés-formation. Les communes de moins de cinq cents habitants d'auront pas à payer la formation de leurs élus qui sera répartie entre les autres collectivités locales par le biais d'une caisse nationale de compensation. Enfin les « salariés-élus » en formation (qui ne touchent pas de salaires dans leur entreprise) se verront alloués par la caisse une indemnité calculée dans la limite d'un taux horaire d'une fois et demi le SMIC.

Les élus qui exercent parallèlement une activité professionnelle bénéficieront d'aideries d'absence pour assister aux séances de leurs conseils ou de certains organismes dans lesquels la ville, le conseil général ou l'assemblée régionale sont représentés. En outre, des crédits d'heures sont prévus pour les maires et adjoints, maires d'arrondissement à Paris, Lyon et Marseille, présidents de conseils régionaux et généraux, membres du bureau : quinze au trente-cinq heures selon la taille de la collectivité.

Les risques de l'absentéisme

Comment concilier l'exercice d'un mandat électif avec la bonne marche d'une entreprise, autrement dit comment éviter de créer un véritable « statut de l'absentéisme » ? Cette question, qui ne manquera pas d'inquiéter le patronat, n'est qu'imparfaitement réglée par le projet de loi du gouvernement. Voici le texte des articles qui l'évoquent :

« Art. 36. — Les employeurs sont tenus d'accorder aux salariés et agents publics concernés les autorisations d'absence prévues par la présente loi (1). Les heures d'absence correspondantes ne sont pas payées par l'employeur comme temps de travail. Toutefois, les autorisations d'absence ne peuvent être accordées aux jeunes gens accomplissant leurs obligations de service national actif que compte tenu des nécessités du service. »

« Art. 37. — Le temps d'absence ne peut dépasser la moitié du temps de travail.

« Art. 38. — Le temps passé hors de l'entreprise ou de l'administration pendant les heures de travail en raison des absences prévues par la loi est assimilé à une durée de travail effective pour le détermination de la durée des congés payés, du droit aux prestations sociales, aux prestations familiales, ainsi qu'au regard de tous les droits découlant de l'ancienneté dans l'entreprise ou l'administration. »

« Art. 39. — Aucun licenciement ne peut être prononcé en raison des absences prévues par la présente loi, et ce à peine de nullité du licenciement. »

(1) Tout élu local a droit à une formation gratuite dont la durée est fixée à sept heures par an. Un élu peut bénéficier des heures non utilisées par ses collègues de la même assemblée dans la limite de vingt heures au maximum par an (article premier du projet de loi).

هكمان الأصيل

La lutte contre les incendies de forêt

Devant l'ampleur catastrophique des incendies de forêt qui ravagent la Corse-du-Sud, le commissaire de la République, M. Paul Bernard, a annoncé le déclenchement du plan Orsec jeudi 28 juillet en fin d'après-midi, ce qui permet la mobilisation de tous les moyens privés et publics, dont ceux des collectivités locales. Le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation et celui de la défense ont décidé l'en-

voi, dès vendredi, de trois cents spécialistes de la lutte contre le feu. D'autre part, M. Bernard a demandé aux maires des communes sinistrées de porter plainte. De son côté, le procureur de la République d'Ajaccio a ouvert une information contre X pour incendies volontaires. Jeudi, une trentaine de foyers, d'origine criminelle pour la plupart, ont dévasté plusieurs milliers

d'hectares. Des villages ont été évacués. Depuis le 20 juillet, environ vingt mille hectares ont brûlé en Corse-du-Sud, des maisons et des véhicules ont été détruits, des villages privés d'eau, d'électricité et de téléphone, et du bétail a péri carbonisé.

Dans les Pyrénées-Orientales, trois cent cinquante hectares de garrigues d'arbustes et de vignes ont été la proie des flammes, mercredi et jeudi, près

d'Estagel. Enfin, une centaine d'hectares de pins ont été détruits près de Nîmes (Gard).

La phénacène n'est pas les pays voisins. L'Italie a lancé jeudi un appel à ses partenaires de la C.E.E. pour aider à combattre les sinistres qui ravagent plusieurs régions. Depuis une semaine, plus de quarante mille hectares ont été détruits en Sardaigne. En Allemagne fédérale, l'état d'alerte aux incendies de forêts a été déclenché.

« Guet armé » en Corse

Rien d'étonnant si la Corse, de par son relief et sa situation géographique, détient le record des incendies de forêts. « 80 % des cas sont des feux de bergers », affirme le colonel Antoine Bartest, chargé de mission de la sécurité civile pour la région de Corse, encore saisi dans sa combinaison de pilote — il vient d'essayer la nouvelle Tracker, dont deux exemplaires ont été détachés à l'aéroport d'Ajaccio. Est-ce bien sûr ? Dans son rapport de synthèse publié à l'issue des colloques organisés en Corse à l'automne 1982, la mission de la sécurité civile note que « le nombre des bergers diminue, mais le nombre et l'importance des incendies semblent augmenter ». Certains s'en tirent en expliquant qu'on ne trouve plus aujourd'hui que des bergers immigrés (surtout arabes), qui ne maîtrisent pas assez bien la technique de l'éco-

bouage. D'autres attribuent les difficultés de la lutte anti-incendie aux lenteurs administratives (« l'assemblée de Corse a à pas la charge des feux, mais seulement de l'agriculture et de l'environnement »), voire aux « pesanteurs politiques ». Beaucoup, enfin, re-

grettent le manque de moyens. Depuis cinq ans, un « agent pastoraliste » du parc naturel régional travaille auprès des bergers et des élus afin d'établir un « zonage de prévention » pour concentrer les vœux sur les meilleurs pâturages. Mais cet agent reste unique, alors qu'il faudrait une quinzaine pour épauler les 168 forestiers-sapeurs actuellement en poste.

Sur le plan matériel, on a mis à l'épreuve le Scorpion, un débroussaillier sur pneus qui reste encore un prototype. La préférence va généralement à la « mule mécanique », un engin à chenilles mis au point à Bastia par un fabricant de machines à vendanger. Les responsables de la lutte anti-incendie en Corse souhaitent la constitution d'une quarantaine d'équipes comprenant chacune un agent pastoraliste, une mule mécanique et quatre forestiers-sapeurs.

Pour l'instant, on se fie aux nouveaux trackers, ces appareils américains de porte-avions à décollage court, plus légers et donc plus rapides que les Canadairs. Au lieu d'attendre l'alerte à la base, comme les hydravions bom-

bardiers d'eau, les trackers patrouillent dans le ciel, en marmade, prêts à fondre sur les feux naissants avec leur 3 500 m³ d'eau, ce qu'on appelle la « guet armé ». Après quoi, ils doivent retourner à leur base pour faire le plein, alors que les Canadairs ramassent leur soufre en mer (5 000 m³) et multiplient les rotations avec le foyer d'incendie. La direction de la sécurité civile en Corse mise beaucoup sur ce partage des tâches entre les différents types d'appareils.

Mais « rien ne vaut la prévention », comme la réplique le colonel Bartest. Et puisqu'on ne peut pas commander d'un seul coup tous les bergers de limiter leur écouage, il faut procéder au nettoyage du maquis, débroussailler pour protéger les arbres. Plusieurs opérations de « rénovation rurale » ont ainsi été menées sous l'égide de M. Haroun Tazieff, commissaire aux risques naturels, grâce à d'importantes subventions de l'assemblée de Corse (5 millions de francs) et de l'Etat (2,5 millions). Mais il ne faut pas que ces opérations restent... feux de paille, car le maquis a vite fait de repousser et de brûler.

R. C.

EN PROVENCE

Les crédits dégagés par le conseil régional ont doublé en trois ans

La broussaille, voilà l'ennemi. Sur les 7 millions de francs consacrés en 1983 par le conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur à la prévention et à la lutte contre les incendies, près de la moitié seront utilisés pour « nettoyer » les forêts. La désertification de l'espace rural et l'apparition de friches anarchiques ont été reconnues, en effet, comme la cause première des incendies destructeurs de ces dernières décennies.

Package en sous-bois

Au milieu du dix-neuvième siècle, les surfaces boisées de la région ne représentaient qu'environ 450 000 hectares. Elles atteignent aujourd'hui 1 070 000 hectares. Faute d'une présence humaine et en raison de l'abandon des activités traditionnelles d'exploitation, la forêt provençale, à 70 % privée, s'est dégradée. Et le maquis s'est installé.

« Chaque hectare de forêt embroussaillée », explique M. Michel Delenne, chargé de mission au conseil régional et maire (P.S.) d'une petite commune forestière varoise, Pourrières, « équivaut à 30 ou 40 tonnes de produits hautement inflammables ». Depuis 1980, 9 000 hectares ont été débroussaillés, ce qui correspond à environ 50 000 hectares effectivement protégés. Il s'agit d'un débroussaillage sélectif et productif consistant non seulement à pratiquer de grandes coupures pare-feu, mais également à revitaliser chaque partie du terrain forestier en fonction d'une planification par massif.

L'objectif est de parvenir à protéger dans les quinze ans à venir de 20 à 30 % du territoire régional, soit environ 300 000 hectares au rythme de 3 000 hectares de débroussaillage par an. La facture sera élevée, puisque le coût d'un hectare débroussaillé sur des terrains généralement accidentés est en moyenne de 10 000 francs (le conseil régional subventionne les communes, les syn-

dicats intercommunaux ou les associations de propriétaires pour l'acquisition de matériels).

Encore faut-il entretenir les surfaces traitées, ce qui entraîne une dépense supplémentaire de 5 000 francs par hectare. La solution la plus économique est de recourir au pacage en sous-bois. Un programme d'expérimentation sylvo-pastorale a été lancé dans plusieurs départements de la région, et notamment dans les Hautes-Alpes (Buech) et le Vaucluse (Lubéron). Dans le Var, l'O.N.F. a même accepté de participer à l'expérience — ce qui est une nouveauté — en introduisant un troupeau de deux cent vingt moutons au cœur de la forêt domaniale du May. « Les résultats ont été encourageants », estime M. Delenne, « tant en ce qui concerne les impératifs de défense contre l'incendie que pour la production animale. Le conseil régional soutiendra ce type d'initiatives en favorisant la création de groupements d'éleveurs. Dans les massifs d'accès difficile ou à la végétation insuffisante, nous envisageons de maintenir et de développer la solution des forestiers-sapeurs, dont le nombre est déjà de deux cents. » Le débroussaillage concerne aussi les particuliers, auxquels les pouvoirs publics vont, comme dans le Var, imposer désormais très strictement le respect de la réglementation en vigueur.

Toute prévention exige aussi une information et une sensibilisation du public. Pour la première fois en 1983, le conseil régional a joint ses efforts à ceux du ministère de l'Agriculture au sein d'une nouvelle association, l'ARIF (Action régionale d'information sur la forêt), qui a lancé, dès le mois de juin, une grande campagne visant à mieux faire connaître la forêt sous ses aspects ludique, économique et écologique. Le programme comprend une série de manifestations (démonstrations techniques, rallye pédestre, stage de photographie, tables rondes, expositions et animations diverses) et se prolongera au-delà de la saison d'été sur le double thème « La forêt embellit la vie — Animons la forêt ». Son coût : 1 100 000 F dont 55 % à la charge de la région.

La vieille recette du contre-feu

Dans la lutte elle-même, le conseil régional a limité ses interventions au domaine des produits retardateurs (voir ci-dessus) aux techniques empiriques de « feu contre le feu » : incinérations pastorales assistées, petits feux de contre-saison, feux tactiques et surtout contre-feux. Les études effectuées par le centre du machinisme du génie rural et des eaux et forêts (Cemagref) du Tholonet, près d'Aix-en-Provence, ont démontré en effet que le contre-feu, utilisé avec maîtrise par les anciens, présentait une efficacité augmentant avec l'importance du front de flammes (par une sorte de phénomène d'aspiration). « Il nous est donc apparu », explique Michel Delenne, « que ce moyen de lutte tombé en désuétude faute de praticiens pouvait être très précieux contre les grands incendies. » Des crédits seront dégagés en 1984 et 1985 pour poursuivre les études et créer un corps de spécialistes composé de pompiers, de forestiers et éventuellement de météorologues.

Pour répondre aux besoins en encadrement des sapeurs-pompiers professionnels, la création d'un centre d'instruction a également été décidée. Il s'agit d'un projet inter-régional dont la réalisation s'étalera sur trois ans (1983-1985) et nécessitera un investissement d'environ 10 millions de francs. Si le conseil régional a doublé en trois ans les crédits qu'il consacre à la forêt — qui sont passés de 10 à 20 millions de francs —, les départements pour leur part supportent l'essentiel des charges d'investissement et de fonctionnement des services d'incendie (40 millions de francs environ). Mais le combat contre le Moloch du feu a désormais changé de visage et n'est plus, comme dans le passé, exclusivement défensif.

GUY PORTE

Été rouge

(Suite de la première page.)

Localement, ce sont les services communaux et départementaux qui sont mis à contribution. Le ministère de l'Intérieur met à leur disposition trois « groupements opérationnels » situés, l'un en Langue doc (camp des Gâtiques), l'autre dans le Var (Briquolles), et le troisième en Corse. Le gouvernement a aussi lancé une campagne de sensibilisation du public appelée « Vacances-Prudence », à l'occasion de laquelle sont distribués des milliers de dépliants dans les gares, les ports, les aéroports et les plages d'autoroutes. En outre, un film documentaire sur la lutte contre les feux de forêts intitulé *Alarme* est actuellement programmé en première partie des séances de cinéma où est projeté le film de Jean-Pierre Denis *La Palomière*.

Tous ces moyens, bien sûr, ne suffiront pas à enrayer la progression des flammes dans nos pinèdes. Lorsque souffle le mistral, il est parfois impossible aux Canadairs de prendre l'air. Et l'on s'empêchera pas des maquis à végétation dense (faute d'entretien) ou des garrigues desséchées et parsemées de détritus (papiers gras et tessons de bouteille) de s'enflammer comme de l'étope à la moindre étincelle. Il faut donc agir aussi sur l'entretien des sous-bois, notamment par le pacage des montons (comme naguère), et recourir aux ressources de la science. La chimie fournit des produits « retardants », et la recherche botanique peut, quant à elle, indiquer quelles sont les essences d'arbres ou d'arbustes les plus appropriées à une reconquête du terrain méditerranéen (voir l'enquête de Jean-François Augereau dans le *Monde des sciences et techniques* du 13 juillet).

ROGER CANIS.

MÉDECINE

Les services du secrétariat d'Etat à la santé viennent de rendre public le rapport intitulé : « Une voie française pour une psychiatrie différente », document établi sur la demande de M. Jack Ralite et élaboré par un groupe de travail que présidait le docteur Jean Demay (Bordeaux). Ce rapport reprend l'essentiel du document original analysé dans le *Monde* daté 10-11 octobre 1982. Il se prononce pour une profonde réforme du système sanitaire et pour l'insertion des malades mentaux dans la société.

RECTIFICATIF. — Dans notre compte-rendu du septième congrès mondial de psychiatrie (*le Monde* du 20 juillet), c'est par erreur que nous avons indiqué que certains schizophrènes présentent un déficit en dopamine. En fait, il s'agit bien, comme le précisait un autre paragraphe du même article, d'un excès de dopamine.



ComputerLand

Productivité en vente ici.

Donnez-vous le temps d'être plus créatif. Traitez le travail répétitif à la vitesse de l'électronique. Explorer un nombre infini de variables. Disposer par une pression de touche des informations nécessaires à la prise d'une bonne décision. Organiser. Analyser. Faire des projets. Prévoir. Gérer avec plus d'efficacité, de profit, de productivité.

Les micro-ordinateurs à même de vous rendre ces services sont ici, maintenant. Des millions de professionnels à travers le monde les utilisent déjà et accroissent ainsi leur productivité.

Inutile d'être expert pour bénéficier des services de cet incroyable outil de gestion. Chez ComputerLand, toute notre équipe d'experts est à votre disposition pour vous guider et vous proposer le plus grand choix d'ordinateurs personnels faciles à utiliser et à un prix très abordable.

Sans compter l'assistance, le logiciel et le service qui vous aideront à en tirer le meilleur parti.

Si vous êtes à la recherche d'un accroissement de la productivité, venez dès aujourd'hui chez ComputerLand.

ComputerLand®

Le grand magasin des petits ordinateurs.

Plus de 400 magasins dans le monde.

Autriche
Salzburg
Vienne Sud
ouverture prochaine

Belgique
Anvers
Bruxelles
Lille

France
Caen
Lorient

Lyon
ouverture prochaine
Marseille
Nice
Paris III
Paris XV
Paris Est
Rennes

Allemagne Fédérale
Bonn
Frankfurt

Hambourg
ouverture prochaine
Cologne
Munich
Stuttgart

Israël
Tel Aviv

Luxembourg
Grand Duché
du Luxembourg

Norvège
Oslo

Arabie Saoudite
Dhahran
Jeddah
Riyadh

Espagne
Barcelone
Las Palmas
Madrid
Tenerife
Valence

Suède
Göteborg
Stockholm
Umeå
Vaxjö

Suisse
Zürich

Grande Bretagne
Londres
Marble Arch
Southampton

Si vous vous intéressez aux opportunités d'une franchise ComputerLand contactez ComputerLand Europe S.A.R.L. Corporate Offices, 19, rue Th. Eberhard, 1451 Luxembourg Grand Duché du Luxembourg. Tél. 2423. Téléphone 19 (352) 449468.

SOCIÉTÉ

DANS LES ARDENNES

La ménagerie de M^{me} Michel

De notre envoyé spécial

Germont. — Une mesure d'un étage en plâtre état, portes et volets clos, rétroscopés avec du fil de fer, un bout de terrain en friche, hormis deux rangs de poireaux, où s'amoncellent des tas hétéroclites de vieux objets, le tout surant de crasse et de misère.

Ce taudis est situé en bordure d'une route départementale, au milieu d'un bourg, certes minuscule — Germont (Ardennes), cinquante-deux habitants, — et il jouxte de coquettes fermes. C'était, il y a quelques jours encore, le logis d'une mère de famille, Mme Régine Michel, 47 ans, et des deux derniers de ses quatre enfants, Bernard, 16 ans, Véronique, 12 ans. « Et encore, aujourd'hui, c'est relativement propre, dit un agriculteur. Si seulement vous étiez venu l'autre semaine... »

Ce qui s'est récemment passé à Germont est, en effet, à peine racontable : quand les services départementaux des Ardennes se sont enfin décidés à intervenir, déguisant sur place pompiers, gendarmes, vétérinaires, agents de l'équipement, de l'hygiène et de la santé, etc., les spécialistes, pourtant habitués à toutes les bizarreries de la nature humaine, ont eu un haut-le-cœur : 40 mètres cubes d'immondices envahissaient les deux principales pièces de la maison et les alentours. M. André Déruelle, fermier, trente-cinq ans, maire de Germont de 1971 à mars dernier, précise : « Les canotiers ont mis huit jours à débayer tout ça. »

M^{me} Michel a une manie, passionnelle : elle recueille, depuis des années, tous les animaux rencontrés sur le chemin de sa marginalité : cela se savait tellement, dans la région et au-delà, que beaucoup de vacanciers n'hésitent pas à se débarrasser de leurs compagnons à quatre pattes en passant devant chez elle. Quand les Autorités, avec un grand A, ont bien voulu réagir, elles ont recensé une cinquantaine de chiens. Selon des témoignages sérieux, elle en a eu jusqu'à cent cinquante. Dans les monceaux d'ordures, les « sauveurs » ont découvert pas mal de cadavres canins en décomposition et, sans abus de détails sordides (il y en a bien d'autres), des chiens étaient en train de s'entre-dévorer lorsqu'ils ont pénétré dans les lieux. Un pompier s'est évanoui...

Quatre enfants naturels

C'est un personnage d'Hector Malot (1). M^{me} Michel, avec ses allures de bohémienne. Sa ménagerie a aussi compté, selon un journal local, six moutons, quatre poneys, quatre cochons noirs et une chèvre. Il fallait bien nourrir tous ces Joli-Cœur : chapardeurs, la nuit, dans les fermes de Germont (elle se fait prendre la main dans un panier à lait muni d'un système d'alarme), récupération de déchets dans les abattoirs des environs.

Vieilles pourrisseries, puanteurs émanant de la cahute, tapage et nuisances des chiens dans toute la commune, quel voisinage aurait supporté cela très longtemps ? Et pourtant... « Il y a bien vingt ans qu'elle est ici », dit M. Déruelle. Justement :

M^{me} Michel n'a pas conçu toute seule ses quatre enfants naturels (les deux filles aînées sont aujourd'hui majeures), et les sept autres d'adolescents mal gardés dans un bourg de cinquante-deux âmes. C'est une des raisons majeures pour lesquelles les villageois ont plus ou moins toléré jusqu'ici ses lubies animalières, même si des plaintes étaient régulièrement déposées contre elle, et si les neuf élus de Germont avaient déjà envisagé de faire la grève des urnes, lors des élections municipales de 1977.

La situation de cette femme est, évidemment, archiconnue des services spécialisés. Sans profession, M^{me} Michel est emment prise en charge, ainsi que ses deux enfants mineurs, demi-pensionnaires dans des établissements scolaires du canton, envoyés aujourd'hui en vacances dans un centre aéré de Bretagne.

Pour la direction départementale des affaires sanitaires et sociales (D.D.A.S.S.) à Charleville-Mézières, « M^{me} Michel n'est pas une mauvaise mère » et son cas ne relève pas de la psychiatrie, comme de récents examens médicaux l'ont confirmé. « Il faut quand même être un peu fêlé pour avoir autant de chiens », dit un paysan germontois.

Insolvable

L'administration n'a pas fait son travail, estime une observatrice, et, dans cette affaire, on s'est plus préoccupé des animaux que des enfants. Devenue intenable au printemps dernier — à la suite d'obscur confites, M^{me} Michel ne voulait plus que Bernard et Véronique aillent en classe. — la situation n'a pu commencer à se décanter que par la refus du conseil municipal d'organiser les élections de mars et, a fortiori, de se représenter. Personne n'est allé voter, les urnes étaient alors tenues par la délégation spéciale nommée par la préfecture des Ardennes.

De MM. Masson, président de cette délégation spéciale, géomètre à Vouziers, et Cunin, lieutenant de gendarmerie, responsable du secteur, à M. Fuxor, commissaire adjoint de la République, nouvellement nommé à Vouziers, des volontés se sont ensuite affirmées pour trouver des solutions. Les deux enfants ont donc été envoyés en Bretagne ; M^{me} Michel est provisoirement hébergée chez un cultivateur de la région ; les chiens ont été recueillis dans un centre de la Société protectrice des animaux ; et la mesure sera probablement défruite.

Mais tous les problèmes sont loin d'être résolus : il faut reloger cette famille — insolvable — et le conseil général des Ardennes doit être saisi de la question. M^{me} Michel a déjà refusé le placement définitif de Bernard et de Véronique en Bretagne où, après les vacances, la scolarité et l'hébergement devaient leur être assurés. Et les enfants, semble-t-il, ne veulent pas quitter leur mère, de laquelle ils tiennent le même amour immodéré pour les bêtes...

MICHEL CASTAING.

(1) Auteur de *Sans famille* (1878).

L'enquête sur l'assassinat de Gilbert Zémour

Après l'assassinat, jeudi 28 juillet, vers 5 h 30, de Gilbert Zémour, quarante-huit ans, devant le 2 ter de l'avenue de Ségur à Paris (7^e), à quelques mètres de l'immeuble où il habitait, les policiers de la brigade criminelle de la préfecture de police de Paris ont entrepris une enquête de voisinage qui, pour l'instant, ne leur a pas permis d'établir le portrait-robot du meurtrier. Le seul témoin — un gardien d'immeuble — entendu par les enquêteurs a affirmé que trois coups de feu avaient été tirés et qu'un homme vêtu de sombre s'était enfui en courant. Mais on a relevé sur le corps de la victime six orifices de balles : deux dans le dos, deux dans le cou, un au menton et un à l'épaule. Il s'agissait d'une arme de gros calibre, vraisemblablement un « 38 spécial ».

Gilbert Zémour a été tué au moment où, comme il en avait l'habi-

tude, il sortait pour promener ses chiens après avoir regagné son domicile dans la nuit. Gilbert Zémour rentrait fort tard d'un club où il jouait au bridge. Selon toute vraisemblance, le tueur connaissait l'emploi du temps de sa victime. Etant donné les circonstances de l'assassinat et l'arme utilisée, les enquêteurs retiennent l'hypothèse d'un règlement de comptes.

SCIENCES

● Le huitième vol de la navette spatiale américaine, initialement fixé au 20 août, sera retardé de plusieurs jours. Il devrait avoir lieu, selon la NASA, entre le 23 et le 30 août. La raison de ce report n'est pas imputable à la navette spatiale elle-même mais au satellite géant de télécommunications T.D.R.S. que la navette avait mis sur orbite en avril. La NASA éprouve, en effet, de réelles difficultés à vérifier qu'il fonctionne bien et ces contretemps pourraient, s'ils se prolongent, entraîner un report de lancement d'un mois pour le laboratoire spatial européen Spacelab que la navette doit emporter le 30 septembre.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

Cours avec explications en français

Documentation gratuite : ÉDITIONS DISQUES BECM, 8, rue de Berri - 75008 Paris

ÉDUCATION

L'INITIATION DU GRAND PUBLIC A L'INFORMATIQUE

Un départ difficile pour l'opération « vacances pour l'avenir »

Lancée officiellement le 7 juin dernier, l'opération « Des vacances pour l'avenir » prévoyait l'installation, dès le début de l'été, de deux cents centres d'accueil et d'initiation à l'informatique sur les lieux de vacances (le Monde du 9 juin). L'idée de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber et du Centre mondial (1) qu'il préside avait reçu l'approbation du gouvernement, qui décidait de mobiliser d'urgence sept ministères et secrétariats d'Etat (2), l'Agence de l'Informatique et la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR). Cinq sources de financement étaient impliquées (ministères de l'Industrie et de l'Éducation nationale, Agence de l'Informatique, Centre mondial et DATAR). De nombreuses associations d'éducation populaire, centres et villages de vacances, maisons de jeunes, ont aussi participé à l'installation des deux mille micro-ordinateurs TO 7 de marque française livrés à cette occasion.

Un chômeur de cinquante-huit ans, deux enfants du quartier, un employé et son neveu de province, une institutrice et deux étudiants al-

L'extrême rapidité de sa mise en œuvre et la multitude de partenaires concernés expliquent le relatif décalage entre le projet initial et sa réalisation. Dans plusieurs régions, les animateurs n'ont pu être recrutés en nombre suffisant, et les préfectures désignées pour centraliser l'information ne peuvent pas toujours renseigner utilement le public nombreux qui les sollicite. A Lyon, par exemple, aucun renseignement n'est disponible par téléphone à la préfecture de région.

La difficulté d'ouvrir les établissements scolaires pendant les vacances n'a pas toujours été surmontée : plusieurs ateliers prévus dans des collèges ou des lycées ne fonctionnent que partiellement ou pas du tout.

Dans deux lycées de Rennes, seuls deux stages, l'un début juillet, l'autre à la fin août, ont pu être organisés. Dans la région parisienne, deux

centres seulement ont pu être ouverts par l'éducation nationale, l'un au lycée technique d'Aubrey-sous-Bois, l'autre dans une école primaire du premier arrondissement de Paris (voir ci-après), et le crédit de 100 000 F alloué par la DATAR n'a pu être utilisé en totalité. Les organisateurs soulignent cependant le succès des ateliers mis en service et la grande diversité du public, vacancier ou non, qui les fréquente. Une liste remise à jour des lieux d'implantation sera disponible au début du mois d'août au Centre mondial, qui procède actuellement à son premier bilan de l'opération.

(1) Centre mondial informatique et ressources humaines : 22, avenue Matignon, 75008 Paris. Tél. : (1) 268-11-00.

(2) Éducation nationale ; industrie et recherche ; commerce extérieur et tourisme ; temps libre, jeunesse et sports ; droits de la femme ; emploi ; famille, population et travailleurs immigrés.

de l'opération « Un été pour l'avenir », est ouvert à tous, gratuitement et sans inscription préalable le 20 juillet. En une semaine, une trentaine de personnes, toutes débutantes, ont poussé la porte, séduites par cette formule souple, et surtout avides de découvrir l'outil informatique.

L'employée de commerce de la rue de Rivoli s'initie au langage « basic », qu'elle compte utiliser « pour gérer un stock » mais aussi « pour s'amuser ». Au cours du soir, s'adaptant à ses horaires, elle fréquente l'atelier pendant les deux heures de fermeture du magasin d'optique où elle travaille. Patrice, onze ans, et son frère Yves, sept ans, ont déserté le rayon des jeux électroniques de la Samaritaine pour les micro-ordinateurs installés dans leur propre école à l'occasion des vacances. Dès le second jour, le « Pictor », jeu où l'enfant construit des figures colorées sur un écran à l'aide d'un « crayon » électronique, a livré à Yves tous ses secrets. Son grand frère frappe consciencieusement sur le clavier voisin ses premières instructions en « basic ».

Olivier Faron, vingt-trois ans, normalien et agrégé d'histoire, responsable de l'atelier rémunéré par le ministère de l'éducation nationale, navigue avec aisance parmi ces applications de l'informatique à la recherche démographique et à l'enseignement. Il a abandonné pour deux semaines sa thèse sur la population de Naples au XIX^e siècle. Ses qualités d'animateur et son enthousiasme lui ont été fort utiles. Le jour où devait débuter le stage, il était tout seul dans le réfectoire. Les ordinateurs dormaient dans leurs cartons. Tandis que la ville de Paris installait les prises électriques indispensables, il posait chez les commerçants du quartier des affiches de sa confection annonçant l'ouverture de l'atelier, et alertait les radios locales.

« Les petites terreurs »

Depuis, on ne se « bouscule » pas vraiment derrière les consoles mais les cinq « TO 7 » ne restent jamais longtemps inutilisés. Olivier Faron souligne la « passion » et la diversité de ses stagiaires, des « petites terreurs » nées avec son neveu, des « curieux dévotement de moderniser leur comptabilité » sans oublier les parents qui s'imaginent plus l'avenir de leurs enfants en dehors de l'informatique. Dès leur arrivée, les volontaires reçoivent devant le tableau noir des rudiments de programmation, puis, rapidement, passent à la pratique sur machines : mise en mémoire de données, transcription d'un problème concret en langage informatique, utilisation des facultés ludiques de l'ordinateur. En inscrivant sur l'écran en toutes lettres des notes de musique, on peut en obtenir la restitution sonore au rythme et à l'octave choisis.

Une institutrice, soucieuse de « moderniser ses méthodes » et sa fille font équipe avec un agent d'assurances venu avec son neveu, des provinciaux qui ont aussi promis de revenir plusieurs fois. Un chef comptable en chômage, presque sexagénaire, préfère pianoter seul sur sa console en suivant le manuel d'utilisation. « Ici, c'est humilant, confie-t-il. Un gamin de onze ans est plus brillant que moi. Mais je dois absolument démontrer ma capacité d'adaptation aux nouvelles techniques ».

Sur l'écran voisin, les stagiaires ont élaboré le programme « Quel âge aurai-je en l'an 2000 ? », avec l'aide de l'animateur. Après avoir « entré » en mémoire son année de naissance, un élève de sixième obtient le résultat : « X = 29 » affiche instantanément la machine.

Mais en l'an 2000, songe Olivier Faron, le « basic » ne s'étudiera sans doute plus que comme une langue morte, et déjà « au Japon les ordinateurs comprennent la voix humaine ».

PHILIPPE BERNARD.



SUR LES SENTIERS DE L'IMAGINAIRE

avec le Monde Dimanche de l'été

Pendant l'été, jusqu'au 12 septembre, le Monde Dimanche vous entraîne sur les sentiers de l'imaginaire, avec de nouvelles rubriques et de nouveaux thèmes.

Portraits imaginaires

Patrick Grainville, Gilbert Lascault, Pierre Bourgeade, Max Gallo, Roland Jaccard, Michel Chaillou, Michel Grisolia... rêvent sur des personnages réels du passé : Vergingetorix, Landru, Sade, Conrad, Mirabeau, Manet, Louise Brooks...

Tentation

Ce feuilleton inédit de Catherine Ribot vous emmène au Cocaluzi avec une jeune journaliste à la recherche d'un grand cinéaste disparu.

Jeux d'imagination

Portrait chinois, dictionnaire et fantasmies : une page de jeux avec la collaboration de douze personnalités.

La bride sur le cou aux écoles d'art

Les élèves de douze écoles d'art illustrent le Monde Dimanche sur des thèmes qu'ils ont choisis.

Et des itinéraires pour le passé :

Douze histoires de France

Racontées par douze historiens, des épisodes « exemplaires » qui ont marqué la vie des régions et leur place dans l'entité française.

Ainsi que les enquêtes et chroniques habituelles.

Le Monde
DIMANCHE

مكتبة الامم المتحدة

LA MONTAGNE SUPERSTAR

Les cimes se vendent bien

LES Français demandent de plus en plus de marche à pied et de montagne. Malgré le contrôle renforcé des changes et la baisse du pouvoir d'achat, ils continuent d'acheter des trekkings dans le Karakorum (Pakistan) et des ascensions du Kilimandjaro (Tanzanie). Ils gravissent les aiguilles de Chamonix et marchent sur le G.R. 20 de Corse.

Dans cette vogue qui rejoint l'engouement des vacanciers pour une activité physique, on note des évolutions qui remettent en cause certaines traditions et notamment celle qui veut que le montagnard ou le marcheur soit un solitaire qui se débrouille par lui-même. En effet, on assiste à un rapprochement entre les guides de haute montagne et les organisateurs de voyages. Les premiers ont pris conscience qu'ils n'étaient pas les seuls armés pour négocier des tarifs aériens et pour persuader la clientèle de partir avec eux. L'exemple de Marc Testut et d'Emmanuel Schmutz, membres de la Compagnie des guides de Chamonix, est significatif. Ils viennent de s'associer avec le premier fabricant de voyages français, Jet Tours, qui vend dans son catalogue leurs trekkings autour du Toubkal (Maroc) et au pied des Annapurnas (Népal) : « Nous n'avions pas l'impact suffisant, avec notre association Yak et Yeti, pour toucher les clients potentiels », explique Marc Testut. De leur côté, l'agence Jet Tours cherchait à développer des activités de trekkings. Nous avons donc conclu un accord pour des produits moyens montagne à l'étranger.

D'autre part, les professionnels du tourisme découvrent que le guide de haute montagne est un atout indispensable pour la réussite d'une équipée sportive en altitude. Ils se sont aussi rendus compte que la montagne en France était un produit à exploiter. C'est ainsi que l'agence Terres d'Aventure a organisé des stages d'alpinisme pour les débutants comme pour les initiés dans les Alpes et dans les Pyrénées. Et la demande a suivi : trois cent vingt stagiaires en 1982, quatre cent quatre-vingt-quatre en 1983, soit cent trente-trois inscrits pour 1983. « Nous notons un net changement d'attitude à l'égard de la haute montagne », note Daniel Popp. Par le biais des randonnées au Mali ou au Hoggar, le marcheur découvre les plaisirs des pentes et demande des

sommes. Nous avons ainsi permis en 1982 à cent dix clients de grimper à plus de 6 000 mètres d'altitude. Comment évoluent les désirs de la clientèle ? « Nous pensons que les randonnées dans des pays pas trop éloignés se vendront bien parce que la Finlande, la Grèce, l'Espagne ou le Maroc nous permettent de maintenir les prix de nos trekkings entre 4 000 et 8 000 F », répond Marc Testut. Surtout, il ne faut pas que nos produits fassent appel uniquement au muscle. L'idéal, c'est une marche au Cachemire, plus le Taj Mahal ou une randonnée au Ladakh, plus les montagnes boudhistes. Le montagnard plus la culture et la rencontre des habitants.

Qui achète la montagne ? « La clientèle est extrêmement variée », note Daniel Popp. Les trekkings comportant une ascension atteignent vite le prix de 15 000 F pour trois semaines. C'est cher, mais ce ne sont pas que des gens aisés qui le choisissent. Nous vendons à des jeunes comme à des vieux ; à des jardiniers comme à des médecins ; à des grimpeurs comme aux débutants qui se demandent s'ils seront capables d'aller jusqu'au bout. Nous retrouvons la même diversité, que ce soit dans les Alpes pour des prix de stages oscillant de 1950 à 2700 F ou dans le groupe qui part pour le Huascarán, au Pérou (13 500 F). Nous assistons à une véritable démocratisation de la montagne.

Difficile d'expliquer les raisons de ces évolutions qui tiennent à la mode, bien sûr, mais aussi au profond désir de renouer avec l'effort et avec la nature. « La nature se rétrécit tous les jours », dit Marc Testut. L'aventure — la vraie — se fait de plus en plus rare. Je crois que les gens ont besoin de la montagne qui leur donne accès aux deux. Cela recoupe parfaitement notre vocation à nous, guides de haute montagne : notre métier, c'est l'aventure. Je me vois très bien traverser le Hoggar, randonner en Amazonie et gravir le Chimborazo. Avec des techniques un peu différentes, il s'agit de se déplacer dans un monde hostile en état de survie. Ouvrir sur ailleurs : c'est l'évolution naturelle de notre profession.

L'engouement pour la montagne n'a jamais jusqu'à présent précipité les foules dans ce monde dur et violent.

On notera, certes, des affluences désagréables sur les sentiers de randonnée, certes, on se retrouve au Goiter sur le mont Blanc ou sur le chemin du Ghorpani, au flanc de l'Annapurna. Elles resteront limitées dans le temps comme dans l'espace. Les montagnes du monde resteront, avec les déserts et les mers, un sanctuaire où les amateurs de sensations fortes iront puiser leur content d'aventures. On ne s'y bousculera pas.

ALAIN FAUJAS.

★ Agence Jet Tours : toutes agences de voyages, Agence Terres d'Aventure, 3-5, rue Saint-Victor, 75005 Paris, tél. (1) 379-94-50, Association Yak et Yeti, 27, chemin du Meten, Les Moutoux, 74400 Chamonix, tél. (50) 53-00-78.

Madame le ministre est dans l'aparoï

POURQUOI opposer le plaisir à l'effort ? Les adeptes de l'un et de l'autre se retrouvent de plus en plus nombreux chaque année dans les centres sportifs de plein air (U.C.P.A.) à l'essai de l'Abri Vrac'h à Saint-Raphaël et du mont Lozère à Chamonix (1). En s'engageant à un guide de l'association, le jeudi 21 juillet, sous l'œil étonné des stagiaires de l'école d'escalade de Montciel-Bains (Hautes-Alpes) et des journalistes, le ministre du temps libre, M^{me} Edwige Avice, a voulu témoigner qu'il n'était pas besoin d'un talent exceptionnel pour faire du sport. Montrer aussi que

chacun peut « vaincre sa peur » à condition de se sentir « en parfaite sécurité ».

L'hommage au sérieux des stages sportifs de l'U.C.P.A. mais aussi à l'esprit qui anime ses responsables était clair. Grâce conjointement par une quarantaine de fédérations sportives et d'associations de toutes sensibilités et par les pouvoirs publics, l'Union a su rester à la pointe de l'innovation sportive tout en conservant sa mission d'éducation à la vie collective. Les stagiaires de 1983 se font parfois tirer l'oreille pour participer au ménage ou à la vaisselle (une heure par semaine au maximum), même si ces « corvées » sont

conservées, à la fois pour « maintenir les prix au bas » (2) et « éviter les comportements de style hôtelier ». Mais en matière sportive que l'évolution des goûts et des mœurs est de la plus sensible, conduisant l'U.C.P.A. à une régénération permanente de ses méthodes et de son langage. Les sportifs recherchent jours plus de sensations fortes, de facilités techniques, constatent le confort de la planche à voile choisissant aujourd'hui le frisson du *fun boat* (saut de vague) ou l'imprévu d'une sortie par gros temps. De même, l'averse des cimes, les fans de l'escalade préfèrent parfois la difficulté technique d'une falaise ou d'un air spécial implanté près des villes.

Parallèlement, l'apprentissage accéléré de quelques sports a attiré une nouvelle frange du pic, nappant reboutée. La méthode « ski évolutif » expérimentée expérimentée par l'U.C.P.A. permet débutants d'apprécier très rapidement la neige.

Un laboratoire de pédagogie active

A partir de cet été, tous stagiaires du centre de paradiplomatie de Bergerac (Dordogne) effectuent leur premier saut le jour même de leur arrivée. De même, avec la maîtrise de petits élèves camarguais équipés de elles trébuches, les apprentis cavaliers finissent très rapidement.

Qu'ils soient des sportifs entraînés ou des citoyens avides de plein air, les stagiaires ne rencontrent jamais l'U.C.P.A. qu'une seule et même manière : sportive. Pour M^{me} Molque Mithrin, présidente de l'Union, l'éternel débat entre « sport d'élite » et « sport de masse » ne soulève jamais l'air d'un « faux problème ». L'objectif de l'U.C.P.A. est de faire aimer par tous le sport avec « faire aimer » mais aussi avec « sécurité » fin des préjugés et des comportements stéréotypés. « Aucune sensation n'est risquée », précise M. Jacques Lasteau, délégué général.

Véritable laboratoire de pédagogie sportive, l'U.C.P.A. fonctionne aussi comme un laboratoire qui doit anticiper et du moins suivre de très près les goûts du public. Le ski, le natisme et le tennis restent en tête de la demande, mais le vol à voile et le golf, introduits en 1982, ont connu un succès attendu. C'est aussi la « souplesse pour répondre aux besoins » de cette association, son aptitude à distinguer la mode passagère de l'engagement durable pour tel ou tel sport que M^{me} Avice a souligné à Saint-Raphaël après avoir quitté son bureau d'escalade. Un atout supplémentaire pour l'U.C.P.A. qui se flatte, d'autre part, d'atteindre un taux de remplissage annuel moyen de 90 % dans ses centres et dont les finances ne dépendent de subventions qu'à hauteur de 5 %.

PHILIPPE BERNARD.

(1) 60 000 stagiaires en 1973, 140 000 en 1982.

(2) Par exemple : 1050 F pour une semaine de plongée-sous-marine, 830 F pour une randonnée pédestre d'une semaine.

U.S.A. NEW-YORK
A partir de 1300 F A/R
AIRCOM 3ETI
25, rue la Boétie, 75008 Paris
tél. : 288.15.70 + JC A962

L'escalade, école de vie

LA fin du mois de mai, se sont déroulées, à l'école nationale de ski et d'alpinisme de Chamonix, des journées d'études consacrées à « l'enfant, la montagne et l'escalade », thème qui très vite a été étendu à l'ensemble des activités de pleine nature.

Des responsables des ministères de l'éducation nationale et de la jeunesse et des sports : fonctionnaires, éducateurs, enseignants, animateurs, accompagnateurs, guides de montagne, participaient à ces journées qui avaient été préparées par le Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active, l'Union nationale des centres de plein air, la Fédération sportive et gymnique du travail, la Fédération française de la montagne, tous organismes — CEMEA, U.C.P.A., F.S.G.T., F.F.M. — qui, parmi d'autres, s'occupent de ce qu'il est convenu d'appeler le « temps libre ». Mais aucun enfant. Pourtant, même si ces activités tendent aujourd'hui à concerner tous les âges de la vie et toutes les couches sociales, ce sont bien les enfants qui durant ces trois journées ont été au centre des préoccupations de tous, enfants qui, sans s'en rendre compte, ont été au centre de la vie de leur pays.

Pour être moins spectaculaires, d'autres actions n'en étaient pas moins enrichissantes : sorties régulières en moyenne montagne, notamment dans les Pyrénées ou les Alpes, séances d'escalade à Fontainebleau ou ailleurs sur de petites falaises, voire sur ces murs ou blocs « artificiels » qui commencent à fleurir ici ou là en divers lieux, parfois au cœur même des cités. Initiatives d'un petit groupe, voire d'un seul individu, même si elles se déroulaient au sein de clubs, associations ou établissements scolaires, initiatives souvent conduites pendant les vacances, les mercredis et dimanches, ou même au cours de la semaine dans le cadre régulier du programme de telle ou telle école.

Le fait que ces diverses expériences aient pour la première fois été présentées en un lieu unique, et dans une aussi vaste arène, a permis de mesurer d'un seul coup ce qu'elles avaient de commun, et de prendre conscience du rôle central que lorsqu'elles sont bien conduites, jouent dans la vie de l'éducation des enfants et adolescents aujourd'hui. Il ne s'agit plus désormais de loisir. Ou si l'on veut continuer à employer ce mot, il faudra lui donner un sens moins futile que celui qui lui est attribué depuis plusieurs années.

près exclus de ce qui apparaît comme une sorte de luxe.

Outre quelques exposés magistraux, de nombreuses expériences ont été présentées. Ainsi de l'école de montagne autrichienne créée et dirigée par le guide Fritz Moravec, qui, depuis une vingtaine d'années, initie des enfants de dix à treize ans à l'approche du terrain de la montagne, moyenne et haute, au cours de stages d'une semaine.

Si, en France, nulle expérience de ce type n'a été conduite, il en est d'autres bien plus récentes qui ont surpris par leur diversité et leur forme. Ainsi de cette colonie de vacances de la ville de Montreuil au Collet d'Allevard, où durant plusieurs étés, à l'initiative du guide Jean Dohet, tous les enfants, sans aucune discrimination, ont reçu une initiation à la pratique autonome de l'escalade et de la montagne. Ainsi également de ce lycée d'enseignement professionnel de Corbeil, où, sans grands moyens, quelques professeurs ont, avec l'aide de leurs élèves, aménagé un mur de gymnase en structure d'escalade, probablement une première du genre dans un établissement scolaire.

Pour être moins spectaculaires, d'autres actions n'en étaient pas moins enrichissantes : sorties régulières en moyenne montagne, notamment dans les Pyrénées ou les Alpes, séances d'escalade à Fontainebleau ou ailleurs sur de petites falaises, voire sur ces murs ou blocs « artificiels » qui commencent à fleurir ici ou là en divers lieux, parfois au cœur même des cités. Initiatives d'un petit groupe, voire d'un seul individu, même si elles se déroulaient au sein de clubs, associations ou établissements scolaires, initiatives souvent conduites pendant les vacances, les mercredis et dimanches, ou même au cours de la semaine dans le cadre régulier du programme de telle ou telle école.

Le fait que ces diverses expériences aient pour la première fois été présentées en un lieu unique, et dans une aussi vaste arène, a permis de mesurer d'un seul coup ce qu'elles avaient de commun, et de prendre conscience du rôle central que lorsqu'elles sont bien conduites, jouent dans la vie de l'éducation des enfants et adolescents aujourd'hui. Il ne s'agit plus désormais de loisir. Ou si l'on veut continuer à employer ce mot, il faudra lui donner un sens moins futile que celui qui lui est attribué depuis plusieurs années.

On ne pouvait manquer de remarquer le contraste entre l'enthousiasme manifesté au cours de ces rencontres et la morosité, la lassitude, le déconfortement, voire l'écœurement, que l'on a pu observer lors des diverses réunions qui, dans la perspective des réformes du système éducatif, ont eu lieu au cours de l'année, notamment dans les collèges, où, tout le monde le sent bien, la confusion présente ne peut plus durer. L'école qui fut vouée vers la fin du dix-neuvième siècle pour mettre fin à l'analphabétisme — objectif qui d'ailleurs garde aujourd'hui encore toute son actualité — tourne à vide, n'étant plus en prise sur les réalités de notre monde en mutation rapide et profonde.

Les activités de pleine nature — et plus particulièrement l'escalade et la montagne — pourraient-elles contribuer à réduire un tel décalage ? Nul ne semblait en douter à Chamonix. En quoi précisément ? Essayons de le dire en quelques mots. D'abord, par le milieu où, par définition, elles se déroulent, ces activités sont les mieux à même de donner aux citoyens que nous sommes progressivement presque

Alphabétiser le corps

Horizons nouveaux où responsabilité, esprit d'initiative, lucidité, sens de l'économie et de la mesure, partage entre la décision individuelle et collective, prennent une signification forte cohésive ; où une exacte appréciation de ses capacités, donc de ses limites, est un impératif de la première heure et un préalable à l'exercice de la liberté qui n'est qu'un long effort ; où tolérance, respect d'autrui et entraide ne signifient pas faiblesse mais accomplissement ; où l'égalité ne peut être confondue avec l'égalitarisme, et savoir dire non constitue ultimement le summum de l'art. En un mot, initiation à l'écologie, entendue ici comme effort global et fondamental d'intelligence de l'essentiel. Un long et patient apprentissage. Tout un style de vie. Et un programme d'action.

En 1881, en réponse aux défis d'alors, l'école est devenue obligatoire pour tous et donc gratuite. Exactement un siècle plus tard, en 1981, aux premières Assises de la montagne à Grenoble, a été formulé un principe auquel tous les participants des journées d'études de Chamonix semblaient plus ou moins implicitement souscrire : le droit pour tous au mouvement dans la nature. Pour que ce droit devienne effectif et que l'on ne trouve plus à l'avenir dans notre société de véritables « analphabètes corporels » — belle expression de Louis Louvel — et nous ajoutons volontiers, ni d'aveugles écologiques, que le système éducatif prenne en compte ce principe. Et en tire toutes les conséquences. Au-delà de l'épanouissement de nos enfants, il y va tout simplement de la survie de notre espèce.

HENRI AGRESTI,
Guide de haute montagne.

LE VENTADOUR

LYON 11 h 04 - BORDEAUX 20 h 32

LYON - ROANNE

11 h 04 - 12 h 31

FORUM :

revue des activités de la journée.

SPECTACLE :

théâtre, poésie ou musique interprétés par de jeunes talents.

ROANNE - CLERMONT

12 h 32 - 14 h 13

CINEMA :

les grands succès du rire les policiers à suspense.

CLERMONT - USSEL

14 h 16 - 16 h 10

DECOUVERTE DE LA REGION :

évoquant des aspects riches et pittoresques des pays traversés.

USSEL - BRIVE

16 h 12 - 17 h 56

LE GRAND JEU DU VENTADOUR :

un match passionnant qui oppose deux équipes locales.

ANIMATION SPECIALE POUR LES ENFANTS :

dessin, jeux, spectacles.

Vous retrouverez toutes ces activités dans le sens Bordeaux 7 h 43 - Lyon 16 h 45.

SNCF

LOISIRAIL
LES TRAINS ANIMES SNCF

cléuse

هكمان الناصر

Jeux

échecs N° 1031

UN TYPE DE SCHÉMA

1. g4 Cx6 19. gxf7+ Rf8 (1)
2. Cg3 d5 20. Fxd7 (m) Cx6
3. gxf5 Cxd5 21. Dd3 (m) Ff6
4. d4 g6 22. Dd3 (m) Ff6
5. f4 Cxg3 (a) 23. Fg4+ Rg7
6. h4x3 Fg7 24. Td3 (m) Ff4 (q)
7. Fd5 (b) Cg7 25. Tg3 Dd8
8. Cx5 g5 26. h4 Ff5
9. Dd3 (c) h4 27. Dd2 (r) Cx6
10. Fd3 (d) h4 (5) 28. Dg5 Rf8
11. Td1 h6 29. Dd6+ Rg7
12. g4 Dg7 30. Txd5+ dxc5
13. g5 (f) Fg7 31. Dg5 Td1+
14. Cg3 Td3 (g) 32. Rg2 Td6
15. Dd1 (h) Td3 33. h4 Rf6 (a)
16. h4 h5 (i) 34. Dd5 gxf4
17. h5 h4 35. gxf4 aha4 (j)
18. h4x3 (j) h4x3 (k)

NOTES

- a) Une intervention de coups a transformé le « défilé anglais » en une « défense Grunfeld ».
- b) Une variante peu jouée par rapport à 7. Ff4 et 7. Cc3, considérée comme peu dangereuse pour les Noirs, la contre-attaque fondamentale g7-g5 n'étant retardée que peu de temps.
- c) Les Noirs semblent insouciant et surestiment leur position qui était encore tenable après 16... Dg6; 17. Fd4, Da4.
- d) Le F-R blanc doit venir en d3; en effet, après 10. Fd2, gxf4; 11. gxf4, Cx6 les Noirs prennent l'avantage.
- e) Les théoriciens recommandent, à ce stade, la suite 10... Dg7; 11. 0-0, Td8 menaçant 12... b5 qui met sérieusement en question la formation choisie par les Blancs (Fb3-Dd3-Fd3). Le coup de texte est imprécis.
- f) Un très fort coup qui prive les Noirs de contre-jeu tout en donnant aux Blancs de belles perspectives sur les cases blanches et sur l'aile-R, via h4-h5. Un schéma classique dans une position de ce type.
- g) Menace 15... f4.
- h) On peut déjà percevoir quelques vibrations au-dessus du complexe e6-f7-g6-h7.
- i) Les Noirs semblent insouciant et surestiment leur position qui était encore tenable après 16... Dg6; 17. Fd4, Da4.
- j) Avec trois pions pour la pièce et une attaque agressive.
- k) Menace 22. Dd3 avec gain immédiat.
- l) Sacrifiant une deuxième pièce.
- m) 24. f4 semble également fort.
- n) Une défense insuffisante. Dolmatov prévoyait 24... Ff4; par exemple : 25. Dd4, Cg6; 26. Df6+; Rf7; 27. Dxg6, gxf4; 28. gxf4, Fd6; 29. Tt3, Dg5; 30. Dd6+; Rf7; 31. f5-D+; 32. Dd6+; Rf7; 32. Dg7+; Rf8; 33. Dxf8+; Rf7; 34. Fx6+; Rf8; 35. Df6+; Rf7; 36. Dxa6, Fb4; 37. Dxa3, restant avec quatre pions pour la pièce et une position supérieure, probablement suffisante pour le gain, compte tenu, en outre, de la précarité de la situation du Roi noir.
- o) Après ce retrait de la D, les Noirs sont perdus, n'ayant aucune défense satisfaisante.

(Tournoi international de France, 1983)
Blancs : S. DOLMATOV
Noirs : V. BAGUIROV
Défense Grunfeld.

bridge N° 1029

LA SURCOUPE DANGEREUSE

Dans cette donne d'un match entre les Israéliens et les Français, il fallait compter jusqu'à onze pour trouver la bonne ligne de jeu, et ensuite il ne fallait pas se tromper sur la distribution.

Ann. : O. don. Pers. vuln.
Ouest Nord Est Sud
Mari Shofel Perron Frydreich
- - - - -
2-0 passe 2-3 passe
3-4 passe 3-4 passe

Mari, en Ouest, ayant entamé le Roi de Pique, comment Sud (Frydreich) aurait-il pu gagner CINQ TRÈFLES contre toute défense ?

Réponse : A cause des Piques il n'était pas possible de battre tout et d'exploiter les Carreaux. Il fallait donc essayer de couper trois Piques afin de faire un total trois atouts du mort et quatre de la main (en plus des As et Rois de chaque couleur rouge).

Ainsi, après avoir coupé le Roi de Pique avec le 6 de Trèfle, Frydreich joua le Roi de Carreau, ensuite le 4 de Carreau pris par l'As, puis il coupa une deuxième fois Pique, et il joua Roi de Cœur, As de Cœur et Cœur coupé du 4 de Trèfle, enfin il coupa un troisième Pique avec le Roi de Trèfle.

Après avoir fait huit levées, on voit qu'il suffit de couper un Carreau avec le 7 de Trèfle pour faire

avec lui trois atouts et gagner le contrat. Mais il y avait un danger d'être surcuppé par le 8 de Trèfle, et il fallait deviner dans quelle couleur rouge Ouest avait encore une carte. Ouest, qui avait fourni le Valet de Carreau au deuxième tour, avait-il encore un Carreau ?

Finalement le déclarant décida de jouer le 10 de Cœur du mort et, quand il vit Perron fournir la Dame de Cœur, il estima que sa meilleure chance était de défausser son quatrième Pique; mais Ouest jeta lui aussi son dernier Pique ! Alors, Perron joua l'As de Pique coupé par le Valet de Trèfle que Mari refusa de surcouper pour assurer deux levées d'autour avec A 8 2.

Le grand chelem de Lukacs

Cette donne publiée par le regretté expert israélien Paul Lukacs a été jouée en partie libre. Même avec

les mains adverses cachées, le déclarant doit faire treize levées.

32
DV1096
V1086
N
O
E
S
D
9543
DV108542
V1096
V7543
AR8754
AR
ARD72

Am : S. don. E.-O. vuln.
Sud Ouest Nord Est
2-4 passe 2 SA passe
3-0 passe 4-0 passe
7-0 passe 7-0 passe

Ouest entama la Dame de Trèfle, comment Sud doit-il jouer pour gagner ce GRAND CHELEM A CARREAU contre toute défense ?

Note sur les enchères :

Sur l'ouverture de l'ancien Deux Fort de Culbertson (qui était forcé de manche) la réponse de « 2 SA » était négative; ensuite les enchères étaient tout à fait logiques.

Avec l'ouverture de « 2 Trèfles » (forçant de manche) les annonces auraient été les mêmes à partir du second tour : 2-4-2-4-2 SA-3-4-4-7-0.

Le seul problème est de savoir si, sur « 3 Carreaux », Nord ne doit pas plutôt dire « 3 Cœurs » pour montrer sa couleur et gagner un palier d'enchère.

Rappelons, d'autre part, que le Deux fort américain (préconisé par Culbertson, puis par Goren) était d'un emploi trop rare et que, même aux États-Unis, il est de plus en plus remplacé par l'ouverture de « 2 Trèfles ».

PHILIPPE BRUGNON.

dames N° 203

UNE PASSERELLE

1. 33-28 18-23 16. 38-25 2-8
2. 33-29 23-32 17. 34-38 (1) 12-18
3. 37-28 28-25 (a) 18. 39-34 (b) 12-18
4. 44-37 (b) 17-22 19. 47-41 14-20 (1)
5. 39-31 14-20 20. 25-14 9-20
6. 37-32 19-24 (c) 21. 48-35 11-17
7. 44-39 (d) 22-26 22. 43-39 28-25 (1)
8. 42-37 (e) 23-28 23. 39-29 27-22
9. 39-44 5-19 24. 38-24 (f) 19-38
10. 34-38 (f) 25-23 25. 35-24 16-21 (1)
11. 28-38 24-11 (g) 26. 39-33 6-11 (1)
12. 39-19 14-25 27. 48-42 (g) 23-28 (1)
13. 32-28 18-24 28. 32-23 12-17 (1)
14. 48-34 (h) 13-19 29. 23-12 22-27
15. 44-48 (i) 8-13 30. 31-22 17-19

NOTES

- a) 3... (20-24); 4. 29x20 (15x24); 5. 41-37 (12-18); 6. 46-41 (17-21); 7. 39-33 (21-26); 8. 31-27 (7-12); 9. 44-39 (11-17); 10. 27-22 (18x27); 11. 28-23 (19x28); 12. 33x31 (14-19); 13. 39-33 (10-14); 14. 49-44 (12-18); 15. 44-39 (1-7); 16. 50-44 (7-12); 17. 31-27 (5-10); 18. 37-32 (17-21); 19. 41-37 (2-7); 20. 35-28 (7-11); 21. 38-33 (15-17); 22. 43-38 (17-22); 23. 28x17 (11x31); 24. 36x27 (19x23); 25. 33-29 (24x33); 26. 39x19 (14x23); 27. 38-33 (6-11); 28. 47-41 (11-17); 29. 33-28 (9-14); 30. 28x19 (14x23); 31. 32-28 (1-5); 32-29 (23x34) 40x29 (17-22); 41-36 m (22x31) 36x27 (4-9); 29-24* (8-12) et le pion 27 est sans défense contre (12-17) puis (17-22).
- b) Sur 4. 35-30 (19-24), etc. N+1 ou + très simple.
- c) Formation d'encheînement de baron ou dite encore du marchand de bois (pions à 25, 24, 20 et 15). Toutefois, les Blancs n'ont pas à s'inquiéter, dans l'immédiat, de cet encheînement, puisque 34-30 apporte toute liberté de mouvement sur le flanc droit.
- d) Voyons l'opération, très dépouillée mais incurieuse, qui suivrait : 7. 28

(21x32); 32. 28x19 (13x24); 33. 37x28 (18-22); 34. 41-37 (22x33); 35. 34-29 (16-21); 36. 29x38 (21-27) [menace de débordement à terme sur l'aile gauche adverse]; 37. 38x33 (8-13); 38. 40-34 (10-14); 39. 42-38 (17-22); 40. 34-30 (13-19) [et non (14-19)]; 41. 48-42 (3-8), etc. (GOURNIER-B, 1962).

Intéressants sur plusieurs points, ce début et ce milieu de partie peuvent donner lieu à un subtil mouvement de nulle si 41... (4-9); 42. 33-28 (22x33); 43. 38x20 (14x34); 44. 44-40 (11) [exquis] (27-31 m); 45. 40x29 (31-36); 46. 35-30 (28-31 m); 47. 27x26 (34-41); 48. 42-37 (41x32); 49. 29-24 (19-23 ou...); 50. 24-20 (32-37 ou...); 51. 26-21 (37-41 ou 37-42); 52. 21-17, etc. = Belle profondeur de vision dans cette marche en 11 temps envisagée dans le feu de l'action par le maître français GOURNIER.

23 (24-30); 8. 35x24 (13-19); 9. 24x15, d1 (3x35), ralle 4 pions et +, d1) 9. 23x14 (10x26), ralle 6 pions. A la portée des nouveaux dames comptant quelques mois d'initiation.

e) Plus fort que cette fermeture était peut-être 8. 50-44 (26x37); 9. 42x31 sans l'aile gauche et facilité son développement.

f) Il était temps de ne plus jouer avec le fou.

g) Très actif pour prendre le contrôle du centre en exerçant une pression sur l'aile gauche adverse.

h) 14. 39-34 (13-19); 15. 33-28 (8-13); 16. 46-41 (16-21); 17. 31-27. Sur cette attaque les Blancs placent un coup de dame en 5 temps avec encheînement de rafles dévastatrices. 17... (12-17); 18. 27x16 (23-29); 19. 34x23 (7-12); 20. 16x18 (13x31); 21. 36x27 (19x46), +.

i) 15. 33-28 n'est pas conseillé dans ce type de position où le pion à 46 ne peut être porté à 37 en raison de la trop grande importance numérique des effectifs sur cette aile gauche.

j) Les Blancs, dans ce contexte, pratiquent un jeu logique sur jeu de flanc.

k) 18. 33-28 perd très simplement par une application très schématisée du thème du coup du talon (terme image) 18... (14-20); 19. 25x14 (19x10); 20. 28x19 (13x42), ralle 5 pions.

l) Après 47-41, (14-20) interdit le développement de l'aile gauche 20. 25x14 (9x20); 21. 32-28 (23x32); 22. 37x28 (26x37); 23. 41x32 (19-23); 24. 28x19 (13x44), N+1.

m) Très léger avantage positionnel aux Noirs; mais l'issue du combat demeure encore très incertaine.

n) Sans doute le plus incisif et le plus agréable pour les Blancs, qui pratiquent jusque-là une prudente stratégie défensive.

o) La poursuite de la neutralisation de l'aile gauche.

p) Incitant les Blancs à former une colonne de dégagement de l'aile gauche.

q) Constitution de cette colonne, fautive sur le plan tactique.

r) Autre illustration d'exécution d'une combinaison concrétisant un avantage positionnel acquis pierre par pierre.

s) La clé de ce mécanisme relativement simple, choisi pour encourager les nouveaux dames qui placent d'importance à l'idée de placer enfin une combinaison. Une nouvelle passerelle leur est ainsi offerte.

t) 8+2.

PROBLÈME : M. COUPLET (Bardoues) 1983.

Les Blancs jouent et gagnent en 6 temps.

SOLUTION : 16-111 (29x49) [la règle de la prise majoritaire prioritaire] 11x31 (49x46) 31x27 (21x32) 42x37 (32x41) [enfermé de trois pièces] 48-43 (23-28) 43-38 l. + par double motif final : enfermé et opposition. Une « petite composition fantaisie » (considérée comme telle par l'auteur) que ce maître problémiste a conçue pour les lecteurs du Monde.

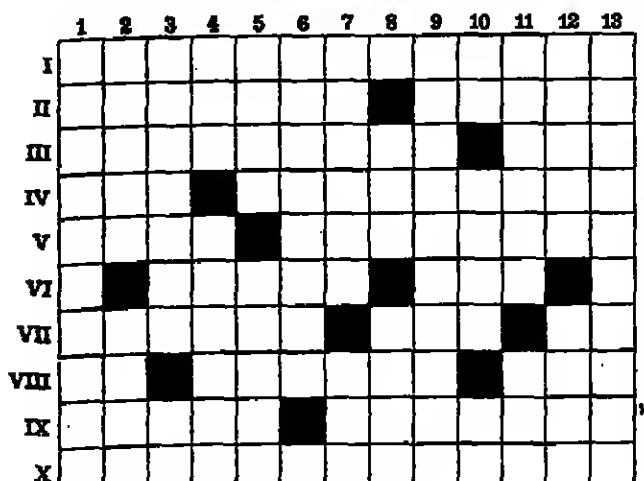
JEAN CHAZE.

les grilles du week-end

MOTS CROISÉS

N° 280

Horizontalement
I. Prix de consolation. - II. C'est faire la part du feu. Dans la char du nid. - III. Met en pleine clarté. On en a pris connaissance d'un oeil distrait. - IV. On l'a parcouru d'un oeil également distrait. S'appuie sur les faits. - V. Sans ombres. Réservés. - VI. Vont partout. Au cœur de la ripaille ou la suit. - VII. Commence par la chimie. Résistance passive. Voyelle. - VIII. Dans l'auxiliaire. Mauvaises amies de l'homme parmi les meilleures. En haut de l'échelle. - IX. Prendre en compte. Fait l'enfant. - X. Suivent l'écouleur.



Verticalement
1. Encore moins apprécié quand il est secondaire. - 2. N'est plus très frais. Un peu de bien, mais de bas en haut. - 3. N'offre plus poire de résistance. Pronom. - 4. Orne les Japonais. Font une coquille. - 5. N'est pas sans effets. S'offre corps et âme. - 6. Boucles. - 7. Peu séduisants. Peut avoir de la séduction. - 8. Suivent leur pente fatale. Tintin, lui, l'a vu. - 9. Transportés. - 10. Note. Moins qu'un raton, moins qu'une porce. Autre note. - 11. Il n'est pas en fonction. Peut être exigé par la partition. - 12. En parfait état de fonctionnement. Il est vraiment rond ! - 13. Permettent d'éviter la marche.

SOLUTION DU N° 269

Horizontalement
I. Chronomètre. - II. Hauban. Press. - III. Altération. As. - IV. Le Sin. Uti. - V. Lumen. Absente. - VI. Ere. Eb. Asi. - VII. Désagréant. - VIII. Goin. Loden. - IX. Epaulera. Epie. - X. Ressentiments.

Verticalement
1. Challenger. - 2. Haleur. Ope. - 3. Rut. Médias. - 4. Obèse. Emus. - 5. Narines. Le. - 6. Onan. Balen. - 7. Tea. Gort. - 8. Epi. Bardal. - 9. Troussée. - 10. Renségnée. - 11. Es. Anée. Pa. - 12. Usait. Nait. - 13. Ressenties.

FRANÇOIS DORLET.

ANACROISÉS

N° 260

Horizontalement
1. DEEMOST. - 2. DEEILT. - 3. ADEEINR. - 4. ELSUV. - 5. ADEIRSZ. - 6. EELSTU (+). - 7. BEILORTU. - 8. INORRTU. - 9. ACDEEIR (+2). - 10. AEEHRE. - 11. OOPRTU (+2). - 12. IMOTTU. - 13. AEMOPRTT (+2). - 14. DEEGIPRU. - 15. EELNOV. - 16. ABEENSTU.

Verticalement
17. AAGILMNR. - 18. DEEFIT. - 19. EGILNOR (+1). - 20. ADEIRSU (+1). - 21. ADEGLOR. - 22. EELNSTU (+2). - 23. EELIRT. - 24. DEEILT. - 25. BORTU. - 26. EEEQSU. - 27. EMOFRSU (+2). - 28. ADEELRZ. - 29. ADEIRTTU. - 30. AAEILNOR. - 31. EELNSTU (+1).

SOLUTION DU N° 269

Horizontalement
1. DOUZAGE. - 2. INNOVAT. - 3. DEVAHAR. - 4. ENVAHAR. - 5. ENVAHAR (HIVERNA). - 6. OMICRON. - 7. ENGUEULA (UNGUEALE). - 8. NEREIS, ver marin (ERINES, INSERE, REINES, RENIES, RESINE, SERIN, SERINE, SIRENE). - 9. CHICANO. - 10. ANOUDIN. - 11. URSIDES (DISEURS RESIDUS). - 12. NAIVETE (EVEN).

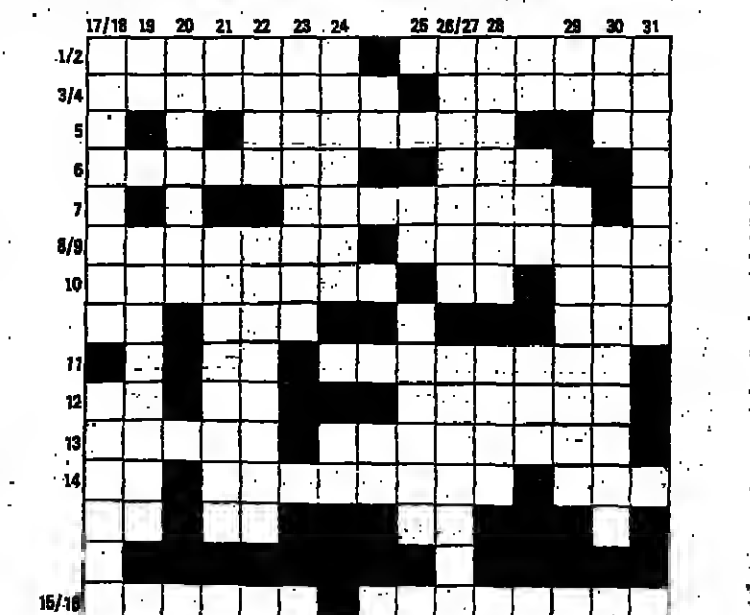
TAI). - 14. SEDATIF (DEFAITS). - 15. RATINGS (GRANITS, GRATINS, GRISANT, INGRATS).

Verticalement
16. DIXIEME. - 17. OCTUORS. - 18. NENUPHAR. - 19. GNEISS, roche (SEINGS, SIGNES, SINGES). - 20. ZODIAQUE. - 21. MANDANT (DAMNANT). - 22. LAMBIQUE. - 23. POUSSIF. - 24. ETARQUER. - 25. VERHEMENT. - 26. UTERINE. - 27. JONCHET, bâtonnet de milardo.

- 28. BONDREE, bus. - 29. AILERON (ENROLAI). - 30. EOLIANNE. - 31. OBVENUS. - 32. SEVICES.

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET.

ERRATUM. - La grille des anacroisés n° 259 comportait deux erreurs. Il manquait deux cases noires : 11 horizontal-29 vertical; 4 horizontal-25 vertical. Que nos lecteurs veuillent bien nous en excuser.



مكتبة الأنجلو

COMMUNICATION

Vendredi 29 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 20 h 35 Au théâtre ce soir : le Pique-assiette. D. L. Tourgeniev, adapt. G. Denel, mise en scène J. Mauclair, avec J. Mauclair, A. Le Yodan, J. Pater, Kozakine, le « pique-assiette », heureux du retour d'Olympe et de son mari, est victime pendant un dîner des ruelles grossières et humiliantes d'un voisin. Kozakine révèle les liens qui l'unissent à Olympe.
- 22 h 35 Le jeune cinéma français de court métrage. Les solitaires de Jean-Louis, d'Anne Sicard.
- 22 h 55 Journal et cinq jours en Bourse.
- 23 h 10 Un soir, une étoile.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 20 h 35 Série : Verdil. De R. Castellani. En 1844, Ernest obtient un immense succès. Commence pour Verdil une longue et difficile période de travail. Une série native, parfois cocasse.
- 21 h 50 Apostrophes. Magazine littéraire de R. Pivot : hommage à Ingrid Bergman. Sur le thème « Vie publique et vie privée » est rediffusée l'émission du 26 septembre 1980, avec Ingrid Bergman (Ma vie), Jacques Chancel (Tant qu'il y aura des lés), Jean-Pierre Énard (Le Règne du Technicolor).
- 23 h 5 Journal.
- 23 h 15 Cinéma d'été, cinéma d'auteur : lls. Film de J.D. Simon (1970), avec M. Duchamp, C. Vanel, A. Stewart, V. Dobitchoff, F. Dehaillo, H. Crémieux. Dans la prison de famille où il habite, un jeune peintre fait la connaissance d'un vieux savant, cachant dans sa chambre une machine convulsive par de nombreux individus. Un air de fantaisie à la Kafka, une organisation occulte peinant sur le destin des hommes. Cet essai original, de son sujet surréaliste, est dominé par l'interprétation de Charles Vanel.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 20 h 35 Vendredi : Les mercantiles. Magazine d'information d'A. Campant.

Un reportage canadien sur le métier de mercenaire aux États-Unis, des nostalgiques de la guerre du Vietnam, etc. Une enquête menée à Berlin, Paris, Montréal. Des témoignages percutants.

LA FEMME TRAQUÉE

Un homme et sa femme en 90 jours d'assassinat sont traqués par un scénario de terreur. Disponible dans tous les VHS Vidéo Clubs.

- 21 h 35 Journal.
- 21 h 55 L'aventure : Ramenez-les vivants, de F. Rosel. Java, Sumatra, Bornéo... La jungle des années 30, en compagnie de F. Rosel, un aventurier toulousain.
- 22 h 45 Festival international du jazz à Juan-les-Pins. Une émission de Jean-Christophe Averty. Avec Chick Corea et Herbie Hancock.
- 23 h 15 Prélude à la nuit. Dans le cadre des spectacles présentés par l'Opéra, extraits d'actualités et « la Bourse ».

FRANCE-CULTURE

- 20 h 35, Concert d'une grande école : Polytechnique, avec D. Brest et J.-P. Calot.
- 21 h 35, Black and blue : Django, tel qu'il fut.
- 22 h 35, Nuits magiques : nuits toulousaines.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 35, Concert (donné le 27 juillet au théâtre du Pavillon Vendôme à Aix-en-Provence) : Symphonie n° 4, la Bataille de Victoria, Concerto n° 4, de Beethoven, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. M. Janowski; sol : M. Dalbert, piano.
- 22 h 15, Présence de nuit : L'amour; 22 h 15, la Rêveuse; 0 h 5, Journal d'une femme soumise; œuvres de Strauss, Mahler et Liszt.

Samedi 30 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 11 h 35 Vision plus.
- 12 h 15 Série : Chéri Bibi. (E1 à 12 h 45, E2 à 13 h 45 et 17 h 45).
- 12 h 15 La route bûcheronne.
- 12 h 55 Face à face.
- 13 h 5 Journal.
- 13 h 15 Série : Salvatore et les Mohicans de Paris.
- 14 h 40 Casques et bottes de cuir. Magazine du cheval.
- 15 h Histoire naturelle. La pêche à la ligne.
- 15 h 45 Aventures inattendues : Les tribulations d'une mégère en Chine.
- 16 h 10 Série : Les irréductibles. Antoine Lupin.
- 16 h 15 Croque-mort.
- 16 h 20 Trente millions d'amis. Hommage à René Fallet.
- 16 h 15 Magazine auto-moto.
- 16 h 45 Jack spot.
- 17 h 15 Émissions régionales.
- 18 h 40 Jeu : Super défi.
- 18 h 45 Jeu : Mariages-les.
- 20 h 35 Journal.
- 20 h 35 Jeu : L'assassin est dans la ville. De J. Antoine et J. Bardin, réal. G. Barrier. Intrigue policière avec un journaliste et un comédien et un troisième larron qui enquête. Cette semaine, à Saint-Malo.
- 21 h 50 Feuilletton : Shogun. Réal. J. London. Avec R. Chamberlain, Y. Shimada, A. Badel. Quatrième épisode d'une saga épiquissime. Angin emprisonné à la longue neppone grâce à un piège capot. Les Jésuites, inquiets de voir perturber leur fructueux négoce, volent d'un mauvais œil l'intrusion de cet Anglais au Japon.
- 22 h 55 22, v'la le rock. Émission de J.-B. Hebe, réal. C. Roche. Hard rock avec Queen, J. Maiden, D. Leppard, AC/DC, Pat Benatar.
- 23 h 40 Journal.
- 23 h 50 Un soir, une étoile.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 10 h 15 ANTOPE.
- 11 h 50 Journal des sourds et des malentendants.
- 12 h 15 Souvenirs-souvenirs. J. Halley présente Righteous Brothers.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 35 Série : Shérif fais-moi peur. La carabine magique.
- 14 h 25 Les aventures de Tom Sawyer.
- 14 h 50 Les jeux du stade. Écris : championnat du monde à Vienne; Nazion : championnat de France à Bordeaux; Hiplane : championnat d'Europe de saut à Eindhoven.
- 18 h Les carnets de l'aventure. « Expédition sur le Zaïre », de J. Pater et E. Rankin.
- 23 h 50 Des chiffres et des lettres.

- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
- 20 h 35 Journal.
- 20 h 35 Variétés : La plus belle affiche. Le paradis perdu, avec Mistinguett, J. Baker, J. Sablon, T. Rost.
- 22 h 5 Jeu : La chasse aux trésors. Au Yémen du Nord.
- 23 h 5 Sport : catch.
- 23 h 35 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 19 h 10 Journal.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 35 Pour les jeunes.
- 19 h 50 Dessin animé : Yvonne 31.
- 20 h 15 Les jeux.
- 20 h 35 Festival d'été : Châteaufort. Réal. J. Ordine, avec la collaboration du ministère de la culture. Spectacle de flamenco avec Carmen Linares, Isabel Bayón.
- 22 h 5 Journal.
- 22 h 25 Téléfilm : Zone rouge. De R. Valey, d'après M. Raphaël, avec J.-M. Farcy et A. Soral. Le pique-nique d'un couple de commerçants dans l'épave des premiers jours de vacances nautiques qui se finit de façon tragique.
- 23 h 15 Musiclub. Sonnet n° 2 pour violon et piano, de Bela Bartok, par H. Le Floch au violon et G. Fudermacher au piano.

FRANCE-CULTURE

- 14 h 5, Les samedis de France-Culture : à la rencontre de Gaston Leroux; textes lus par J. Négre, J. Topart, M. Cassan; extraits du Fantôme de l'Opéra (réduits).
- 16 h 25, Festival, en direct d'Avignon. Magazine : grands arts et hautes tensions; paroles en actes : Aragon; voix off, avec le cinéaste Raoul Ruiz; auto-stop; une scène inédite.
- 22 h 15, Ad lib.
- 22 h 5, La fague du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

- En direct d'Aix-en-Provence et de Marseille.
- 12 h, Radio Midi-Pyrénées : musique du XIXe siècle pour piano et percussions : œuvres de Mendelssohn, Stockhausen, Jolivet, Tilla, Tilla.
- 16 h, Le conte « Acaïdes ». Une heure avec... Rachel Yakar, soprano (en direct du théâtre Saint-Sauveur) : œuvres de Schumann, Mendelssohn, Duparc, Poulenc, Wolf, avec L. Skrobacz, piano.
- 19 h 5, Jazz : Festival de Juan-les-Pins.
- 20 h 35, Présentation de concert.
- 21 h, Concert (en direct de la cour du Conservatoire, à Marseille) : Triple concerto en si mineur, de Beethoven; Huit lés de G. Masson; Première symphonie en si mineur, de Mendelssohn, par l'Orchestre de Camerac-Provence-Côte d'Azur, dir. F. Bender, sol : P. Babinet, J. Ten-Morguerian et Y. Chiffolleau.
- 23 h, Nuits des traditions.

VU

Les confidences d'Ingmar Bergman

Sur le plateau de Fanny et Alexandre, Nils Petter Sundgren a réalisé un reportage pour le téléjournal suédois. Jeudi soir, on y a vu Ingmar Bergman en train de diriger ses acteurs, de régler patiemment et dans la bonne humeur des scènes difficiles, avec les enfants particulièrement. Il est toujours étonné de regarder un grand chef de - et Bergman est un des plus grands du monde - au travail. On assiste à l'alchimie de la création, on se croit dans le secret des dieux. Bergman n'a pas l'air d'un dieu. A peine marqué par l'âge, il est riant, au cours de ce reportage, une sérénité souriante. Il a décidé, disait-il alors, de quitter le cinéma après Fanny et Alexandre. Ce serait, en effet, finir en beauté, en pleine force. Mais, entre les scènes de tournage, Bergman passait aux confidences, parfois sans retenue, et de l'émotion rapide repue dans son enfance, des livres de Strindberg qu'il avait achetés tout jeune et lisait en cachette, de ses relations avec sa mère. Là, on tendait davantage l'oreille. A cause de cette mère, il s'est intéressé aux femmes, qui ont marqué tous ses films, depuis ses débuts. Or, M^{me} Bergman souffrait de maux d'estomac, attristait les gens malades. Alors, lui, le petit Bergman, il simulait des maux d'estomac. Un jour, la mère a découvert la supercherie et a puni sévèrement le fils. Étrange relation d'amour-rivalité dans ces propos à bâton rompu. Mais on ne va pas se ruer sur l'exégèse. On sent bien que Fanny et Alexandre est le sommaire de toute une vie. Un tel document nous rapproche de l'humain. N'est-ce pas ce qui compte, avant tout ? Après les trois admirables émissions de Karin Brownlow et David Gil sur Chaplin inconnu, révélant des morceaux de films inédits, des témoignages sur les méthodes de tournage de celui qui fut l'universel Charlie, l'automne 2 a bien fait de nous offrir ce portrait intime de Bergman. La télévision y gagne autant que le cinéma.

JACQUES SICLER.

L'An II de la communication audiovisuelle

(Suite de la première page.)

Le fait que TF1 ait « usé » deux P-D.G. en l'espace de deux ans, que les responsables de l'information sur les trois chaînes - MM. François Henri de Virieu, Maurice Séveno et, plus récemment, Jean-Pierre Guérin - aient été « débarqués » dans les mêmes délais, illustre bien l'ampleur des difficultés. M. Georges Fillard, pour sa part, ne se résigne pas à une sorte de facilité assignée, excluant tout espoir de progrès. Le secrétaire d'État a passé de strictes consignes de gestion qu'il jugera sur pièces dès l'examen des budgets des sociétés audiovisuelles, soumis au vote du Parlement à l'automne prochain. Il fait d'autre part un pari raisonnable sur un redéploiement des effectifs existant (notamment à TF1) et une amélioration de la productivité.

Une ligne nécessaire

Symboliquement, le changement, c'est déjà la création de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, même si elle n'apporte pas au secteur concerné une sécurité comparable à celle que garantit en Grande-Bretagne le conseil des gouverneurs. La qualité individuelle et la compétence de nos neuf « sages » ne sont pas ici en cause, simplement le mode de gestion finalement restreint et différent de celui conçu originellement par les experts chargés du projet. L'empêchement : la Haute Autorité, après quelques tâtonnements, s'est vite imposée comme la ligne nécessaire derrière laquelle les sociétés peuvent s'abriter en cas de tempête. Progrès considérable dans le système et dont on a pu mesurer l'efficacité à l'occasion de la campagne des municipales.

Autres signes tangibles de l'ouverture qui caractérise la nouvelle loi : les radios locales privées (ainsi que les radios décentralisées de Radio-France), la quatrième chaîne, le câble en fibres optiques et ses perspectives de distribution (images et sons). Un ciblage progressif du territoire qui marchera de pair avec le lancement, en 1985, du premier satellite français de télévision directe, T.D.F.1, réalisé en coopération avec l'Allemagne fédérale. Se

poseront alors d'autres problèmes d'ordre politique, économique et culturel, qui ne sont pas une des moindres préoccupations des « pères » de la loi du 29 juillet 1982.

Et puis, pélo-mêle, le Conseil national de la communication audiovisuelle, qui fait peu parler de lui, mais dont les travaux semblent avoir bien démarré : les conseils régionaux en cours de constitution, qui seront une pièce majeure de la décentralisation; la Société de commercialisation, très controversée, mais qui devrait « mieux vendre » la télévision française sur le marché international; enfin, Radio-France internationale, qui prend un nouveau départ.

Alors, joyeux, cet anniversaire ? Humm... Rares sont les lois qui débouchent enthousiasmées et transformées de facto une situation. Les meilleures d'entre elles arrivent assez tard pour donner l'impression d'officialiser un état de fait plutôt que de le provoquer et trop tôt pour que l'on puisse en percevoir encore tous les prolongements. La réforme que M. Pierre Mauroy annonçait, dès juillet 1981, comme « la grande charte de l'audiovisuel », est un peu dans ce cas : le catalogue des virtualités audiovisuelles embrassées par la loi est largement « gonflé » par la mise en œuvre laborieuse des libertés qu'elle est censée engendrer. Le cas des radios libres (devenues « locales privées ») est là pour illustrer ce dualisme. Les pionnières d'avant le fameux 10 mai, les entusiastes et les fonceurs de l'été qui suivit, ont vite fait de transformer le mouvement en raz de marée irrésistible, faisant apparaître la loi, pourtant promise et promise de longue date par les socialistes, comme un pis-aller, ou comme la réforme que bon gré, mal gré, le gouvernement ne pouvait plus éviter. Ingrate accusation que l'arrivée de ce 29 juillet pourrait bien renforcer.

Car cet anniversaire risque d'être aussi pour nombre de radios - essentiellement parisiennes - une bien triste échéance : celle qui marque la fin de la période de tolérance fixée par la Haute Autorité et qui devrait entraîner la réalisation effective des regroupements recommandés, la disparition définitive des

« LIBÉRATION » PUBLIE SES COMPTES

Le quotidien Libération publie, comme il le fait chaque année, ses comptes d'exploitation pour 1982, qui font ressortir un déficit de 10 millions de francs.

« C'est le coût très lourd de la poursuite des transformations du journal, condition de son développement », commente la direction. Pour combler ce déficit, Libération s'est ouvert, au début de 1983, à vingt prises de participation extérieures qui ont entraîné, le 30 mai dernier, une augmentation de capital de près de 5 millions, ce qui représente 10 % du capital du journal. Cinq autres millions doivent être versés en compte courant, bloqués et rémunérés au taux de 7 %.

Sur le plan de la diffusion, des points à 100 000 exemplaires ont été atteints en mai et juin derniers, installant les ventes, semble-t-il, à « un niveau moyen de 90 000 exemplaires et un taux de progression de 30 % d'une année sur l'autre ».

L'accord 50/50 de régie publicitaire signé avec Publicis procurera des facilités de trésorerie par des avances sur recettes mensuelles et, surtout, permettra de décaler de nouvelles recettes, nécessaires pour le développement du journal, notamment un projet d'informatisation.

« Pas de nuit de la Saint-Barthélemy »

Certes, personne ne sera pris en traître, puisque ces dispositions, arrêtées fin mai, étaient assorties d'un délai de grâce de deux mois et que chacune des radios a reçu depuis la visite des représentants de T.D.F. Mais la procédure rigide cette fois de perdre son allure courtoise, et de se tuer en poursuites judiciaires. Cela commence par une notification, avec invitation à cesser d'émettre, ou à se conformer aux règles : cela continue avec un constat d'infraction, puis une plainte dont l'initiative revient à T.D.F.; cela s'achève par un jugement que l'État prévoit exceptionnellement rapide : des amendes élevées - de 4000 F à 100 000 F - et, en cas de récidive, ou de perturbation d'un service autorisé, intervention de la police, et peine d'emprisonnement.

Quant aux regroupements chancelants ou impossibles - et il en est, - leurs autorisations pourraient bien devenir rapidement caduques, et la Haute Autorité être appelée à statuer à nouveau. Une aubaine pour les « recalcés » du premier tour et pour les vingt-cinq nouvelles demandes actuellement en attente pour la capitale, du Figaro Magazine au Mouvement de défense des consommateurs, ou... de la lecture ! Faut-il pour autant prévoir un mois d'août fiévreux pour les radios parisiennes ? En déclarant, le jeudi 28 juillet, qu'il n'y aura pas de nuit de la Saint-Barthélemy des radios libres ». M. Fillard ne concourt pas tout à fait à dédramatiser l'affaire.

CLAUDE DURIEX et ANNICK COJEAN.

ABONNEMENTS VACANCES

France	15 jours	79 F	1 mois 1/2	188 F
	3 semaines	99 F	2 mois	241 F
	1 mois	136 F	3 mois	341 F

(Pour les tarifs d'abonnement à l'étranger, veuillez nous consulter.) Pour recevoir régulièrement le Monde à votre adresse de vacances, retournez ce bulletin, rempli en majuscules, au moins DIX JOURS avant votre départ et adressez-le avec le règlement correspondant à :

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens - 75427 PARIS CEDEX 09

Nom Prénom
N° Rue
Code postal Ville
Je m'abonne au Monde pendant les vacances pour du au Versement joint

un cocktail quand la nuit commence

Le Negroni.
1/3 Campari.
1/3 Gordon's Gin.
1/3 Martini rouge.
Servir glacé.
(recette de Fosco Scarselli pour le Comte Negroni).

A 35 KM DE PARIS Venez vivre en famille le monde merveilleux de Saint-Vrain

LE MONDE DES ANIMAUX • LE MONDE DE LA PRÉHISTOIRE • LE MONDE DE LA FÊTE

AUTOROUTE A6 - SORTIE VIREY-CHATELON - TEL. : 456.10.80

SAINT-VRAIN

le rendez-vous de l'aventure et de la fête

291 40	Canada (8 can 7)	6 307	6 980	8 250
1298	Japan (100 yen)	3 275	6 308	8 220
			3 278	6 300

MODE

Cinq jours en haute couture

L'œil américain

Directeur de Fairchild Publications — les journaux quotidiens des industries textiles à New-York, dont le plus célèbre, *Women's Wear Daily* (soixante-dix mille exemplaires) et *W*, la revue bi-mensuelle tirant à deux cent mille exemplaires, écrivent les faits divers de la vie quotidienne des « Beautiful People » (Gens dans le vent). — John W. Fairchild nous livre ses commentaires sur ces cinq jours en haute couture.

Ayant vécu ici pendant dix ans, c'est toujours une joie de me retrouver à Paris, dans cette ambiance si belle et pétillante. Tous les éléments qui rendent cette explosion d'idées possibles sont réunis à Paris : la magie de la ville, la qualité des couturiers et des techniques, enfin cette main-d'œuvre extraordinaire. D'ailleurs, les créateurs du monde entier viennent s'y faire consacrer.

La robe-chemise des années 50

Qui donne une direction à la mode ? Yves Saint-Laurent, Emanuel Ungaro, Valentino, Giorgio Armani, Gianfranco Ferré en Italie ; Norma Kamali à New-York. Avec Renauld et l'eau Perrier, Saint-Laurent fait partie des principaux exportateurs français aux États-Unis. Il revient à la robe-chemise que nous avons connue au cours des années 50, d'abord lancée par Balenciaga, reprise par Givenchy et rendue portable par Saint-Laurent. D'ici un an, elle sera partout !

Droite, simple et confortable, elle correspond bien à la vie actuelle.

Givenchy fait partie des valeurs sûres, avec des vêtements merveilleusement bien faits, qui sont inusables. Karl Lagerfeld, chez Chanel, excite avec un fil enrichi pour séduire les New-Yorkaises s'habillant « à mort ». Cardin est en progrès constant et le nom de Christian Dior garde toute sa magie.

Cela dit, le temps n'est plus aux panoplies, et les femmes devraient d'abord rechercher des formes seyantes en vêtements de qualité plutôt que de courir les nouveautés. Pour moi, les fourreaux sont réservés au jour, à porter en vestes avec des pantalons. C'est cela l'élégance. D'où l'importance accordée par les couturiers aux manteaux et aux paletots du jour et du soir.

Les Parisiennes sauront vite adapter à leur goût les dernières tendances. Pour l'observateur de la mode que je suis, elles ont un chic incomparable. Les Romaines me paraissent provinciales, les Milanaises élégantes dans la journée, et les New-Yorkaises le soir.

Propos recueillis par
NATHALIE MONT-SERVAN.

● **Le Dé d'or à Erik Mortensen.** — Le quinzième Dé d'or de la haute couture française a été décerné à Erik Mortensen, de Pierre Balmain, par un jury international de journalistes de mode à la Terrasse Martini, le 28 juillet. Créé à l'initiative de Pierre-Yves Guillen, du *Quotidien de Paris*, ce prix récompense la créativité. Il est parrainé par Helena Rubinstein.

— AU DÉFILÉ —

Retour des fourreaux

Les ourlets de l'hiver varient, selon les couturiers, du ganou à frêle-cheville. Le paletot l'emportera en 3/4 ou 7/8 à épaules barrées, grandes emmanchures et double boutonnage souvent rétro du bas. Les formes des manteaux évoluent des capes et houppelandes aux redingotes. Les blousons paraissent toujours aussi confortables comme les parkas. Les ercolures s'agrémentent d'écharpes assorties en satin ou en fourrure nouées sur le côté, les garnitures de renard, vison ou zibeline abondent, portées en boa sur une épaule, en col ou bordures réchauffant les hanches. Ce point de l'anatomie est d'ailleurs l'ancrage des innombrables drapés, traités aussi en broderies perlées pour le soir. A noter l'importance des robes de diner courtes, en lamé, pailletées ou en broderies et le retour des fourreaux.

● Carven : la Chine impériale

Carven s'inspire des costumes de la Chine impériale dans un style structuré, où dominent les effets de turques ceinturées sur jupe ou pantalon. Elles sont très spectaculaires en modèles de crépuscule en 7/8 sur des jupes droites dont les imprimés reprennent les thèmes de cloisonnés et de paravent de Coromandel. Les couleurs, en contrepoint du noir, marient les rouges laque, les jaunes de l'aurore et les verts tendres, tandis que les bleus s'opposent aux mauves.

● Mori : l'élégance fluide

Hanne Mori marie avec élégance les mélanges de tissus et de couleurs dans un style fluide. Ses manteaux-chemises offrent des découpes qui ondulent en hauteur dans des carnières de gris. Les effets de manche sont nombreux et élaborés sur des formes droites de manteaux et tailleurs.

UNGARO : ensemble à veste éditée aux parements noirs et pantalons à pinces rétro du bas en lamé en diagonale noir et blanc de Dormeuil, sur une mousseline de soie imprimée de Gandini à motifs papillons de volants.



(Dessin de Ungaro.)

Ses robes de charme, épaulées, toujours à plis, dénudent parfois une épaule et tombent droit au sol, avec des broderies en tulle, voire des torsades de perles au ras du cou des modèles à manches longues.

● Spook : laine et perles

Per Spook a une conception cohérente et sévère de la mode pour grandes filles toutes simples : la pépouille permettant une garde-robe en cinq pièces détachées. Cette saison, tous ses modèles sont surtailés, couvrant le mollet et se superposent de l'imperméable à la robe de diner. Ainsi, les houppelandes s'ouvrent-elles sur des vestes et grandes jupes-culottes, des hauts en fil métallisé, des débardeurs, bustiers ou chemises qu'il marie aussi à de grandes jupes assorties. Ses « tissus » légers ont moultus (mohair, cachemire, étamine de laine, soie damassée, taffetas laqué, cuir ou daim) s'accrochent dans des harmonies de couleurs, de pierres et de métaux à grandes bandes horizontales.

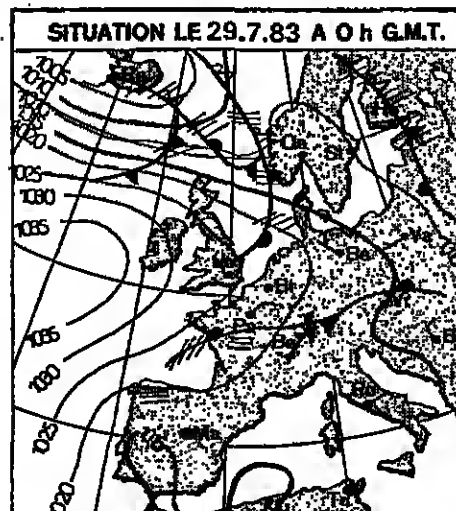
● Grès : effets bicolores

Mina Grès étonne toujours par la perfection de ses modèles dans lesquels il fait bon vivre. Ses manteaux aux lignes douces ont de reposantes épaules naturelles, et des manches montées bas pour permettre le mouvement. Ils s'enroulent autour du corps en corolle à bouton-nage découpé en fanelle grise ou drap bleu sur une robe grisaille, en tailleurs bleu-noir sous de courtes capes bordeaux. Les robes de jersey se nouent aux hanches en mouvement, prévoyant les robes du soir épanchant par la grâce de leurs drapés dénudés.

N. M.-S.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 29 juillet à 0 heure et le samedi 30 juillet à minuit.

L'extension de la dorsale atlantique sur le nord du pays apportera un assèchement relatif et une stabilisation de l'atmosphère. Toutefois, des masses d'air un peu plus humides venant d'Espagne commenceront à remonter sur l'extrême ouest samedi.

Samedi : sur les régions du Sud-Est, le temps sera sec et ensoleillé. Quelques nuages d'instabilité se formeront l'après-midi en Corse. Ailleurs, en fin de nuit et début de matinée, les brumes seront fréquentes. Des brouillards se formeront localement. Puis le soleil sera au rendez-vous et, à la faveur d'une humidité moindre, la chaleur sera plus agréable. Sur le Sud-Ouest toutefois, l'air deviendra plus humide avec formation de nuages élevés près des côtes, gagnant le sud de la Bretagne en soirée. Le vent sera faible partout.

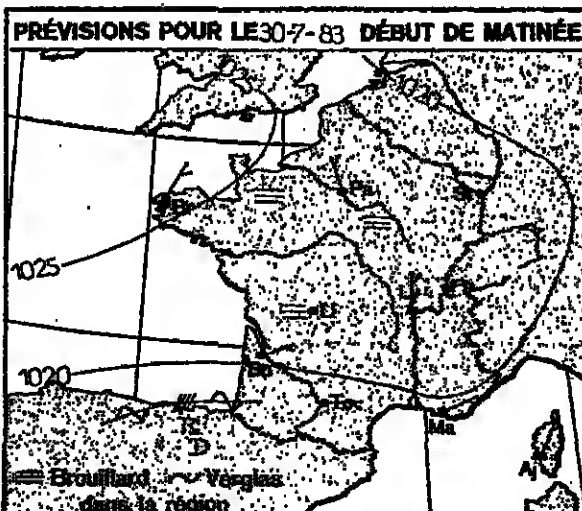
Les températures minimales seront de 14 à 17°C sur la moitié nord, 17 à 22°C au sud. Les maximales atteindront 25 à 30°C en Corse, de 26 à 34°C de la Bretagne à l'Aquitaine, 28 à 32°C en allant de Nord à la Méditerranée.

Sous d'évolution pour dimanche 31 juillet

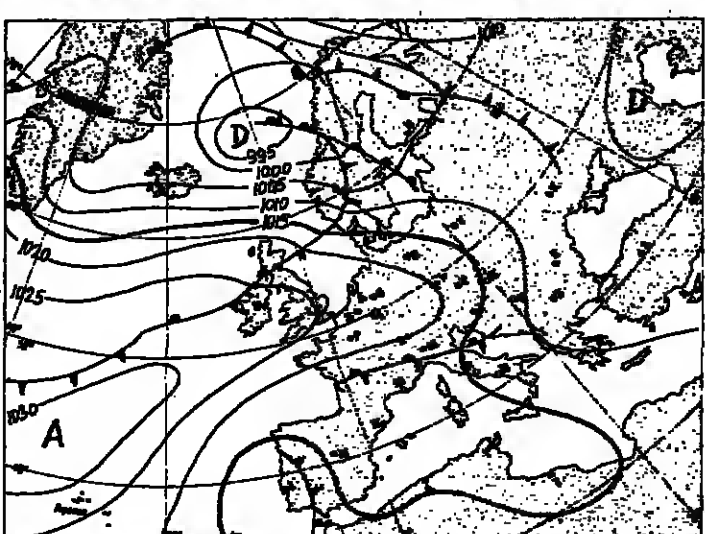
Les hautes pressions qui se sont établies sur la France s'affaibliront progressivement par l'ouest avec l'arrivée d'une perturbation océanique qui sera à l'origine d'une nouvelle aggravation pluvio-orageuse sur notre pays.

Prévisions pour dimanche

Bien temps en début de journée sur l'ensemble avec vents faibles dominants du secteur est. En cours d'après-midi, le ciel se couvrira progressivement près de la Manche et de l'Atlantique avec des pluies qui prendront un caractère orageux le soir de la Bretagne à la Vendée, aux Charentes et aux Landes. Temps



PRÉVISIONS POUR LE 30 JUILLET A 0 HEURE (G.M.T.)



très chaud et orageux sur les Pyrénées. Il fera très chaud sur la moitié est du pays, en particulier de la Méditerranée aux Alpes, à la Bourgogne et à l'Alsace.

Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer à Paris, le 29 juillet à 8 heures : 1 024,3 millibars, soit 768,3 millimètres de mercure.

Températures (la première chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 28 juillet ; le second le minimum dans la nuit du 28 juillet au 29 juillet) :

Ajaccio, 35 et 21 degrés ; Biarritz, 23 et 20 ; Bordeaux, 27 et 18 ; Bourges, 28 et 18 ; Brest, 21 et 14 ; Caen, 17 et 13 ; Cherbourg, 20 et 14 ; Clermont-Ferrand, 30 et 17 ; Dijon, 33 et 20 ; Grenoble, 34 et 18 ; Lille, 24 et 14 ; Lyon, 34 et 20 ; Marseille-Margiane, 34 et 24 ; Nancy, 34 et 18 ; Nantes, 21 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 32 et 24 ; Paris-

Le Bourget, 26 et 16 ; Pau, 24 et 19 ; Perpignan, 34 et 25 ; Rennes, 18 et 16 ; Strasbourg, 33 et 20 ; Tours, 25 et 16 ; Toulouse, 29 et 18 ; Pointe-à-Pierre, 29 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 24 degrés ; Amsterdam, 22 et 14 ; Athènes, 35 et 23 ; Berlin, 25 et 15 ; Bonn, 27 et 15 ; Bruxelles, 23 et 14 ; Le Caire, max. 35 ; Les Canaries, 26 et 20 ; Copenhague, 23 et 13 ; Dakar, 30 et 25 ; Djéba, 33 et 23 ; Genève, 35 et 18 ; Jérusalem, 26 et 17 ; Lisbonne, 30 et 17 ; Londres, 27 et 15 ; Luxembourg, 32 et 15 ; Madrid, 33 et 19 ; Moscou, 25 et 14 ; Nairobi, 25 et 17 ; New-York, 32 et 25 ; Palma-de-Majorque, 33 et 22 ; Rome, 39 et 22 ; Stockholm, 25 et 9 ; Téhéran, 41 et 27 ; Tunis, 42 et 21.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

EN BREF

CHORALES

LES PETITS CHANTEURS DE PARIS. — L'école des Petits Chanteurs de Paris ouvre ses portes à la rentrée de septembre 1983. Elle reçoit dès à présent les inscriptions de garçons de huit à douze ans intéressés par des études générales à horaires am-

negés et des études musicales poussées leur permettant d'appartenir à un chœur de garçons professionnels.
* 3, rue Emile-Alex, 75017 Paris. Tél. : 547-53-53 (le matin) et 572-44-86.

FORMATION

CENTRE DE FORMATION DES JOURNALISTES (C.F.J.). — En complément à l'information parue dans le *Monde* du 21 juillet, le C.F.J. précise qu'il ouvre, à partir de la rentrée prochaine, une section « journaliste-reporter d'images ». La formation, comme pour le régime général, dure deux ans et débouche sur le diplôme du C.F.J. Dans un premier temps, les candidats sont soumis au même examen d'entrée (2 et 3 septembre). Mais, dans le deuxième partie de l'examen, certaines épreuves sont spécifiques.
* Renseignements et inscriptions sur place et jusqu'au 31 août : C.F.J. 33, rue de Louvre, 75002 Paris.

VIE QUOTIDIENNE

PARIS PIÉTON. — Comme chaque année certains sites parisiens exceptionnels seront réservés aux piétons durant le mois d'août.

Du 31 juillet au 31 août : la place de l'Hôtel-de-Ville, la zone piétonne des Halles et de Beaubourg ; le parvis de Notre-Dame et le Pont au Double.

Du 31 juillet au 15 août : du Louvre à la place de la Concorde, à l'exception de l'avenue du Général-Lamontagne empruntée par les bus et de la place du Carrousel ouverte à la circulation en semaine. L'avenue des Champs-Élysées sera complètement dégagée du stationnement des voitures, y compris les contrôlées.

Du 31 juillet au 21 août : le sommet de la butte Montmartre sera réservé aux piétons tous les jours de 15 heures à 2 heures du matin mais la circulation et l'arrêt des véhicules des riverains et des services de secours restent autorisés.

LOTO

TIRAGE N°30
DU 27 JUILLET 1983

9	14	17	18	37	40
NUMERO COMPLEMENTAIRE 33					

	NUMERO DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE POUR 1 F
6 BONS NUMEROS	10	1 180 525,30 F
5 BONS NUMEROS + complémentaire	62	95 203,60 F
5 BONS NUMEROS	2 200	7 835,30 F
4 BONS NUMEROS	153 333	115,40 F
3 BONS NUMEROS	2 688 767	9,50 F

PROCHAIN TIRAGE LE 3 AOÛT 1983

VALIDATION JUSQU'AU 2 AOÛT 1983 APRES-MIDI

Les mots croisés se trouvent page 12.

1277	1278	1279	1280	1281	1282	1283	1284	1285	1286	1287	1288	1289	1290	1291	1292	1293	1294	1295	1296	1297	1298	1299	1300	1301	1302	1303	1304	1305	1306	1307	1308	1309	1310	1311	1312	1313	1314	1315	1316	1317	1318	1319	1320	1321	1322	1323	1324	1325	1326	1327	1328	1329	1330	1331	1332	1333	1334	1335	1336	1337	1338	1339	1340	1341	1342	1343	1344	1345	1346	1347	1348	1349	1350	1351	1352	1353	1354	1355	1356	1357	1358	1359	1360	1361	1362	1363	1364	1365	1366	1367	1368	1369	1370	1371	1372	1373	1374	1375	1376	1377	1378	1379	1380	1381	1382	1383	1384	1385	1386	1387	1388	1389	1390	1391	1392	1393	1394	1395	1396	1397	1398	1399	1400	1401	1402	1403	1404	1405	1406	1407	1408	1409	1410	1411	1412	1413	1414	1415	1416	1417	1418	1419	1420	1421	1422	1423	1424	1425	1426	1427	1428	1429	1430	1431	1432	1433	1434	1435	1436	1437	1438	1439	1440	1441	1442	1443	1444	1445	1446	1447	1448	1449	1450	1451	1452	1453	1454	1455	1456	1457	1458	1459	1460	1461	1462	1463	1464	1465	1466	1467	1468	1469	1470	1471	1472	1473	1474	1475	1476	1477	1478	1479	1480	1481	1482	1483	1484	1485	1486	1487	1488	1489	1490	1491	1492	1493	1494	1495	1496	1497	1498	1499	1500	1501	1502	1503	1504	1505	1506	1507	1508	1509	1510	1511	1512	1513	1514	1515	1516	1517	1518	1519	1520	1521	1522	1523	1524	1525	1526	1527	1528	1529	1530	1531	1532	1533	1534	1535	1536	1537	1538	1539	1540	1541	1542	1543	1544	1545	1546	1547	1548	1549	1550	1551	1552	1553	1554	1555	1556	1557	1558	1559	1560	1561	1562	1563	1564	1565	1566	1567	1568	1569	1570	1571	1572	1573	1574	1575	1576	1577	1578	1579	1580	1581	1582	1583	1584	1585	1586	1587	1588	1589	1590	1591	1592	1593	1594	1595	1596	1597	1598	1599	1600	1601	1602	1603	1604	1605	1606	1607	1608	1609	1610	1611	1612	1613	1614	1615	1616	1617	1618	1619	1620	1621	1622	1623	1624	1625	1626	1627	1628	1629	1630	1631	1632	1633	1634	1635	1636	1637	1638	1639	1640	1641	1642	1643	1644	1645	1646	1647	1648	1649	1650	1651	1652	1653	1654	1655	1656	1657	1658	1659	1660	1661	1662	1663	1664	1665	1666	1667	1668	1669	1670	1671	1672	1673	1674	1675	1676	1677	1678	1679	1680	1681	1682	1683	1684	1685</
------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	--------

SOCIAL

Conflits et revendications

Grève chez Dupré-Engineering. Soixante-douze handicapés physiques, en contrat emploi-formation chez Dupré-Engineering (informatique) à Osny (Val-d'Oise), ont repris le travail, le 28 juillet, après trois jours de grève sans résultat. L'incertitude persiste sur une éventuelle rupture de leur contrat par l'employeur. La direction départementale du travail, saisie, a envoyé un rapport au parquet de Pontoise.

Séquestration du directeur de Lardet-Babcock. Les cinquante employés de Lardet-Babcock (chaudière) à Cherbourg (Manche) ont libéré le 28 juillet au soir leur directeur, qu'ils retenaient depuis le matin, après l'annonce d'une éventuelle mise en chômage technique du personnel pour une durée de cinq mois. Un accord est intervenu pour ouvrir les discussions entre la direction et les employés.

Manifestation contre la restructuration de Pechiney. Environ trois cents personnes ont manifesté le 28 juillet à Saint-Michel - de -

Maurienne (Savoie) à l'appel de l'intersyndicale (C.G.T.-C.F.D.T.-F.O.) pour protester contre l'annonce de restructuration par le groupe Pechiney. Huit cent cinquante cinq postes de travail en France seraient supprimés (dont cent quatre vingt pour la seule vallée de la Maurienne). Deux unités savoyardes (la Praz et la Saussaz) seraient fermées, mais l'unité de Saint-Jean - de - Maurienne serait renforcée.

Manifestation à Levallois contre la fermeture de la Bourse du travail. Quelques centaines de manifestants ont défilé le 28 juillet, à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T., à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine) pour protester contre « le coup de force du maire R.P.R. » qui a décidé d'expulser, le 30 juillet, les syndicats de la Bourse du travail.

M. Patrick Balkany, maire (R.P.R.), a expliqué sa décision par la nécessité de récupérer ces locaux municipaux de la Bourse pour regrouper l'ensemble des services techniques de la ville.

OPÉRATION « CHOMEURS LONGUE DURÉE »

100 000 placements et 80 000 radiations entre novembre 1982 et avril 1983

L'opération en faveur de la réinsertion des chômeurs longue durée inscrite depuis plus d'un an à l'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.) - a abouti au placement de 100 000 personnes et à la radiation de 80 000 autres, ont indiqué, le 27 juillet, les services de l'A.N.P.E.

L'opération avait été lancée en novembre 1982 par M. Jean Le Garrec, alors ministre délégué chargé de l'emploi. Depuis, environ 380 000 demandeurs d'emploi ont été convoqués par l'A.N.P.E. pour un entretien approfondi (entre novembre 1982 et avril 1983, précisément).

68 000 personnes ne se sont pas rendues à ces convocations et, de ce fait, ont été radiées. 12 000 de plus ont été également radiées pour avoir déclaré avoir retrouvé un emploi. Enfin, 5 000 dossiers ont fait l'objet d'une enquête, après entretien, et 500 ont été finalement retenus comme cas de fraude.

Le placement de 100 000 demandeurs, après entretien, s'est fait principalement dans les stages et rarement dans un emploi.

Cette opération, par le biais d'entretiens, devrait s'étendre, a rappelé le ministre de l'emploi, aux demandeurs inscrits à l'A.N.P.E. dès le quatrième mois, puis au douzième mois.

C.E.E.

La Communauté demande des compensations aux restrictions des importations américaines d'aciers spéciaux

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - Conformément aux directives des Etats membres de la C.E.E., la Commission européenne a demandé, le 28 juillet à Genève, dans le cadre du GATT (accord général sur le commerce et les tarifs douaniers) des compensations pour les restrictions imposées par les Etats-Unis aux importations d'aciers spéciaux en provenance des Dix. Au cours de la rencontre qu'il a eue avec la télévision américaine, M. Krenzelke, représentant de la Commission, a indiqué que les

contreparties des Etats-Unis devaient porter sur des concessions tarifaires dans le secteur sidérurgique, pour les produits à haute composition d'acier, dans la chimie et les textiles.

Après avoir rappelé les engagements pris au GATT, à l'O.C.D.E. (organisation pour la coopération et le développement économique) et au sommet occidental de Williamsburg, Bruxelles a développé la thèse selon laquelle les difficultés de l'industrie américaine sont dues à la baisse de la consommation aux Etats-Unis et non pas aux importations. La délégation communautaire a souligné, en outre, le caractère excessif des mesures du 20 juillet, qui viennent s'ajouter à la perception de droits antidumping et compensateurs déjà appliqués à plusieurs entreprises françaises, allemandes et britanniques, présentes sur le marché des aciers spéciaux.

M.S.

BIÈRE IMPURE POUR L'ALLEMAGNE

L'Allemagne fédérale va devoir accepter des bières étrangères. C'est ce qu'a décidé la Commission européenne le 28 juillet. En vertu d'une loi sur la pureté de la bière, qui date de 1516, la R.F.A. refusait toute importation de bières qui ne sont pas fabriquées à base de malt et de houblon purs. Le puissant lobby des brasseries allemandes avait ainsi réussi à se préserver de la concurrence malgré le Marché commun. La Commission de Bruxelles, qui avait engagé une procédure en 1982 contre cette entrave à la liberté des échanges, a donné deux mois au gouvernement de Bonn pour lever cette interdiction.

Stérilisation : la C.E.E. accepte le plan belge. La Commission européenne a donné son accord au gouvernement belge pour un aide de 1,125 milliard de francs français pour la restructuration de Cockatill-Sambre. Les capacités de production de la Belgique seront ramenées à 13 millions de tonnes en 1986. Prés de huit mille emplois devront être supprimés dans l'entreprise wallonne.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ les	+ les	Rep. + ou Dég.	Rep. + ou Dég.	Rep. + ou Dég.	Rep. + ou Dég.	Rep. + ou Dég.	Rep. + ou Dég.
S.E.U.	7,5370	7,5400	+ 120	+ 170	+ 245	+ 320	+ 480	+ 620
S. can.	6,4413	6,4453	+ 137	+ 192	+ 276	+ 356	+ 525	+ 770
Yen (100)	3,2858	3,2878	+ 137	+ 175	+ 285	+ 330	+ 521	+ 524
DM	3,0839	3,0859	+ 171	+ 195	+ 354	+ 390	+ 590	+ 1015
Finl.	2,0887	2,0900	+ 143	+ 168	+ 320	+ 330	+ 793	+ 853
F.R. (100)	15,0151	15,0251	+ 330	+ 500	+ 752	+ 980	+ 1054	+ 2850
F.S.	3,7307	3,7338	+ 228	+ 260	+ 430	+ 482	+ 1260	+ 1340
L. (1 000)	5,6783	5,6735	- 177	- 122	- 342	- 275	- 1451	- 1340
F. franc	12,8557	12,8608	+ 219	+ 311	+ 439	+ 595	+ 946	+ 1281

TAUX DES EURO-MONNAIES											
S.E.U.	9 7/16	9 13/16	9 9/16	9 15/16	9 11/16	10 1/16	10 1/2	10 7/8			
DM	4 11/16	5 1/16	4 11/16	5 1/16	4 3/4	5 1/8	5 1/8	5 1/2			
F.R. (100)	5 5/8	5 5/8	5 5/8	5 5/8	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4			
F.S.	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2			
L. (1 000)	14 3/4	15 3/4	15 1/4	15 3/4	15 3/4	16 1/4	17 3/4	18 1/4			
F. franc	9 1/8	9 5/8	9 1/16	9 13/16	9 1/2	9 15/16	10 1/8	10 1/2			
F. franc	12 1/2	12 7/8	12 1/4	12 5/8	12 1/2	13 1/4	13 3/8	13 3/4			

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

La journée d'action C.F.D.T. dans les banques : un « avertissement » au gouvernement

A l'appel de la C.F.D.T., quelque deux mille employés de banque ont défilé à Paris, jeudi matin 28 juillet, aux cris de « Bérégovny, le travail du samedi, on s'en veut pas », « Assés de concessions aux banquiers, passez au peu aux salariés ». En province, des grèves de deux heures ont également marqué cette journée d'action organisée par la fédération C.F.D.T. du secteur bancaire pour protester contre un abaissement des salaires et l'aménagement des horaires.

Selon la fédération C.F.D.T. des banques, le projet de décret sur l'aménagement du temps de travail dans ce secteur supprimerait des avantages acquis. Ce texte, préparé en application de l'ordonnance de janvier 1982 sur la semaine de trente-neuf heures, remèterait en cause, selon la C.F.D.T., le principe des deux jours de repos consécutifs et, en créant des « amplitudes journalières de dix heures », organiserait le travail six jours sur sept au lieu de cinq jours sur sept. La C.F.D.T. parle à ce sujet de « volontarisme forcé » et de « désorganisation » dès l'instant où le gouvernement accorde l'autorisation générale du travail par relais ou roulements.

Au ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale, on déclarait dès mercredi soir qu'il y avait « malentendu » sur les dispositions envisagées. On soulignait en

effet que le prochain décret ne devrait en aucune manière porter atteinte aux intérêts individuels des salariés et qu'il visait à permettre désormais, aux établissements qui le souhaitent, d'aménager leurs horaires dans l'intérêt du public.

Le ministère faisait observer, en outre, que ce projet n'en est encore qu'au stade de la consultation avec les partenaires sociaux et que la parution d'un décret n'aura lieu qu'après une nouvelle concertation, donc vraisemblablement fin septembre ou début octobre. En tout état de cause, les modalités d'aménagement du temps de travail devront être discutées entre directions et syndicats au sein des établissements, conformément à la loi Auroux.

Interrogée sur ces propos, la fédération C.F.D.T. du secteur bancaire avait estimé qu'ils contenaient « des éléments nouveaux » par rapport à un avant-projet de mai-juin. Elle avait toutefois maintenu ses consignes pour la journée de jeudi, à titre d'« avertissement ». Les autres syndicats ne s'étaient pas joints à l'action de la C.F.D.T., sauf à Valenciennes et à Limoges.

La fédération C.F.D.T. s'est félicitée du succès de cette journée d'action, notamment à Paris, tandis que l'Association française des banques (A.F.B.), organisation patronale, cite le chiffre de 6 % à 7 % de grévistes - la moitié des deux cent cinquante mille salariés du secteur étant, d'autre part, en vacances.

MONNAIES

TOUJOURS L'ENDETTEMENT INTERNATIONAL

POLOGNE : les pays occidentaux vont discuter de l'opportunité de lever les sanctions

Les représentants des seize pays occidentaux créanciers de la Pologne devaient se réunir, vendredi 29 juillet, à Paris, pour examiner la possibilité de reprendre, après un an et demi de suspension, les négociations avec Varsovie sur le rééchelonnement de la dette extérieure polonaise.

A la fin 1982, la dette à l'égard de l'Occident était de 25 milliards de dollars, dont 17,5 milliards étaient des créances garanties par les gouvernements et se montaient à environ 4 milliards de dollars en ce qui concerne les pays socialistes.

Seuls parmi les pays créanciers, les Etats-Unis se sont jusqu'à présent refusés à envisager la levée des sanctions pour des raisons politiques, mettant en avant l'impact négatif de ce qui pourrait être interprété comme un geste d'ouverture envers l'équipe en place à Varsovie. On attend des représentants américains qu'ils fassent clairement connaître, vendredi, leur position.

Pour leur part, les cinq cent une banques internationales créancières de la Pologne n'ont cessé de négocier le rééchelonnement des dettes non garanties avec la banque polonaise Handlowy, et devraient signer à l'automne un accord sur les échéances 1983, faisant suite à celui déjà conclu l'an dernier.

Ainsi que Varsovie avait demandé un remboursement étalé sur vingt ans - une demande jugée exorbitante par les banques - avec un délai de grâce de huit ans des dettes venant à échéance cette année (2,6 milliards de dollars, dont 1,5 milliard en principal), les banques internationales ont fait, lors d'une réunion qui s'est tenue à Vienne la mi-juillet, une contre-proposition consistant à porter à dix ans la période de remboursement (contre sept ans et demi pour l'accord de 1982), de 95 % du principal et à raccourcir de près de 60 % à 65 % de la charge des intérêts courants.

BRÉSIL : nouvelles difficultés avec le F.M.I. ?

Une nouvelle mission du Fonds monétaire international (F.M.I.) se rendra, dans la première semaine de

mois d'août, au Brésil, afin d'examiner les prévisions économiques faites par les autorités brésiliennes pour l'année 1984. L'A.F.F. rapporte que la mission cherchera en fait à recueillir des « informations complémentaires » avant de débiter effectivement la deuxième tranche - égale à 411 millions de dollars - prévue par l'accord de confirmation portant sur 4,5 milliards de dollars conclu en février de cette année, et cela malgré l'accord de principe intervenu le 18 juillet et selon lequel la deuxième tranche en question serait enfin mise à la disposition du Brésil. Telle est en tout cas, selon l'agence française de presse, l'opinion des milieux bancaires brésiliens même si le gouvernement de Brasilia s'efforce de minimiser la portée de la nouvelle mission du F.M.I.

Ajoutons que le Brésil voudrait obtenir un nouveau prêt d'au moins 3 milliards de dollars des banques internationales. Selon d'autres informations que démenties le ministre du Plan, M. Delfim Netto, le F.M.I. subordonnerait le versement des fonds au vote par le Parlement du projet de loi visant à atténuer considérablement le mécanisme d'indexation des salaires (le Monde du 16 juillet). Le Brésil a procédé jeudi à une nouvelle dévaluation de 2 % du cruzeiro, ce qui porte à 140,6 % depuis le début de l'année le taux de dépréciation de la monnaie brésilienne par rapport au dollar. La dévaluation est de 234,9 % pour les derniers douze mois, comparés à une inflation de 127 %.

ÉQUATEUR : rééchelonnement de la dette extérieure

Les treize pays occidentaux créanciers de l'Équateur réunis mercredi 27 et jeudi 28 juillet au sein du club de Paris, ont accepté de rééchelonner une partie de la dette extérieure équatorienne. L'accord fait l'objet d'un communiqué officiel.

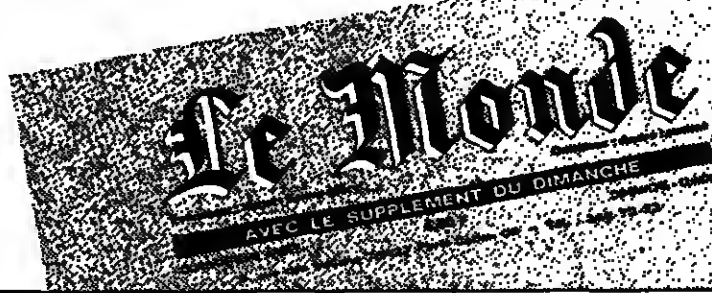
L'accord de refinancement porte sur la quasi-totalité des dettes garanties venant à échéance du 1^{er} juin 1983 au 31 mai 1985, soit 269 millions de dollars sur une dette extérieure totale évaluée à 6,3 milliards de dollars. Le texte officiel précise que le délai de paiement est de huit ans avec une période de grâce de trois ans. L'Équateur avait demandé un délai de dix ans assorti d'une période de grâce de trois ans. Les pays créanciers, li-on dans le communiqué, ont été « sensibles » aux efforts de redressement entrepris par le gouvernement de Quito.

SAMEDI DIMANCHE

- AMÉRIQUE LATINE : Bolivar, nous voici...
- CANADA : Maria Chapdelaine grand-mère indigne du Québec
- ITALIE : L'armée en « série c ? »
- HISTOIRE : Sanglant pays du matin calme
- SCIENCES : Bacilles et bactéries en enfer... et pourtant elles vivent
- SYNDICATS : La stratégie de la tension

Et, avec « Le Monde Dimanche » de l'été, quatre pages de radio et de télévision

Chaque week-end une nouvelle lecture de l'actualité.



L'HEBDOMADAIRE INTERNATIONAL DE L'EUROPE

The Economist

Raymond Barre : France's next president ?

This week The Economist looks at the changing political fortunes of Raymond Barre and asks if he will lead the right to victory in the next presidential election.

EN VENTE DEMAIN CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

TOURISME

Coup de pouce de 180 millions de francs en 1984

Un secteur économique enfin pris au sérieux

Un comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) s'est tenu le 27 juillet sous la présidence du premier ministre.

A son ordre du jour figuraient trois grandes têtes de chapitre : le tourisme et

l'aménagement du territoire, thème que présentait M^{me} Edith Cresson, ministre du commerce extérieur et du tourisme, la politique de développement et de protection des zones de montagne, au vu du rapport de M. Louis Bes-

son, député (P.S.) de Savoie (le Monde du 28 juillet) et les avant-projets de contrats de plan sous la tutelle de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé du Plan.

Ce CIAT est, pour le tourisme français, à marquer d'une pierre blanche. Certes, les mesures qui ont été publiées à l'issue de ce comité, sont d'importance inégale. On trouve en effet accolées des décisions remontant à décembre 1982 (par exemple les prêts à 11,75 % pour les hôtels une et deux étoiles), des mesures nouvelles (la mise sur pied d'un réseau d'observations statistiques et économiques) et des vœux (l'assouplissement des conditions du chèque-vacances). D'autre part, les professionnels comme l'administration attendaient depuis un an qu'un comité interministériel officialise des textes et des subventions en instance. Ces réserves posées, il convient de saluer le premier CIAT où le tourisme se taille une part de lion : puisque 180 millions de francs lui seront affectés par l'Etat en 1984. Pourquoi ce coup de pouce à un secteur économique qui a dégrégé, en 1983, 12 milliards de francs de solde positif pour la balan-

ce des paiements et qui était, jusqu'à cette année, un des rares domaines en croissance ? Parce que, a expliqué M^{me} Edith Cresson, « le tourisme ne peut plus être traité comme par le passé. Il ne croît pas tout seul et a donc besoin d'être soutenu et adapté ».

Pour « soutenir et adapter » le développement des activités touristiques, pour accroître « considérablement » les gains en devises, le gouvernement a donc arrêté les mesures suivantes :

● La mise en place d'outils modernes d'analyse. — Une convention sera passée entre le secrétariat d'Etat au tourisme et l'INSEE pour rassembler les éléments statistiques du tourisme national (flux, structures des dépenses, type de consommation touristique). Le ministère de l'Industrie et de la Recherche sera associé à un programme de recherche sur l'informatique et la télématique touristiques.

● Une meilleure information du public. — La campagne « L'été français » sera reconduite en 1984, et notamment le standard téléphonique « Info-vacances », qui a reçu 150 000 appels en quelques semaines et l'opération « Camping Info », qui guidera les campeurs-caravaniers sur l'ensemble du territoire.

● Promouvoir une politique de produits touristiques. — Dans trois domaines, la France possède des atouts qui sont mal mis en valeur : le thermalisme, le tourisme fluvial et le tourisme industriel. La politique de « contrats de stations thermales » sera poursuivie dans le Sud-Ouest et

le Massif Central. L'Etat passera des contrats avec une dizaine de régions pour développer le tourisme fluvial. Un plan sera élaboré en faveur du tourisme industriel.

● Favoriser l'hébergement des vacances. — Sous ce chapitre, les documents du CIAT se contentent de rappeler la nécessité économique et sociale de mieux répartir dans le temps les vacanciers qui s'obstinent à partir, pour 85 %, aux mois de juillet et d'août. Aucune mesure nouvelle n'est annoncée.

● La démocratisation de l'accès aux vacances. — Il sera proposé au Parlement, dans le cadre de la loi de finances de 1984 que le plafond d'imposition au-delà duquel le chèque-vacances n'est plus attribué soit porté de 1 130 F à 5 000 F. La durée de l'épargne imposée aux salariés pour acquiescer ce chèque-vacances sera réduite de huit à quatre mois.

● Améliorer la formation professionnelle. — Un groupe de travail permanent sera constitué avec le concours des professionnels, des syndicats, des salariés et des administrations afin d'élaborer un plan à moyen terme d'adaptation de la formation professionnelle aux besoins du tourisme.

● La valorisation du patrimoine d'hébergement touristique. — Un régime incitatif de prêts (11,75 %) à la modernisation et à la création de gîtes a été décidé. Ce régime est étendu à l'acquisition et à la modernisation des hôtels une et deux étoiles. Le gouvernement aidera les régions qui souhaitent accélérer la modernisation des auberges de tou-

risme rural. En matière d'hébergement de plein air, des mesures faciliteront le développement du camping chez l'habitant et la mise au point de types nouveaux d'hébergements légers. Un projet de loi précisant le statut de la multipropriété sera présenté au conseil des ministres avant la fin de l'année. Au cours du IX^e Plan, vingt à vingt-cinq « contrats de stations littorales », vingt à vingt-cinq « contrats de stations de montagne » et cent à cent vingt « contrats de pays » pourront être conclus.

● Des structures administratives centrales et régionales mieux adaptées. — La proposition de loi déposée par le sénateur Marc Beauf et adoptée par le Sénat sera inscrite prochainement à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale pour restructurer l'organisation régionale du tourisme.

Parmi les autres sujets abordés par le CIAT, on notera :

— Les avant-projets de contrat de plan : le CIAT a examiné les propositions des régions auxqueltes le gouvernement va répondre.

— Le schéma directeur du développement des instituts universitaires de technologie (I.U.T.) : chaque année, pendant la durée du IX^e Plan, la capacité des I.U.T. sera accrue de mille places supplémentaires. Trente filières seront créées.

— Décentralisation tertiaire : le plan de localisation du C.N.R.S. prévoit de mieux ventiler les sciences de l'homme dans l'ensemble de la France.

ALAIN FAUJAS.

TRANSPORTS

Hoverspeed refuse d'exploiter l'aéroglossier français N-500

La compagnie Hoverspeed, qui assure l'exploitation d'aéroglossiers sur la Manche, a annoncé, le 27 juillet, sa décision de ne pas intégrer à sa flotte un aéroglossier français appartenant à la S.N.C.F., le N-500 Jean-Bertin.

Après la fusion, en 1981, des deux autres entreprises assurant des liaisons par aéroglossiers à travers le détroit du pas de Calais, la britannique Seaspeed et la suédoise Hoverspeed, la S.N.C.F., qui exploitait une unique machine de ce type entre la France et la Grande-Bretagne, avait souhaité s'associer au groupe ainsi constitué. Hoverspeed (ainsi se dénomma la nouvelle société) accepta la proposition et offrit 10 % de son capital à la S.N.C.F. en échange de l'apport de son N-500, à condition que la partie française consente à divers travaux de mise en conformité du bâtiment aux exigences de l'exploitation.

La S.N.C.F. accepta ce marché et fit pour 35 millions de francs de travaux sur le Jean-Bertin. Mais une clause du contrat souscrit avec le groupe anglo-suédois prévoyait que Hoverspeed réservait sa décision fi-

nale sur l'emploi du N-500 jusqu'à la fin d'une période probatoire de six mois d'exploitation.

Celle-ci vient juste de se terminer, et Hoverspeed a aussitôt rendu son verdict. Le Jean-Bertin a des « performances techniques inacceptables », estime la société qui fait par ailleurs état d'un « manque de fiabilité de l'appareil ». Son directeur technique, M. Peter Verbury, a déclaré que, « en dépit de l'amélioration des qualités de navigabilité et de maniabilité du N-500 depuis la fin du programme de modification technique », l'appareil « présente encore un niveau très élevé de vibrations, causées par le système de coussins d'air à haute pression ».

La S.N.C.F. est surprise par une décision sur laquelle elle voudrait bien voir revenir Hoverspeed. Elle affirme que le N-500 répond aux exigences définies dans le contrat d'association. Et elle fait valoir que l'arrêt de l'exploitation du Jean-Bertin, inévitable s'il n'intègre pas la flotte de Hoverspeed, se traduirait par une perte de cent emplois de navigants et de techniciens.

URBANISME

M. Pesce (P.S.) présente ses projets pour la réhabilitation des banlieues

Réintégrer les quartiers dégradés et leurs habitants dans les villes dont ils forment les banlieues est la priorité de la commission nationale pour le développement social des quartiers. M. Rodolphe Pesce, maire (P.S.) de Valenciennes, nommé le 13 juillet dernier à la présidence de cette commission, l'a réaffirmé le jeudi 28 juillet à Paris lors de son premier contact avec la presse.

Il s'est fixé cinq tâches prioritaires. Les vingt-trois opérations déjà engagées par son prédécesseur, M. Hubert Dubedout, seront poursuivies et d'autres devraient être lancées dès cette année. Dans le cadre du IX^e Plan, M. Pesce mettra en place la régionalisation de la commission et aidera les collectivités locales à conclure des contrats Etat-

régions pour la réhabilitation des quartiers les plus dégradés. Il a précisé, d'autre part, qu'il entendait travailler en liaison avec la commission Bonnemaison chargée des problèmes de sécurité.

Interrogé sur les moyens financiers de sa mission, M. Pesce a indiqué qu'il espérait obtenir davantage que les 200 millions de francs alloués en 1983 sans pour autant pouvoir donner de précisions. Il a cependant déclaré que « le gouvernement devrait traduire dans les faits la volonté exprimée par le président de la République de considérer la réhabilitation des banlieues comme un grand projet du septennat ».

O. S.

(Publicité)
Spécialiste en commercialisation immobilière
RECHERCHE
Promoteur désirant vendre programme immobilier de 45 à 60 logements en quatre mois. Région Côte d'Azur.
Honoraires de commercialisation élevés.
Ecrire Journal le Monde, n° 8970
6, rue des Italiens, 75009 Paris



Finance pour l'industrie

SYNTHÈSE DU BILAN AU 31 MARS 1983
(chiffres en milliards de livres)

ACTIF		PASSIF																									
Crédits (y compris les gestions spéciales)	20.643	Emprunts	21.262																								
Titres reçus pour les créances transférées à la Cassa Depositi e Prestiti		Divers	3.907																								
Participations	2.021	Obligations convertibles	500	Immeubles	540	Capital appelé	500	Divers	247	Réserves	741		3.338	Bénéfice net de l'exercice	145		27.805		27.805	Hors bilan: engagements reçus et comptes d'ordre	19.278	Hors bilan: engagements donnés et comptes d'ordre	19.278		47.083		47.083
Immeubles	540	Capital appelé	500	Divers	247	Réserves	741		3.338	Bénéfice net de l'exercice	145		27.805		27.805	Hors bilan: engagements reçus et comptes d'ordre	19.278	Hors bilan: engagements donnés et comptes d'ordre	19.278		47.083		47.083				
Divers	247	Réserves	741		3.338	Bénéfice net de l'exercice	145		27.805		27.805	Hors bilan: engagements reçus et comptes d'ordre	19.278	Hors bilan: engagements donnés et comptes d'ordre	19.278		47.083		47.083								
	3.338	Bénéfice net de l'exercice	145		27.805		27.805	Hors bilan: engagements reçus et comptes d'ordre	19.278	Hors bilan: engagements donnés et comptes d'ordre	19.278		47.083		47.083												
	27.805		27.805	Hors bilan: engagements reçus et comptes d'ordre	19.278	Hors bilan: engagements donnés et comptes d'ordre	19.278		47.083		47.083																
Hors bilan: engagements reçus et comptes d'ordre	19.278	Hors bilan: engagements donnés et comptes d'ordre	19.278		47.083		47.083																				
	47.083		47.083																								

Après les décisions de l'Assemblée des Participants du 13 juillet 1983 sur la répartition du bénéfice de l'exercice, les réserves ont augmenté de 119,2 milliards de livres. Le bilan de l'exercice a été certifié par les réviseurs comptables Arthur Andersen and Co. s.a.s.

ISTITUTO MOBILIARE ITALIANO

Organisme de droit public
Siège central: ROME (Italie) - Viale dell'Arte, 25

Bureaux de représentation à l'étranger: LONDRES EC 4R OBE, 8 Laurence Pountney Hill - WASHINGTON 20036 D.C., 21 Dupont Circle, The Euram Building - BRUXELLES 1050, 67 rue de la Vallée, BTE 7 - MEXICO 06500 D.F., Paseo de la Reforma 195, Despacho 1301 - ZURICH 8022, Glärnischstrasse 30, Postfach.

Bureaux régionaux en Italie: Milan, Turin, Gènes, Padoue, Venise, Bologne, Florence, Rome, Naples, Bari, Catane.

Capital appelé et réserves: 1.359,8 milliards de livres
Provisions pour risques: 749,5 milliards de livres

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES
ENTREPRISE NATIONALE DE SERVICES AUX PUIES
DIRECTION DES OPÉRATIONS SPÉCIALES
AVIS DE PROLONGATION DE DÉLAIS
L'E.N.S.P./Direction des Opérations spéciales - 2, rue du Capitaine-Azzoug - Côte Rouge - Hussein-Dey - Alger.
Informez les Sociétés concernées que l'Appel d'Offres international n° 002/83 pour la fourniture de : Produits additionnels pour ciment pétrolier, dont la date de clôture était initialement prévue au 16 JUILLET 1983 est prorogée de 15 jours à compter de la publication du présent avis.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UNIBAIL

Au 30 juin 1983, le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 300,3 millions de francs contre 298,7 millions de francs au 30 juin 1982. Le montant hors taxes des commandes reçues à 342,5 millions de francs contre 482 millions de francs ; le carnet de commandes était de 765,8 millions de francs contre 756,3 millions de francs.

Pour les activités aéronautiques, le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 199,1 millions de francs contre 199,3 millions de francs, le montant hors taxes des commandes reçues à 178,5 millions de francs contre 310,4 millions de francs.

Pour l'activité informatique et instrumentation, le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 101,2 millions de francs contre 99,4 millions de francs, le montant hors taxes des commandes reçues à 164 millions de francs contre 171,6 millions de francs.

Consolidé pour la société mère et ses filiales, le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 334,7 millions de francs contre 326,7 millions de francs.

PIERRE JOHANETTE
informe sa clientèle exclusive de la création prochaine d'une gamme de produits nouveaux avec des conditions de vente et de services accrues, dans le cadre du développement continu d'une ligne plus complète, au plus haut niveau.

Paris (17^e) 5, rue des Acacias
Compagnie Internationale de Commerce
Bureaux: Paris, Montevideo 708

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS Comptant 28 JUILLET

PARIS

28 juillet

Ventes bénéficiaires

Après avoir accumulé plus de 60 % de gain en l'espace de six séances, toutes marquées par une avance plus ou moins prononcée des cours, la Bourse de Paris a éprouvé, jeudi, le besoin de souffler un peu et d'ajuster le tir. Des ventes bénéficiaires se sont produites, qui ont surtout affecté de grosses valeurs comme Crenosol, C.S.F., Esso ou Peugeot. Mais elles n'ont pas été trop mal absorbées dans l'ensemble et à la clôture l'Indicateur instantané accusait un repli limité à moins de 1 % (- 0,94 %).

Simple correction technique? En

Simple correction technique? En majorité les professionnels l'affirment. Phénomène bien normal et demeurant et d'autant plus compréhensible qu'il survient en fin de mois avec les habituelles ventes au comptant qui se produisent à ce moment-là.

Tous les facteurs étaient par conséquent réunis pour favoriser le déclenchement d'un mouvement de baisse. Le plus surprenant est que le marché ait aussi bien résisté, l'ampleur du décalage observé provenant surtout de l'effacement de quelques gros titres pesant assez lourd dans le calcul des indices.

La confirmation par le premier ministre d'un recours à l'impôt pour boucher les trous de la S.S. et autres organismes d'aide sociale, impôt progressif et assis sur la totalité des revenus y compris ceux de Bourse, n'a pas ému la communauté boursière outre mesure. « C'était inscrit dans les astres », assurait un gérant de portefeuilles.

Légère détente sur la devise-titre dont le prix a varié entre 10,64 F et 10,68 F contre 10,58 F - 10,73 F (record absolu) la veille.

Stabilité de l'or à Londres : 426 dollars l'once contre 426,25 dollars jeudi en fin d'après-midi. A Paris, le lingot a encore progressé de 800 F à 108 600 F. D'abord en repli à 695 F, le napoléon s'est redressé jusqu'à 701 F (contre 698 F).

LA VIE DES

NEW-YORK

Nouvelle hausse

avoir vainement tenté de :

ser après l'accident de la casbah, Wall Street a, jeudi, très vite replongé et l'indice des industriels, un moment remonté à 1 236,58, s'est établi en clôture à 1 216,34. Les valeurs étrangères ont été plus favorables, le franc suisse, le plus apprécié, a été franchement haussier. Sur 1 941 valeurs traitées, 1 226 ont baissé, 382 seulement ont monté et 333 n'ont pas varié.

Cette fois, I.B.M. et son «Peanut» n'étaient pas en cause. L'avertissement lancé par M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, sur le danger présenté par la montée de la demande de crédits privés parallèlement aux énormes besoins de financement du gouvernement, a, fort heureusement, ravivé les craintes d'un renchérissement des taux d'intérêt.

Avec les incertitudes sur les possibilités

Comme la veille, les ventes ont surtout affecté les valeurs technologiques. Mais le secteur des transports a lui aussi souffert, en liaison avec la décision de Delta Airlines de supprimer son dividende.

L'activité a cependant diminué assez sensiblement et 78,41 millions de titres ont changé de mains contre 99,29 millions la veille.

VALEURS	Cours du 27 jan.	Cours du 28 jan.
Alena	42	40 1/2
A.T.T.	80 5/8	80 3/4
Boslog	45 1/4	44 3/10
Chase Manhattan Bank	50	48 3/8
De Pont de Nemours	49 1/8	48 3/4
Eastman Kodak	71 1/8	71 3/8
Exxon	36 1/8	36 1/4
Ford	62 7/8	60 5/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

I.C.I. — Premier groupe industriel privé outre-Manche, le géant de la chimie britannique amorce pour le premier semestre un doublement des profits par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Le bénéfice avant impôt passe de 143 à 298 millions de livres. Après impôt, le résultat s'élève à 196 millions de livres contre 99 millions. Le bénéfice attribuable, pour sa part, est de 187 millions de livres contre 86 millions. Le chiffre d'affaires mondial pour la période sous revue progresse de 15 % à 1,1 milliards de livres. L'augmentation des ventes en volume est de 8 %. La différence, soit 7 %, provient des gains de changes réalisés avec la hausse de la livre sterling.

NIPPON KOGAKU. — Cette société japonaise, fabriquant des appareils photographiques Nikon, annonce une baisse de 9,6 % de son bénéfice net consolidé pour l'exercice écoulé, qui s'établit à 11,2 millions de dollars pour un chiffre d'affaires consolidé accru de 13 % à 659,9 millions de dollars.

MIDLAND BANK. — Au nombre des quatre plus grandes banques de dépôt britanniques, l'établissement a dégagé pour le premier semestre un bénéfice avant impôt en augmentation de 43 % à 136,4 millions de livres (contre 95,1 millions au 30 juin 1982). Ce résultat est supérieur à celui enregistré. La banque va augmenter son capital à 154,6 millions de livres en émettant à 350 pence une action nouvelle pour quatre anciennes. Le dividende intérimaire est majoré : 11 pence contre 8 pence.

XEROX. — Le bénéfice net du groupe pour le premier semestre s'élève à 282 millions de dollars contre 271 millions en 1982 à pareille époque.

NEC. — Pour l'exercice clos le 31 mars, le groupe annonce un bénéfice net de 33,03 milliards de yens (+ 18,3 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15,2 % à 144,3 milliards de yens.

INDICES QUOTIDIENS		
(INSEE, base 100 à 31 déc. 1982)		
	27 juil.	28 juil.
Valeurs françaises	132,6	131,8
Valeurs étrangères	156,4	157,9
C- DES AGENTS DE CHANGE		
(Base 100 à 31 déc. 1982)		
	27 juil.	28 juil.
Indice général	130,9	130

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE		
Effets privés du 29 juillet 127/8 %		
COURS DU DOLLAR A TOKYO		
	28 juil.	29 juil.
1 dollar (en yens)	240,90	241,30

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous sépare de nos dernières éditions, nous pourrions être en retard. Dans ce cas ceux-ci figurent en

VALEURS	% de base	% du comptant	VALEURS	Cours offic.	Dernier compt.	VALEURS	Cours offic.	Dernier compt.	VALEURS	Cours offic.	Dernier compt.	VALEURS	Cours offic.	Dernier compt.
---------	--------------	------------------	---------	-----------------	-------------------	---------	-----------------	-------------------	---------	-----------------	-------------------	---------	-----------------	-------------------

[illegible]

Marché à terme

[illegible]

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	TAUX QUOTIDIEN				MONNAIES ET DEVISES	COURS PERIODE	COURS 28/7
	COURS PERIODE	COURS 28/7	Achat	Vente			
Etats-Unis (51)	7 086	20 851	7 680	8 050	Or fin (en barre)	10800	108500
Canada (50 ans.)	300 330	300 330	300	370	Or fin (en barre)	107600	108600
Belgique (100 fl.)	15 026	15 030	14 500	10 500	France (100 francs)	406	406
Pays Bas (100 fl.)	268 850	255 993	255	276	Pièces françaises (10 fr.)	408	403
Danemark (100 kr.)	83 590	83 590	90	98	Pièces suédoises (20 kr.)	845	746
Norvège (100 kr.)	105 550	107 370	98	106	Pièces italiennes (20 li.)	686	608
Autriche (100 sch.)	12 036	12 061	1 800	12 400	France (5 francs)	416	420
Grèce (100 dracmes)	8 280	8 307	2 450	10 250	Pièces de 10 dollars	4300	4300
Italie (1 000 lire)	6 077	5 074	4 867	0 300	Pièces de 10 dollars	2100	2080
Suède (100 kr.)	372 800	372 590	361	382	Pièces de 50 pence	1260	1260
Suisse (100 fr.)	101 530	102 280	96	103	Pièces de 50 pence	4296	4290
Portugal (100 esc.)	42 750	42 785	800	62 400	Pièces de 10 florins	684	690
Espagne (100 pes.)	5 294	5 294	5 250	5 650			
Portugal (100 esc.)	0 550	0 580	8 850	8 250			
Canada (50 ans.)	0 357	0 388	6 220	5 540			
Japan (100 yen)	3 273	3 278	3 200	3 280			

TRANSPORTS


H. ... refuse d'expliquer
l'adversaire français H. ...

1977-1978

Le P.S. présente ses projets
pour la réhabilitation des banlieues

AFFAIRE DE CONSTRUCTION DE DELAIS

ANALYSE DES SOCIÉTÉS



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

1. ISLAM : « Une vision idéologique », par Megdi Sami Zaki ; « Une vie jalonnée d'appels prophétiques », par Michel Mayet.
2. LU : « Soliman la Magnifique », d'André Clot.

ÉTRANGER

3. EUROPE
 - Après le coup de force armé.
 - R.F.A. : les « impressions de voyage », de M. Strauss en R.O.A. lui valent d'acides critiques à droite.
4. PROCHE-ORIENT
 - Double rebondissement au Liban.
4. AMÉRIQUES
4. AFRIQUE
5. ASIE
 - CORÉE DU SUD : « Trente ans de paix armée » (III), par R.-P. Parigot.
 - SRI-LANKA : les mouvements séparatistes tamouls sont interdits.

POLITIQUE

6. La fin du voyage de M. Lemoine aux Antilles.
7. La lutte contre les incendies de forêt.
8. EDUCATION : l'incision du grand public à l'indépendance.
16. MODE : cinq jours en haute couture.
17. SPORTS.

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

9. L'université d'été homosexuelle à Marseille.
10. La montagne superstar.
11. Gastronomie : philatélie ; hippisme.
12. Jeux.

CULTURE

13. LA ROUTE DES FESTIVALS : Avignon : un entretien avec M. Faivre d'Arcy ; Beyrouth.
- La Mission de la culture de La Rochelle.
15. COMMUNICATION.

ÉCONOMIE

18. ÉNERGIE : E.D.F. envisage le déclassement accéléré de nombreuses centrales thermiques.
19. SOCIAL : opération « chômeurs longue durée ».
20. TOURISME : coup de pouce de 180 millions de francs en 1984.

- RADIO-TÉLÉVISION (15)**
INFORMATIONS
 « SERVICES » (16) :
 « Journal officiel » ; Loto ; Météorologie.
 Annonces classées (17) ;
 Carret (17) ; Programmes des spectacles (14) ; Mots croisés (12) ; Marchés financiers (21).

LA CAMPAGNE PACIFISTE EN FRANCE

Les mouvements indépendants du P.C.F. se réuniront les 6 et 7 août au Larzac

L'approche de l'échéance d'installation de nouveaux missiles américains en Europe de l'Ouest, prévue pour la fin de l'année, dans l'hypothèse où la négociation américano-soviétique de Genève échouerait, entraîne un regain de mobilisation des mouvements qui se consacrent à la dénonciation du risque de guerre nucléaire. Le plateau du Larzac, demeuré, depuis 1973 et après l'annulation, en 1981, du projet d'extension du camp militaire, le symbole de la lutte antimilitariste, sera, cette année comme les précédentes, le lieu d'un rassemblement, ouvert aux mouvements pacifistes européens non liés aux partis communistes et dont la convention de Berlin-Ouest avait marqué, en mai dernier, la volonté d'agir en commun.

Le thème du rassemblement organisé, les 6 et 7 août, au Larzac, est le « gel nucléaire ». Pour les organisateurs (Paysans du Larzac, Mouvement rural de la jeunesse chrétienne, P.S.U., Comité pour le désarmement nucléaire en Europe - qui regroupe des mouvements pacifistes, écologistes et d'extrême gauche - avec le soutien des mouvements européens indépendants, de l'association C.E.D.T. Midi-Pyrénées et de la Confédération nationale des syndicats de travailleurs-paysans, de la Convention communiste et des Verts), le mot d'ordre de « gel nucléaire » est « une étape vers un réel désarmement ». S'inspirant de la Freeze Campaign, qui, aux États-Unis, propose de bloquer, du côté soviétique et du côté américain, l'expérimentation, la production et le déploiement d'armes nucléaires nouvelles, les pacifistes du Larzac demandent que la France suspende les essais de Mururoo, l'expérimentation de la bombe à neutrons et de la bombe à air moyen portée, ainsi que le programme de modernisation de sa force stratégique. Une telle décision, estiment-ils, permettrait à la France de jouer un rôle actif dans la recherche de formes de sécurité autres que celle qui repose sur la dissuasion nucléaire, qu'ils jugent dangereusement instable.

La C.F.D.T. Midi-Pyrénées ne partage pas cette orientation, qu'elle laisse à « la responsabilité des organisateurs » du rassemblement. Elle rappelle que l'« appareil nucléaire », qui assure à la France « une certaine liberté de décision », n'est remis en cause par « aucune organisation politique » et que la « dénucléarisation de l'Europe », objectif adopté par les mouvements européens indépendants, laisserait la partie occidentale de ce continent « sous la seule « protection » des SS-20 soviétiques ». L'union régionale C.F.D.T. appelle, néanmoins, ses adhérents et ses sympathisants à participer aux débats prévus, au Larzac, autour des thèmes suivants : les perspectives du mouvement de paix en Europe ; peut-on lancer une campagne pour le gel nucléaire en France et dans le monde ? Quelles politiques de défense sont possibles si l'on renonce à l'actuelle politique de dissuasion nucléaire ? Face aux

blocs, quelle politique internationale et quelles actions pour favoriser l'émancipation des peuples ?

Le P.S.U., formation associée au gouvernement, est, lui aussi, prudent quant à la proposition de « gel ». Il s'agit, explique M. Serge Depaquit, secrétaire national, dans l'« enquête hebdomadaire du P.S.U. » (daté 13-20 juillet), d'un « mot d'ordre qui permet de rassembler des forces n'ayant pas toutes la même point de vue sur l'ensemble des problèmes posés par la course aux armements » et d'une proposition dont il convient de débattre. Selon M. Depaquit, l'« Ours » devrait, comme première mesure, accorder un délai supplémentaire à l'installation des Pershing et des Cruise, afin de décaler le temps nécessaire à la création d'un « cadre », où pourraient se dérouler d'authentiques négociations, tandis que « l'Est, pour sa part, devrait entreprendre le démantèlement des missiles SS-4, SS-5, SS-20, pointés sur l'Europe ».

Parmi les orateurs qui doivent prendre la parole au meeting de clôture du rassemblement, le 7 août, figurent MM. Wim Bartels, secrétaire international du Conseil international néerlandais pour la paix ; Oscar Lafontaine, représentant du parti socialiste (S.P.D.) d'Allemagne de l'Ouest, Severin Blumstaj, représentant du bureau de coordination de Solidarité à l'étranger, et Emmanuel Maffre-Baugé, syndicaliste viticole, élu sur la liste du P.C.F. à l'Assemblée européenne.

Simultanément, le mouvement international Jéne pour la vie, dont le siège est à San Francisco, prévoit de lancer « un jeûne de durée indéterminée », aux plusieurs pays, le 6 août, date anniversaire du lancement de la première bombe atomique sur Hiroshima. Quatre personnes doivent entreprendre ce jeûne, en France, parmi lesquelles M. Solange Fournier, qui avait dirigé la liste écologiste lors de l'élection européenne de juin 1979. Ces jeûneurs ont adressé à M. François Mitterrand, au mois de juin, une lettre, dans laquelle ils demandent, eux aussi, un « gel » des armements nucléaires et la signature, par la France, d'un traité de non-prolifération nucléaire.

De côté des mouvements proches des grands partis politiques, c'est-à-dire, essentiellement, du P.C.F., des actions sont prévues pour l'automne. Le Mouvement de la paix entretient l'« arsenal » des « États-généralistes pour le désarmement », auxquels il invite, au niveau départemental ou régional, les partis et les syndicats. La semaine de l'O.N.U. pour le désarmement sera l'occasion de manifestations organisées par le Mouvement de la paix dans plusieurs grandes villes, tandis que les animateurs de l'Appel des cent ont décidé une campagne de sensibilisation de l'opinion publique, grâce, notamment, à un train spécial, qui passera dans une dizaine de grandes villes.

VOISINAGE ET VIOLENCE

La mort de Moktar Boireau

Racisme, voisinage insupportable, coup de folie ? Un jeune Guinéen de vingt-six ans, Moktar Boireau, a été tué à coup de fusil, le 27 juillet, par un de ses voisins, un retraité d'origine haïtienne, Alexis Baranoff. Le meurtre a été écroué.

Rue des Vignoles, dans le vingtième arrondissement, c'est l'heure du café. Un seul commerce est ouvert, au 95. Son propriétaire est un Yougoslave installé depuis seize ans dans le quartier. Il était là, mercredi à 8 heures du matin, quand Moktar Mamadou Boireau s'est effondré, au milieu de la rue. Surpris ? Pas tellement. Avec la crise, il y a beaucoup de racisme, mais tout de même, c'est un peu fort de tuer un homme pour ça.

Le quartier ? « On trouve beaucoup de Noirs et d'Arabes, de Portugais, de Yougoslaves aussi. À partir de 10 heures du soir, c'est pas fréquentable. Il ne faut pas sortir de chez soi ». Le gardien de l'immeuble voisin lui fait écho : « Avant, c'était bien, il y avait des filles partout, mais le soir, maintenant, ils traînent pas. Et ici, la nuit, c'est Chicago ».

Un témoin raconte : « Des étrangers, il y en a trop. Je suis pas raciste, mais, si je vois un Noir avec une Française, je prends le flingue ».

Il ne connaissait pas la victime. Quant à celui qui a tiré, M. Alexis Baranoff, soixante-huit ans, l'un d'eux l'apercevait souvent : « Pour moi, c'était un monsieur calme, bien habillé, respectable. Il allait à la messe, les matins ». Il ne l'avait jamais entendu tenir des propos racistes. Un retraité plutôt gentil qui, lorsqu'il rentrait d'une pêche fructueuse, offrait des poissons à ses voisins.

Le motif du crime ? « Je crois qu'il en avait marre de le voir tout nu dans la cour ; moi, ça m'aurait énervé ». Au 91, rue des Vignoles, petit immeuble vétuste, un couloir défraîchi et sombre s'ouvre sur une petite cour. A droite, deux portes, l'une pour les toilettes, l'autre pour la douche, commencent aux trois angles de l'immeuble, où vivait une majorité d'immigrés. Au premier étage, une fenêtre. C'est de là que M. Baranoff a vu, le 27 juillet à 8 h 10, Moktar Boireau descendre de chez lui et traverser la cour, nu, pour prendre une douche. Le retraité est alors descendu, l'arme à la main, et il a tiré. Neuf coups. Avant de remonter chez lui.

Le frère de Moktar, ouvrier soudeur, qui partageait son studio, explique calmement : « Ici, le voisinage d'eau est commun. Moktar recevait les femmes de son nom, venait éternellement la somme puis se chargeait de la collecte ». Or M. Baranoff était venu le trouver le 27 juillet et avait réclamé fermement une facture. Défiance ? Toujours est-il que Moktar décida, après cela, de lui abandonner cette charge de collecteur. Mince prétexte pour un meurtre. D'après le frère de la victime, ce furent pourtant là leurs seuls rapports avec M. Baranoff. Des amis, Guinéens

aux aussi, ajoutent : « On ne le voyait jamais ». Lors de la petite fête qu'ils avaient organisée le 14 juillet, avec tous les voisins de palier, des Yougoslaves, des Africains, et un Français, M. Baranoff n'était pas venu.

Comment expliquent-ils ce geste ? « Avec la crise, la violence monte. Ils ne se révoltent pas : « Ce n'est pas nous qui défilons. Nous faisons confiance aux autorités ».

PASCALLE DIARD.

A Saint-Denis

TR SUR ENFANT

Encore une cité, des enfants qui jouent comme une volée de moineaux lâchés en liberté, et quelquefois, derrière une fenêtre de cette cité-dortoir, lourd de tourments mais fort d'une arme qui blesse et qui peut tuer.

Jeudi 28 juillet, cité des Francs-Moisins à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Salah Djennane, huit ans, Français d'origine algérienne, jouait, sautait, criait avec ses copains au pied de son immeuble. D'un seul coup, il s'est écroulé, touché par une balle provenant probablement d'une arme 22 long rifle. Il n'était pas midi. En fin de journée, les médecins de l'hôpital Bretonneau qui ont opéré Salah ont pu rassurer ses parents sur son sort. Sa vie n'est pas en danger. Salah a eu plus de chance que Toufik, mort le 9 juillet dernier, à la cité des « 4000 ». À La Courneuve, parce qu'il faisait trop de bruit.

Depuis jeudi après-midi, les policiers ratissent les appartements de cette cité où sept mille personnes cohabitent. Une dizaine d'armes 22 long rifle ont été saisies, mais le tireur n'était toujours pas identifié vendredi matin.

On s'efforcera peut-être d'envoyer au colonie de vacances certains enfants de ces cités. La chaleur, le bruit, seront à nouveau évoqués dans cette affaire. On fera une nouvelle fois le procès des cités insalubres. On cherchera même des « excuses » au tireur. Peut-il y en avoir ?

Ch. Ch.

Le parti socialiste et le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (M.R.A.P.) dénoncent l'utilisation politique du racisme qui frappe la population immigrée, notamment celle d'origine maghrébine. Le P.S. et le M.R.A.P., dont des délégations se sont rencontrées le 27 juillet et ont confronté leurs analyses devant la montée inquiétante du racisme en France », indiquent, dans un communiqué publié jeudi 28 juillet, qu'ils se rencontreront de nouveau à la rentrée, afin de prendre « les mesures nécessaires pour s'opposer à ce climat d'intolérance, de haine et de peur ».

NOUVELLES BRÈVES

• M. Raymond Courrière, secrétaire d'État aux rapatriés, a notamment déclaré, mardi 26 juillet, au cours d'une réunion des militants socialistes de l'Aude : « À l'approche de notre congrès, j'ai peur qu'un certain nombre de nos camarades mesurent mal les enjeux actuels. Certes, l'on débatte entre socialistes des solutions à apporter aux problèmes économiques actuels est légitime. Pour autant, nous ne devons pas oublier une question essentielle : qui est en face de nous ? Quels sont nos adversaires ? Que proposent-ils ? (...) Cette droite renoue chaque jour plus avec ses vieux démons. Par exemple, pour la troisième fois en un siècle, après l'affaire Dreyfus et l'antisémitisme des années 30, nous la voyons et l'entendons flirter à nouveau avec le racisme. Alors, devant les dangers que recèle une telle évolution, je ne peux m'empêcher de trouver dérisoires certaines des querelles qui nous opposent, nous militants socialistes, nous hommes de gauche... »

• M. François-Michel Gonnat, U.D.F., adjoint au maire de Compiègne (Oise), conseiller régional, rédacteur en chef de la Lettre de l'U.D.F., a protesté, jeudi 28 juillet, contre l'attribution, par le bureau du conseil régional de Picardie, d'une subvention de 50000 francs à une association que préside M. Danielle Mitterrand. Cette association se consacre notamment à l'alphabetisation des populations de l'Afghanistan et du Salvador.

• Ultimatum lancé aux grévistes du « Financial Times ». - La confédération syndicale britannique TUC (Trades Union Congress) a lancé un ultimatum d'une semaine au syndicat du livre N.G.A. (National Graphical Association), dont la grève empêche la parution du Financial Times depuis deux mois (31 mai). Le conseil des TUC recommande au N.G.A. d'accepter les conclusions du médiateur (plutôt favorables à la thèse de la direction) avant le 4 août.

La direction du Financial Times avait envisagé, le 20 juillet, de faire imprimer une édition à pagination réduite à Francfort. Le Financial Times a normalement une édition européenne imprimée dans cette ville, mais les employés chargés de la transmission des fac-similés de Londres à Francfort étant membres du syndicat gréviste, se sont déclarés solidaires du mouvement.

• Patrice Haenen, recherché dans le cadre de l'enquête sur le meurtre d'un gardien de la paix de Reims, le 19 juillet, a été interpellé mercredi 27 juillet à Paris. Agé de trente ans, originaire de Serzing (Belgique), il était assésé par les policiers du S.R.P.J. de Reims depuis le meurtre de Wawrzyniak, gardien de la paix, tué dans la nuit du 18 au 19 juillet lors d'un contrôle d'identité (Le Monde du 21 juillet). Il a été interpellé à l'issue d'un différend dans un bar du dix-septième arrondissement où il tentait de régler ses consommations avec une carte de crédit volée.

M. SERGE HÉRITIER A LA TÊTE DU CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION PÉDAGOGIQUE

M. Serge Héritier, administrateur civil, a été nommé directeur général du Centre national de documentation pédagogique (C.N.D.P.) par un décret publié au Journal officiel du 29 juillet. Il remplace M. Jean Guillemin, admis, sur sa demande, au bénéfice d'un congé spécial depuis le 28 avril dernier.

[Né le 24 octobre 1944, aux Gers (Haute-Savoie), M. Serge Héritier est licencié de droit public (1971), diplômé de l'Institut d'études politiques de Grenoble (1970) et ancien élève de l'École nationale d'administration.]

Il a commencé sa carrière dans la fonction publique en 1972, en tant qu'attaché d'administration centrale au ministère de l'Éducation nationale, où il est devenu administrateur civil en 1979. A ce titre il a occupé les fonctions de chargé de missions auprès du directeur des écoles (1979 à 1981), puis de chef de division de l'adaptation et de l'intégration scolaires dans cette même direction. Depuis le 28 avril 1983 il était chargé des fonctions de directeur adjoint au C.N.D.P.]

LASSERRE

Fermeture le 30 juillet après le dîner
 Réouverture le 30 août

A Paris

LA HAUSSE DU DOLLAR S'ACCÉLÈRE : PRÈS DE 7,95 F

La hausse du dollar sur les marchés des changes s'est accélérée à la veille du week-end, la monnaie américaine dépassant largement le 2,64 DM à Francfort, au plus haut depuis le début d'octobre 1975, battant à nouveau tous ses records à Paris à 7,9450 F, vendredi 29 juillet, en fin de matinée.

Cette nouvelle poussée est attribuée aux déclarations faites jeudi 28 juillet devant le Sénat des États-Unis par M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale des États-Unis, selon lesquelles l'augmentation de la demande des crédits bancaires par les entreprises va faire concurrence aux emprunts du Trésor pour combler le déficit budgétaire, ce qui risque de faire monter les taux d'intérêt. Par ailleurs, le regain de tension enregistrée en Amérique centrale et dans les pays du Golfe joue en faveur du dollar. Pour l'instant, mal ne soit qu'elle arrête la montée du « billet vert », que le gonflement prévisible du déficit commercial américain ne freine même pas.

Un char soviétique sous-marin ?

Et si le sous-marin soviétique fantôme que les Russes ont traqué à plusieurs reprises ces derniers mois n'était qu'un autre sous-marin ? Hypothèse absurde ? Peut-être pas si l'on croit la revue mensuelle Science et Vie qui, dans son numéro d'août, prétend que l'Union soviétique posséderait un tel engin. Il s'agirait d'une sorte de char sous-marin à roues crantées dont la poida serait voisine de 50 tonnes. Ce véhicule, qui s'insérerait dans l'engin développé dans le courant des années 70 par la firme britannique Camell Laird, serait doté d'un habitacle pressurisé, et d'un système permettant la sortie de plongeurs.

Pour étayer son hypothèse, la revue se fonde notamment sur les traces que les Suédois ont relevées sur les fonds sous-marins proches de leurs côtes, dans les zones minées où ont eu lieu dernièrement les incursions de sous-marins espions. Si tel est le cas, on ne peut manquer de s'interroger sur la mission réelle d'un tel engin. Certes, des motivations d'ordre industriel visant à la récupération de métaux contenus dans des nodules polymétalliques ou des gisements sous-marins peuvent être à l'origine de la construction de ce véhicule. Il y a quelques années, le Comité soviétique à l'énergie atomique - et bien d'autres avec lui - avait dressé les plans d'espèces de navettes habitées se déplaçant dans les bous du fond des mers au moyen de vis sans fin.

Mais on peut se demander si un tel char ne masque pas des objectifs plus militaires et, comme le suggère Science et Vie, offre des possibilités réelles de déposer des mines de toutes sortes sur les fonds marins, à l'entrée des ports ou des chenaux. N'a-t-on pas déjà vu les Américains tenir en haleine les océanographes du monde entier en tentant, sous couvert d'une exploration systématique des gisements sous-marins de nodules polymétalliques, de récupérer un sous-marin soviétique porteur de missiles nucléaires qui avait fait naufrage ?

QUATRE MORTS DANS UN ATTENTAT DE LA MAFIA A PALERME

Palerme (A.F.P.). - Quatre personnes, dont le chef du bureau d'inspection du parquet de Palerme (Sicile), ont été tuées ce vendredi 29 juillet dans un attentat par une voiture piégée.

Le magistrat venait de sortir de chez lui, accompagné de son escorte, lorsqu'une automobile garée à proximité de sa propre voiture a fait explosion. Le magistrat, deux carabinieri membres de son escorte et le concierge de son immeuble ont été tués sur le coup. Trois autres carabinieri ont été grièvement blessés. Le magistrat avait dirigé de nombreuses enquêtes contre la Mafia. Il avait d'autre part succédé dans ses fonctions à M. Terranova, un ancien parlementaire communiste, membre de la commission anti-Mafia, devenu magistrat, qui avait été tué dans un attentat le 25 septembre 1979.

CIRCULATION ROUTIÈRE

L'alcool, l'ennemi juré

Les usagers de la route sont prévenus : le guaiement n'acceptera pas que l'insupportabilité de quelques-uns mette en péril la vie et la santé du plus grand nombre (Le Monde du 28 juillet).

A ce titre, le dernier conseil des ministres a décidé de relancer la lutte contre l'alcool au volant. Les statistiques montrent en effet que, si seulement 3 % des conducteurs contrôlés présentent un taux d'alcoolémie supérieur à 0,80 gramme par litre de sang (et dépassant quand même 1,20 gramme pour la moitié d'entre eux) l'alcool est à l'origine de 40 % des accidents mortels. De plus, ces dernières années, les infractions de cette nature ont connu une dangereuse inflation.

Il convenait donc de réagir, sans exclure pourtant une certaine souplesse. Ainsi le taux légal d'alcoolémie ne sera-t-il pas abaissé au niveau de celui qui s'appliquait déjà d'autres pays européens (0,50 gramme). La « barre » demeurera fixée à 0,80 gramme. En revanche, si le Parlement suit la gouvernement, tout dépassement de cette limite

sera assimilé à un délit, alors que jusqu'à présent les taux d'alcoolémie compris entre 0,80 gramme et 1,80 gramme relevaient du régime de la contravention. De plus, les conducteurs surpris en état d'ivresse doivent s'attendre à une plus grande sévérité en matière de suspension ou de retrait du permis de conduire.

Le dépistage de l'imprégnation alcoolique devrait en outre se trouver facilité par la substitution à l'alcootest d'un instrument plus élaboré qui nous vient d'Allemagne fédérale, l'éthylotest. Fonctionnant sur le même principe d'analyse de l'air expiré, il détecte l'état alcoolique et en plus à l'échelle du taux d'alcoolémie. Dans un premier temps, l'indication chiffrée donnée par l'éthylotest n'aura qu'une valeur technique, mais les responsables de la sécurité routière ne désespèrent pas de lui voir reconnaître un caractère légal, qui dispenserait de la prise de sang actuellement obligatoire en cas d'alcootest positif.

J. S.

Le numéro du « Monde » daté 29 juillet 1983 a été tiré à 457 286 exemplaires

A B C D E F H

كتاب الأسفل